

صدا من الامم

# Le Monde

DERNIERE EDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13142 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 30 AVRIL 1987

## Mario Soares le sage

En décidant de dissoudre le Parlement et d'organiser des élections législatives anticipées le 19 juillet prochain, M. Mario Soares, président de la République du Portugal, a choisi la voie du bon sens.

Son pays court en effet le risque de voir sa jeune démocratie s'y « italianiser », les combinaisons parlementaires et les tractations sibyllines entre partis politiques se substituant au jeu normal des institutions.

Les derniers développements de la crise politique à Rome ont d'ailleurs dû compter dans la décision du président de la République portugaise et l'inciter à choisir le circuit court pour aboutir au même résultat : le retour aux urnes.

« En cas de blocage politique, la solution en démocratie est de donner la parole au peuple. » En rappelant cette maxime simple, mais parfois bien difficile à mettre en œuvre, M. Soares évite au Portugal de tomber dans une agitation politique paralysante durant une période où le pays doit faire face au défi de l'intégration européenne.

Cette décision est d'autant plus courageuse de sa part qu'elle a été prise en dépit de l'opposition du Parti socialiste, dont il fut le dirigeant charismatique avant son entrée au palais de Belem. Le PS était en effet favorable à la constitution, dans le cadre parlementaire actuel, d'un gouvernement de coalition avec le Parti rénovateur démocratique (PRD) du général Eanes. Celui-ci aurait certes bénéficié d'une majorité arithmétique à l'Assemblée grâce au soutien sans participation des communistes, mais il se serait heurté dans le pays à une opinion publique majoritairement favorable à la poursuite de l'expérience du gouvernement de centre-droit de M. Cavaco Silva.

Ce dernier apparaît aujourd'hui comme le vainqueur politique de la crise, et aborde les prochaines élections législatives en position très favorable. La formation politique qu'il dirige, le Parti social-démocrate (PSD), devrait sortir renforcée du scrutin grâce aux succès remportés par M. Cavaco Silva sur le double terrain du niveau de vie et de la lutte contre l'inflation.

Les autres partis, en revanche, vont aborder ces élections avec une certaine appréhension. M. Vitor Constancia, qui a succédé à M. Mario Soares à la tête du PS, n'a réussi à s'imposer ni dans le parti ni dans le pays. L'ancien président de la République, M. Ramalho Eanes, reste, lui, fort populaire, mais son parti, le PRD, n'a ni les structures ni la cohérence idéologique lui permettant de renouveler sa percée de 1985.

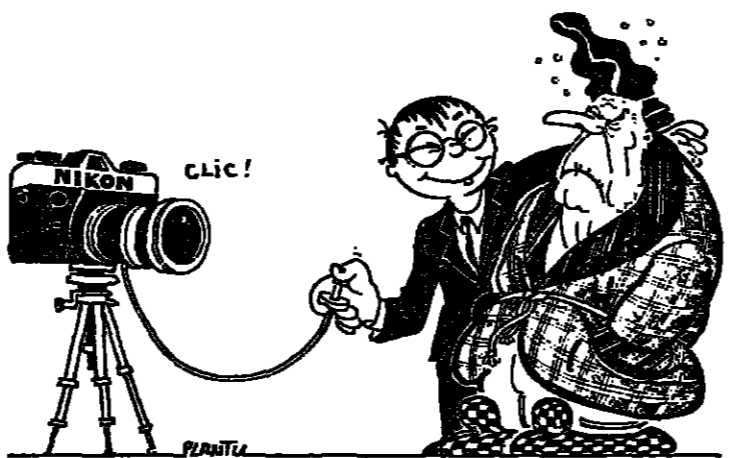
Le Parti communiste de M. Alvaro Cunhal, s'il résiste mieux que certains de ses homologues d'Europe occidentale à l'érosion des scrutins, aura à surmonter le handicap de la rupture de son alliance électorale traditionnelle avec un petit parti de gauche, le Mouvement démocratique portugais (MDP). Il devra donc se présenter sous ses propres couleurs, ce qui devrait lui coûter les suffrages d'un certain nombre d'électeurs de gauche fidèles à un MDP incarnant la lutte contre la dictature salazariste.

Capable de s'unir pour renverser un gouvernement, la gauche portugaise apparaît comme incapable de se rassembler pour proposer une solution de rechange. Elle tentera certes de faire son profit des points faibles de M. Cavaco Silva : sa tendance à l'autoritarisme et la pratique du clientélisme. Mais il lui manquera sans doute, pour faire la différence, celui qui sut en 1986 rassembler toute la gauche sur son nom : M. Mario Soares.

## Le premier ministre japonais à Washington

### M. Nakasone s'efforce d'enrayer la crise avec les Etats-Unis

Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, entame, mercredi 29 avril, une visite officielle aux Etats-Unis qui sera dominée par la tension opposant les deux pays à propos de leurs relations commerciales. On assure, dans son entourage, que M. Nakasone s'efforcera d'enrayer cette détérioration, que symbolisent les sanctions américaines à l'encontre du Japon à la suite, notamment, du différend sur les semi-conducteurs.



TOKYO de notre correspondant

Décidée, il y a quelques mois, la visite officielle aux Etats-Unis de M. Nakasone, qui a quitté Tokyo mercredi 29 avril, devait couronner sa carrière. Or, c'est un premier ministre politiquement affaibli qui se rend à Washington, moins pour y consacrer la grande centaine nippo-américaine que pour tenter de remédier à l'une des crises les plus aiguës dans les

relations commerciales entre les deux pays. La visite de M. Nakasone à Washington n'est plus une simple question de prestige personnel : le premier ministre y joue son maintien au pouvoir jusqu'à l'expiration de son mandat à l'automne prochain. Ses adversaires au sein du Parti libéral-démocrate affirment que, dès son retour à Tokyo le 5 mai, la course à la succession commencera.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 10.)

## Naissance du deuxième groupe européen de « puces »

### Alliance franco-italienne dans les semi-conducteurs

Le groupe nationalisé Thomson va fusionner ses activités dans les composants électroniques avec la firme publique italienne SGS. La société commune deviendra la deuxième en Europe dans ce secteur stratégique. Par ailleurs, Thomson annonce des résultats en forte hausse pour 1986 (1,8 milliard de francs). M. Alain Gomez, son PDG, explique dans un entretien au « Monde » l'ensemble de sa stratégie.

Le groupe français Thomson va fusionner ses activités dans les semi-conducteurs civils avec celles de la société italienne SGS. Cette opération entre les deux « champions nationaux » possédés par des capitaux publics, vient de recevoir le feu vert des gouvernements. Elle donne naissance à une nouvelle société — de droit hollandais — qui se hissera au deuxième rang européen et à la douzième place mondiale dans ce secteur stratégique, au cœur de toutes les industries d'électronique, d'informatique et de télécommunications.

Alors que la guerre nippo-américaine fait rage dans les semi-conducteurs, Thomson infléchit donc sa stratégie. Le groupe menait sa barque seul, il s'associe désormais avec un européen. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, son président, M. Alain Gomez, résume toute idée de désengagement. Pour lui, cette alliance européenne à 50/50 permet d'atteindre plus vite, de façon moins onéreuse et avec moins de risques, la taille critique — estimée à 3 % du marché mondial — nécessaire pour financer les énormes frais de recherche et développement indispensables si l'on veut rester dans la course technologique mondiale.

Devant la crise persistante dans l'industrie des semi-conducteurs (en surcapacité mondiale depuis plus de

deux ans), presque tous les industriels perdent de l'argent. Thomson et SGS ont donc donné un autre tour aux discussions qu'ils menaient depuis l'automne : d'une recherche d'accords croisés de sous-traitance, on est passé à l'idée d'une fusion. Les deux entreprises sont en effet très complémentaires, sur les produits et sur les marchés.

La nouvelle entité sera présidée par M. Henri Starck, directeur général de Thomson-CSF, et son directeur général sera l'actuel patron de SGS, M. Pasquale Piscio. Ils prennent les rênes à un moment particulièrement difficile : pour contrer l'afflux de « puces » japonaises aux Etats-Unis, les Américains ont pris des mesures de rétorsion sans précédent et s'apprêtent à soutenir massivement la recherche de leurs industriels. Comment éviter que l'Europe soit envahie par ricochet par les semi-conducteurs japonais et comment lutter contre le relèvement du niveau technologique des industriels américains ? Philips et Siemens se sont associés dans un programme de recherche commun. Les Italiens et les Français vont faire désormais cause commune.

F. V.

(Lire page 26 l'entretien avec M. ALAIN GOMEZ.)

## Un réquisitoire du président de Sri-Lanka

M. Jayewardene qualifie d'« hitlérienne » la politique de l'Inde à l'égard de Colombo.

PAGE 8

## Jean-Paul II en RFA

Vive polémique autour de la béatification d'Edith Stein.

PAGE 13

## Les bénéficiaires des banques

Grâce à la hausse de la Bourse, des profits importants en 1986.

PAGE 29

## Regroupements dans la métallurgie

Les producteurs européens de zinc et de cuivre voudraient fusionner pour lutter contre le déclin de leurs marchés.

PAGE 28

## Les stratégies des TV privées

Portraits des directeurs des programmes.

PAGE 14

Le sommaire complet se trouve page 32

## REVUE

### Elections blanches en Afrique du Sud

JOHANNESBOURG de notre correspondant

Sur le mur d'un immeuble du Cap, une main anonyme et irrévérencieuse a tracé cette inscription : « Cette année, le 1<sup>er</sup> avril tombe le 6 mai. » Les élections législatives blanches, qui doivent se dérouler (par anticipation) à cette date, ne sont-elles donc qu'une farce ? Un attrape-rigauds dénoncé par ce détecteur impertinent pour réduire ce scrutin à une plaisanterie sans conséquence ? On pourrait croire que le célèbre humoriste Pieter Dirk Uys, pourfendeur talentueux du régime, partage cette opinion lorsqu'il écrit : « Nous sommes 30 millions en Afrique du Sud, sur lesquels 700 000 votent en faveur de Pieter Botha [2 % de la population]. Ce n'est pas un gouvernement démocratique, c'est un petit conseil municipal. » Il ajoute : « Un élection blanche est aussi significative qu'un catholique prêchant contre l'utili-

sation des capotes anglaises dans un monde infesté par le SIDA. »

Ces préceptes énoncés, Pieter Dirk Uys appelle ses concitoyens à se rendre aux urnes mercredi prochain, car, dit-il, « si nous n'usons pas, ce privilège maintenant en exprimant notre volonté, c'est-à-dire donner le vote aux citoyens noirs de ce pays qui savent déjà quoi en faire, nous pourrions pas plus tard affirmer : je ne savais pas... »

S'ingurgiant contre le dérapage vers une « société laboroniste » illustré par un croquis représentant une famille atabée dont les membres mettent leur main devant leur bouche, leurs yeux ou leurs oreilles, le caricaturiste se rit des différents partis politiques par des jeux de mots en fonction de leur sigle, autour du thème « Faire ses valises » (to pack). Une allusion à tous ceux qui ont quitté le pays : 38 par jour l'an dernier. Pour la droite, HNP et CP : « Has not packed ». « Can't

pack » (n'a pas fait ses valises, ne peut les faire). Pour la majorité NP : « Not packing » (ne les fait pas). L'opposition libérale PFF : « Packed for perth » (est parti pour Perth, en Australie) et les indépendants enfin : « Ind » : « I now dare » (maintenant j'ose) (voir encadré).

Pendant un certain temps, Pieter Dirk Uys avait songé à se présenter contre le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, un peu comme Coluche en 1981. Réflexion faite, il considère que ces élections, même si elles ne concernent qu'une minorité, sont une chose sérieuse, bien au-delà des luttes de partis et de candidats. Un journaliste local de renom, Allister Sparks, a tenté de trancher le débat qui anime les milieux libéraux blancs et qui se résume en une question : en votant, « nous rendons-nous complices d'un système odieux pour l'abroger ou pour le légitimer ? ».

MICHEL BOLE-RICHARD. (Lire la suite page 7.)

## L'embellie de la gauche dans les sondages

### Mitterrand III, pour quoi ?

par Jean-Marie Colombani

Enfin ! En son for intérieur, M. Mitterrand a dû éprouver cette satisfaction d'approcher du but : transformer une relation politique et contractuelle avec le pays, situation obligée de tous les successeurs du général de Gaulle, en un lien plus personnel et affectif, tel celui qui existait avec le fondateur de la V<sup>e</sup> République. M. Mitterrand n'en est certes pas encore là ; mais déjà, dans les intentions de vote (selon BVA), il fait mieux que de Gaulle, en 1965, tandis qu'en confiance (54 % au baromètre de la SOFRES) comme en popularité (51 % selon l'IFOP), il bat ses propres records. Bref, voilà un Mitterrand inédit, un Mitterrand « super star » !

Sans doute vaut-il mieux être guidé par un homme au faite de sa popularité que par un président impopulaire. Sans doute aussi le

« peuple mitterrandien » y verrait-il la promesse d'une brillante réflexion (ce serait une première sous la V<sup>e</sup> République). Certes. Mais pour quoi faire ?

Deux facteurs expliquent cette situation privilégiée : la stratégie d'« évitement » politique du président, celle de reconquête menée par le PS.

Avant même de profiter des divisions de la droite, le chef de l'Etat tire évidemment parti de... son inaction. Il joue trois rôles, également valorisants. Le premier, qu'il tient à la perfection — aide en cela par la comparaison avec son premier ministre — est de représenter la France à l'étranger. Le deuxième consiste — notation prodigieuse — à s'acquitter d'une véritable fonction tribunitienne, quitte à faire paître de jalousie les dirigeants communistes !

(Lire la suite page 11.)

## Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Dreamgirls », une comédie musicale américaine à Paris  
La somptueuse production de Michael Bennett, le maître en scène de « Chorus Lines », est pour un mois au Palais des congrès : Harlem en v.o. Michel-Ange défiguré ?

La « plus grande restauration du siècle », celle des fresques de la chapelle Sixtine, provoque de violentes polémiques.

La peinture des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles italiens au Metropolitan Museum de New-York

Une exposition monumentale. Réhabilitations et mises en question s'y succèdent à chaque salle.

Un festival de musiques et d'images sur la Côte d'Azur

Michel Redolfi réveille les « Manca » de Nice à coups de sons nouveaux, de vidéo et de ballets électroacoustiques.

Pages 15 à 17



« Séville, ou un certain art de vivre... »  
« Sevillanes » réserve à chaque page des bonheurs de lecture, des surprises qui ne sont pas touristiques... Heureux, Jean Cau à Séville ? Mieux que cela : lui-même enfin, et jetant pêle-mêle, des mots, des émotions dans ce livre lettre d'amour...  
HENRI BONNIER, L'ESPÉRANTIN  
JULLIARD

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dr.; Tunisie, 525 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 140 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 fr.; Norvège, 10,50 kr.; Pays-Bas, 2 fl.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 11,60 cr.; Suisse, 1,60 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

# Débats

Un entretien avec Samuel Pizar

## « Un réformateur est en place à Moscou : laissons-lui le bénéfice du doute ! »

### LA LIGNE GORBATCHEV

*L'Occident hésite sur l'interprétation à donner aux changements constatés en URSS sous l'impulsion de M. Gorbatchev. Samuel Pizar estime que le chef du PC soviétique est un réformateur et qu'il faudra juger sur pièces, le test principal étant celui de l'émigration.*

*Pour Nadia Ollivier-Benjelloun, on ne peut affirmer que l'URSS changera, mais au moins elle pourra évoluer... et pas forcément dans le sens souhaité par l'Occident.*

### La renaissance du pouvoir

*M. Gorbatchev montre qu'il veut gouverner vraiment, et, le cas échéant, à contre-courant des traditions soviétiques.*

par NADIA OLLIVIER-BENJELLOUN (\*)

L'URSS n'a certainement pas procédé à une métamorphose. Mais qui pourrait espérer une mutation fondamentale et rapide de la grande puissance de l'Est ? Les pourfendeurs du régime soviétique ont assez bien démontré ses rouages pour en connaître, mieux que quiconque, les lourdeurs : mode d'accession au pouvoir gérontocratique et totalisant, poids des couches dirigeantes lentement mûries dans la rigidité ; lourdeur idéologique, puissance des forces armées, pesanteur des traditions étatiques du système au quotidien, dans l'économie, la société, l'information. En tout état de cause, le changement ne peut être que lent, difficile et, par voie de conséquence, ambigu : il n'est pas aisé de faire la part de la duplicité de la démarche et des gages qu'elle doit aux forces internes.

Pourtant, il y a un changement. Dans chacun des domaines où ils sont intervenus, les gestes de Gorbatchev n'ont rien de révolutionnaire. Mais tous ont un trait commun : ils constituent une prise de pouvoir. La nouvelle équipe place ses hommes aux commandes, à Moscou et dans les Républiques. Elle redonne mouvement à la politique étrangère, et reprend langue avec l'Ouest, au sommet. Elle lance, à l'extérieur comme à l'intérieur, une démarche de communication animée par le secrétaire général qui s'adresse, par-delà les appareils, aux opinions publiques.

Une équipe se substitue-t-elle simplement à une autre ? Dans ce cas, l'Occident est fondé à demeurer circonspect, et à ne point trop céder aux tentations que veut faire naître la gestuelle des nouveaux dirigeants. Mais peut-être est-ce beaucoup plus que cela. En fait, soixante années de totalitarisme et surtout trente ans de continuité depuis Khrouchtchev ont donné au système soviétique — discours, comportements, habitudes, élites — une rigidité qui, exacerbant la pesanteur de la ligne sur les institutions et les hommes, constitue la négation du pouvoir même.

#### « Influencer » à bon escient

Au sommet du plus parfait et du plus puissant régime autoritaire de l'histoire, au faite du plus complexe et du plus étendu des systèmes « Etat-parti-armée », la direction Brejnev et ses avatars, engoncée dans une épaisse logique, n'était plus un pouvoir du tout, dès lors que celui-ci se mesure non seulement aux formes et à l'étendue de l'autorité, mais encore à son efficacité et à sa marge de jeu.

Pour figer la société, le système s'était rivé lui-même à ses principes : ses dirigeants ne faisaient rien d'autre que suivre la pente naturelle de l'édifice. C'est peut-être cela que Gorbatchev est en train de changer. Avec son entourage, il marque, peu à peu, qu'il entend gouverner vraiment et, le cas échéant, à contre-courant des traditions soviétiques.

S'il réussit, l'on assistera à une « renaissance du pouvoir » en

● RECTIFICATIF. — M. Olivier Schrameck nous prie de faire savoir que c'est par erreur qu'il a été cité comme collaborateur de M. Anicot Le Pors dans l'article de Jacques Crammer (page 2, le Monde du 28 avril). De 1982 à juillet 1984, il a exercé les fonctions de conseiller technique puis de chargé de mission auprès de M. Gaston Defferre.

URSS. L'on ne saurait affirmer pour autant que celui-ci changera, mais au moins qu'il pourra évoluer. Et par conséquent dans le sens souhaité par l'Occident. Mais, dès lors que le pouvoir réapparaît comme force de mouvement, un jeu devient possible, dans lequel la dimension internationale, attribut essentiel du sommet de l'Etat, pèsera lourd. Aussi faudra-t-il à l'Occident l'attention et la mobilité nécessaires pour « influencer » à bon escient et favoriser à la fois une diminution de la tension entre blocs et une diminution des rigidités internes de l'Union soviétique.

Cela suppose beaucoup de vigilance, mais surtout beaucoup de réalisme. Nul ne pourrait cautionner aucun des aspects anti-démocratiques de l'URSS, ni dans ses frontières ni à l'extérieur. Mais il serait irresponsable de discourir sur l'Union soviétique en renonçant par avance à tout esprit d'efficacité et à toute idée de concrétisation des progrès souhaitables. Or ceux-ci ne peuvent être que lents, limités, dissymétriques.

Impérialisme à contenir et totalitarisme à condamner, l'URSS de Brejnev était à la fois un adversaire redoutable et un thème de réflexion confortable : si le succès face à elle était incertain et possible les risques de conflits durs, la critique pouvait s'effectuer sans atermoiements ni réserves.

Avec Gorbatchev, l'URSS risque de devenir une question compliquée, nécessitant de la part de ses interlocuteurs plus de plasticité diplomatique et plus de subtilité doctrinale.

Il convient de s'y préparer.

(\*) Chercheur à la Fondation pour les études de défense nationale. Auteur de *La Palestine, un enjeu, des stratégies*, un destin (Presses de la Fondation des sciences politiques).

Citoyen américain résidant à Paris, avocat international, conseiller de plusieurs gouvernements et entreprises, notamment du Comité international olympique, Samuel Pizar est aussi l'un des plus jeunes rescapés d'Auschwitz, où toute sa famille a été exterminée, et l'un des chantres de la détente entre l'Est et l'Ouest. L'an dernier, au cours d'un séjour à Moscou, il a plaidé à l'improviste devant un tribunal soviétique en faveur de cinq jeunes juifs accusés de troubler l'ordre public ; il a arraché leur libération. Nous lui avons demandé ce qu'il pensait des transformations en cours en URSS.

Samuel Pizar, qui a été reçu par M. Gorbatchev en 1985 avec une délégation d'hommes d'affaires américains, commence par opposer le secrétaire général à ses prédécesseurs, Brejnev et Khrouchtchev, qu'il a connus également. « Avec Brejnev, j'étais l'impression de me trouver devant la Cène ; les apôtres du Politburo tout autour de lui sous les fresques du Kremlin, tout le monde figé, sauf Brejnev, qui se levait toutes les trois minutes pour proposer un toast. Avec Khrouchtchev c'était la même chose : parfois violent, parfois amusant, il racontait des blagues et citait des proverbes. Rien de tout cela avec Gorbatchev : nous avons trouvé en face de nous un homme presque comme nous. Eduqué, mesuré, informé, il parle pour ainsi dire notre langue, comme un gestionnaire ou un chef d'entreprise. La conversation se déroule dans le même cadre de références dont j'ai l'habitude à l'Ouest. »

Le chef du PC soviétique est en tout cas à ses yeux un réformateur, mais « pas du tout parce qu'il serait un champion naturel des droits de l'homme ou un démocrate de cœur. Il veut simplement mettre de l'ordre dans une économie en pleine régression. Il a compris qu'aujourd'hui la créativité en tout domaine passe par la démocratie, la liberté, la confrontation d'idées et la communication. Ni Brejnev ni même Khrouchtchev ne pouvaient analyser la nouvelle économie en ces termes. »

Cela dit, quelles sont les chances de succès de l'entreprise en cours ? « Il est trop tôt pour le dire. Je me demande même si Gorbatchev sait lui-même où tout cela peut le mener. La Russie a

toujours oscillé entre la tyrannie et le chaos. Si on lâche les rênes, on risque l'accident. Gorbatchev en est conscient, il prend des risques considérables. Il y a même un danger qu'il lui arrive un accident, politique ou physique. »

Cela dit, son rendez-vous favorable pour ses devanciers réformateurs comme Khrouchtchev, Kossyguine ou Andropov : la gérontocratie, tous ces mangeurs de métal et de médailles, ont presque tous en même temps soixante-dix ou quatre-vingts ans, ils sont arrivés à leur terme biologique. Gorbatchev accède au pouvoir avec une nouvelle génération. Il a donc de meilleures chances. Mais au-delà, il est très difficile d'imaginer une Russie démocratique. »

Samuel Pizar, qui a eu dans les années 70, à travers la presse internationale, un dialogue avec Sakharov, décrit ainsi le nouveau rôle de l'académicien : « Sakharov semble applaudir Gorbatchev. C'est à la fois encourageant et inquiétant. Il est en effet devenu docile par rapport à ce qu'il était autrefois, mais comment jugerions-nous un homme qui a montré tant de courage dans les années difficiles, ou sa femme, qui a tant souffert ? Tous deux nous disent : attention, il se passe quelque chose d'important. Pour Sakharov, un réformateur est au pouvoir, il faut lui laisser le bénéfice du doute. C'est son point de vue, et c'est le mien aussi. »

#### Fermeté, vigilance, ouverture

L'Occident doit-il aider Gorbatchev ? A cette question « très grave » Samuel Pizar répond qu'il « n'y a pas encore assez de preuves concrètes pour s'engager dans cette voie. » Des choses assez remarquables ont été faites, parmi lesquelles la libération des dissidents notoires, l'émigration des juifs, qui semble reprendre, une réforme de l'économie légalisant en partie le marché et l'entreprise individuelle, enfin une transformation ambitieuse du commerce extérieur. Bref, Gorbatchev privatise, c'est un commencement de preuve. Mais il faut juger sur pièces.

En ce qui me concerne, j'attacherai une importance particulière à l'émigration. En même temps, n'oublions pas que, devant

un langage excessif de l'Ouest, le malheureux peuple russe se ralliera derrière ses dirigeants et se serrera la ceinture encore plus, au nom du patriotisme et de la peur paranoïaque de l'étranger. Ce qu'il faut, c'est un mélange de fermeté et de vigilance, bien sûr, mais aussi d'ouverture. Et aussi un Occident, les Etats-Unis et l'Europe, qui parle d'une seule voix. »

#### Les managers et les touristes

Dans un livre publié pendant les années 70, les Armes de la paix, Samuel Pizar s'est fait l'apôtre des échanges économiques en tant qu'instrument de « désidéologisation » du régime soviétique. Ne pense-t-il pas que le renforcement du militarisme et de l'expansionnisme soviétiques pendant ces mêmes années est allé à l'encontre de ses espoirs ? Non, car, selon lui, l'ouverture économique n'a jamais réellement eu lieu.

On ne lui a pas donné ses chances. J'en parle en connaissance de cause, pour avoir participé alors du côté américain à la rédaction du traité de commerce entre les Etats-Unis et l'URSS, le premier depuis quarante ans. Tout s'est arrêté en 1974, le Congrès ayant refusé la ratification. Il y a eu crispation à Washington, et une crispation correspondante à Moscou. A propos de l'émigration, on a tenté d'humilier la superpuissance soviétique, de légiférer directement sur les droits de l'homme en URSS.

Cela dit, vous allez un peu trop vite en disant que cette politique n'a pas fonctionné. A l'époque, pour les dissidents, ce n'était pas une illusion, ils ont commencé à parler. Ce n'était pas non plus une illusion pour les juifs, puisque 250 000 ont pu quitter l'URSS, une chose inimaginable sous Staline. Ni une illusion pour la Hongrie, la Pologne, les deux Allemagnes, qui ont eu un rapprochement économique avec l'Ouest. Les managers et les touristes, en plus grand nombre que les généraux et les diplomates, ont

traversé les frontières idéologiques. »

Aujourd'hui, quelles sont les perspectives pour les juifs soviétiques ?

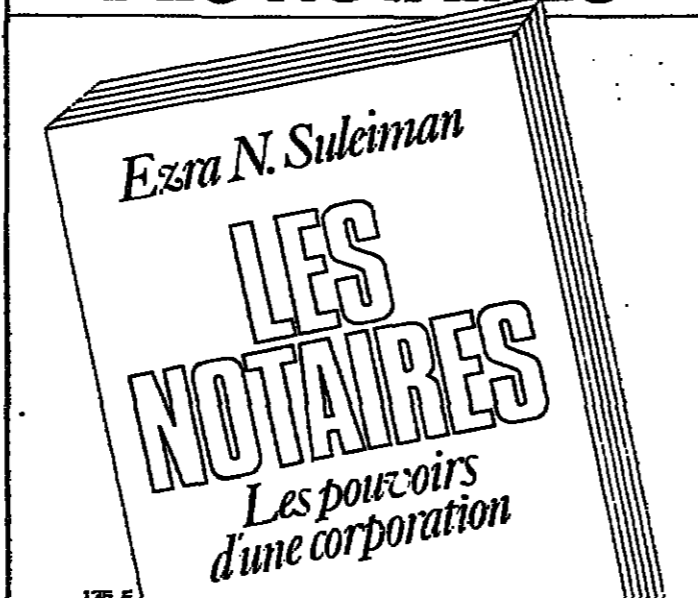
Une liste de 11 000 refuzniks a été dressée et portée à Reykjavik par le président de la conférence des organisations juives américaines. Ne soyons pas naïfs, nous ne verrons pas les mêmes chiffres d'émigration que dans les années 70. D'abord parce qu'il est très difficile pour les autorités soviétiques de laisser partir des masses de juifs ; d'autres aussi veulent partir. Ensuite parce qu'il y a un problème de fuite des cerveaux. Il y a enfin la nervosité des Arabes, qui reprochent à l'URSS de renforcer Israël. De là, la nouvelle loi adoptée sur l'émigration. Les refus seront un peu moins arbitraires, mais plus efficaces. »

#### Les entreprises mixtes

Que faut-il penser de la nouvelle législation soviétique sur le commerce extérieur et de l'encouragement donné aux entreprises mixtes (joint ventures) entre hommes d'affaires des deux mondes ? Samuel Pizar juge cette loi « presque incroyablement dans la mesure où la Constitution de l'URSS proclame que tous les moyens de production doivent rester entre les mains de l'Etat. » Sans doute les grandes sociétés occidentales se méfient. Mais elles sont intéressées. Environ dix lettres d'intention ont été signées, une quinzaine d'autres sont en négociation. Pour la France, le Crédit lyonnais et la Banque de l'Union européenne ont signé avec la banque soviétique un accord favorisant la constitution de sociétés mixtes, que sont ce train de négociation Pouchiney et Rhône-Poulenc. Ce dont il s'agit en fait, même si on ne le dit pas, c'est de ces sociétés transidéologiques dont j'ai parlé dès le début des années 70. La désidéologisation, nous y sommes un peu partout, devant les exigences criantes de l'économie et les besoins humains qu'elles représentent. »

Propos recueillis par MICHEL TATU.

## LE MONDE SECRET DES NOTAIRES



L'histoire d'une corporation qui, malgré l'individualisme foncier de ses membres, a su défendre ses privilèges depuis la Révolution française. Il est passionnant de voir comment ce petit groupe a réussi, entre autres, à neutraliser complètement le projet de réforme des socialistes... Traduit de l'américain par Martine Meusy

**S E U I L**

#### L'efficacité des thérapeutiques

Les préoccupations du professeur Boissel, quant à « l'évaluation des thérapeutiques que l'industrie pharmaceutique ne veut pas ou ne doit pas tester », le Monde du 25 mars 1987, rejoignent celles du Parlement européen. Celui-ci a voté, dans sa séance du 16 janvier 1986, une résolution où il estime que « la recherche et le développement de nouvelles spécialités pharmaceutiques doivent être effectuées de manière accrue par les universités ou d'autres établissements non commerciaux. »

La commission aura-t-elle le courage de suivre le Parlement ? Interrogé par un parlementaire sur la mise en œuvre de ce programme, la commission a répondu (*Journal officiel des Communautés européennes*, n° C 306/11 du 1-12-86) : « En regard à l'extrême diversité des maladies humaines, il serait impossible de centraliser la planification des projets de recherche médicale ou pharmaceutique. »

L'exemple du National Institute of Health américain cité par le professeur Boissel prouve le contraire. Il prouve aussi qu'une industrie pharmaceutique compétitive et innovatrice peut parfaitement coexister avec des agences indépendantes chargées de tester l'efficacité des thérapeutiques.

DIETER ROGALLA, membre du Parlement européen.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Télex MONDPAR 650572 F  
Télécofax : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des Lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Imprimerie de « Le Monde » 7, rue des Italiens PARIS-IXE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde 1987 705-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde of Speedpress, 45-45 20th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at P.O.C., 45-45 20th street, L.C.I., N.Y. 11104.

#### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-progrès en capitales d'imprimerie.

#### Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 38-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesseny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde 1987 705-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde of Speedpress, 45-45 20th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at P.O.C., 45-45 20th street, L.C.I., N.Y. 11104.

صكرا من الاموال

150

# Etranger

Le Monde • Jeudi 30 avril 1987 • 3

**AUTRICHE : soutenu par l'opinion et la classe politique**

## M. Waldheim annonce la publication d'un Livre blanc sur ses activités sous le régime nazi

VIENNE  
de notre correspondant

« J'ai bonne conscience et vous pouvez avoir confiance en moi », a déclaré mardi soir 28 avril, à la télévision, le président autrichien, M. Kurt Waldheim. « Il n'y a rien de honteux à ce que je sois considéré comme un homme politique de l'après-guerre », a-t-il déclaré. « Je ne suis pas responsable de ce qui s'est passé dans l'armée hitlérienne. Le président, évoquant de « prétendus nouveaux documents », a réaffirmé : « Il ne peut pas y avoir de preuves d'un comportement coupable de ma part. » Il a enfin revendiqué le droit à n'être plus accusé sans preuves. Le président a aussi annoncé la publication prochaine d'un Livre blanc faisant le point de ses activités sous le régime nazi et notamment pendant la seconde guerre mondiale.

Le gouvernement a adopté, mardi, une déclaration assurant le président Waldheim de sa solidarité. Le chancelier Franz Vranitzky a, d'autre part, invité le ministre américain de la justice à lui transmettre les documents et motifs qui ont servi de base à sa décision.

En ce qui concerne son voyage aux Etats-Unis prévu pour le 20 mai, M. Vranitzky, qui doit être reçu par le président Ronald Reagan, a laissé entendre qu'il préférerait effectuer ce voyage, considéré comme souhaitable dans les milieux politiques de Vienne afin d'éviter que l'isolement international du président ne tourne en isolement de l'Autriche. Un petit pays ne peut pas se payer le luxe de « représailles » contre une grande puissance, estime-t-on à Vienne.

### Envoi et indignation

Cet argument vaut également pour la nomination d'un successeur de l'ambassadeur à Washington, M. Thomas Klestil, rappelé en consultations. M. Klestil, nommé secrétaire général du ministère des affaires étrangères, ne retournera pas à Washington. M. Alois Mock, ministre des affaires étrangères, a précisé que ce poste « était réservé dans les circonstances actuelles plus important que jamais ».

A l'annonce inattendue de la décision américaine, une vague d'envoie et d'indignation a saisi l'Autriche.

La presse et toute la classe politique ont manifesté leur solidarité avec le président Waldheim et critiqué la décision américaine. Les commentaires de presse qualifient la décision américaine de « catastrophe », d'« injustice » et d'« acte inamical » et accusent les autorités américaines d'hypocrisie lorsqu'elles prétendent que leur décision ne vise pas l'Autriche, mais uniquement la personne de M. Waldheim. Ce dernier, rappelle-t-on, a été démocratiquement élu par 54 % des électeurs.

Le président Waldheim, que même ses adversaires politiques en Autriche ne soupçonnent pas d'être un criminel de guerre, mais tout simplement un opportuniste à la mémoire défaillante ou un homme brisé par la vérité, se voit plus ou moins ouvertement reproché de ne pas avoir réagi comme il le fallait et en temps utile aux accusations graves contre lui. On demande notamment pourquoi M. Waldheim n'a pas porté plainte contre ceux qui l'accusaient sans produire de preuves. M. Simon Wiesenthal, le directeur du Centre de documentation juive de Vienne, a estimé qu'une telle démarche devant un tribunal américain aurait permis de faire la clarté. Il s'est dit à nouveau convaincu, pour sa part, que

M. Waldheim n'était pas un criminel de guerre, mais qu'il était, en revanche, au courant de ce qui s'était passé en Yougoslavie et en Grèce lorsqu'il y servait dans la Wehrmacht.

### Rétablir la réputation du pays

On s'interroge aussi sur la commission internationale d'historiens dont la constitution avait été annoncée par M. Waldheim lui-même pendant la campagne électorale, mais qui n'a toujours pas été formée. Tant que le président Waldheim n'aura pas répondu clairement à ces questions, il lui sera difficile de dissiper les ombres qui planent sur son passé. Il est illusoire de penser qu'un Livre blanc, rédigé par la chancellerie présidentielle sera de nature à calmer une opinion publique mondiale profondément irritée. Il revient maintenant au gouvernement autrichien, qui a prouvé sa solidarité envers le président élu, de lui demander de faire à son tour preuve de loyauté et de s'efforcer de rétablir sa bonne réputation et celle du pays qu'il est appelé à représenter.

WALTRAUD BARYLI

**ITALIE : vote de défiance envers le gouvernement Fanfani**

## Les électeurs sont convoqués pour les 14 et 15 juin

Les Italiens iront aux urnes les 14 et 15 juin. Ainsi en a décidé un conseil des ministres, réuni le mardi 28 avril, après le vote de défiance de la Chambre des députés envers le gouvernement démocrate-chrétien, formé le 18 avril par l'ancien président du Sénat, M. Amintore Fanfani.

Les référendums sur le nucléaire et la justice prévus pour le 14 juin se trouvent automatiquement reportés. Un projet de loi mis au point dimanche dernier par le cabinet Fanfani pourrait cependant permettre que la consultation ait lieu dès la fin de cette année — sans attendre donc le délai de deux ans imposé par l'actuel texte.

ROME  
de notre correspondant

La précipitation avec laquelle se sont enchaînés les différents moments de cette journée contraste avec le rythme jusque-là très lent de la crise. Le président Cossiga, un juriste accompli et politicien soucieux de se prémunir contre les attaques, avait eu, en effet, pour méthode de faire parcourir chaque étape par une personnalité différente : M. Andreotti, M. Iotti, M. Scalfaro et, enfin, M. Fanfani ont été les acteurs successifs de cet interminable suspense. L'impossibilité de renouer l'alliance des cinq partis qui avaient dirigé le pays durant la neuvième législature ayant été vérifiée, il fallait convoquer sans plus attendre les prochaines élections sous peine de les voir gagnées par le « parti des vacances ». Il importait de les convoquer avant juillet, et le 14 juin était le premier dimanche possible, compte tenu du délai de quatre-vingt jours imposé par la Constitution.

### Dégradation du système

Les communistes et le MSI ont été les seuls opposants déclarés au gouvernement Fanfani. Le Parti socialiste avait, en revanche, décidé de voter la confiance ; non pour contraindre l'équipe Fanfani à organiser les référendums, a déclaré M. Craxi, mais pour conforter un gouvernement dont le chef doit recevoir, début juin, le président des Etats-Unis et représenter l'Italie au sommet des sept pays industrialisés de Venise.

Un tel vote aurait pu suffire à donner la majorité au nouveau cabinet si la démocratie-chrétienne n'avait décidé, elle, de s'abstenir sur le vote de confiance, un événement sans précédent en quarante années de République. Le gouvernement a recueilli 311 oui (ceux des socialistes, ceux des sociaux-démocrates et des radicaux) contre 240 non et 193 abstentions.

Cette confusion témoigne de la dégradation des rapports entre les cinq formations naguère alliées au sein du « pentaparti » (la DC et le PC, les partis républicain, social-démocrate et libéral) et de celle du système politique italien lui-même. Deux acteurs majeurs du débat sont en désaccord flagrant sur les règles devant présider à la création des coalitions indispensables en raison de l'éparpillement engendré par le scrutin proportionnel. Pour la DC, c'est la formation dite « de majorité relative », c'est-à-dire elle-même avec ses quelque 33 % de suffrages, qui a vocation à guider les gouvernements — comme elle l'a d'ailleurs fait durant près de quatre décennies. Le fait que certaines circonstances adverses l'aient conduite à accepter de laisser la présidence du conseil à des « laïcs », d'abord le républicain Giovanni Spadolini en 1981-1982, puis le socialiste Craxi d'août 1983 à mars 1987, ne serait en somme, aux yeux de son secrétaire général, M. De Mita, que l'exception confirmant la règle. Fort de ses 11,4 % de voix indispensables à la constitution de toute majorité sachant les communistes, le PS estime, au contraire, que dans une alliance les partenaires ont une égale dignité et que la DC n'a aucun titre à retrouver son ancien monopole sur la présidence du conseil. C'est M. Craxi qui a été le fougoureux défenseur de cette théorie, mais il a certainement trouvé une oreille complaisante chez ses petits partenaires « laïcs », républicains, sociaux-démocrates et libéraux.

La crise politique semble devoir déboucher sur une crise institutionnelle. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer la floraison, ces jours-ci, des propositions de réformes, soit électorales soit constitutionnelles, venues d'à peu près tous les horizons. La traditionnelle inertie du système sera-t-elle la plus forte et verra-t-on, l'été venu, le « pentaparti » renaître de ses cendres ? Ou bien la relance du jeu passera-t-elle par une redéfinition des équilibres politiques avec, à la clef, un retour sur le devant de la scène d'un PC qui en avait été exclu en 1979 ? Ou, encore, par une modification des règles, suffisamment profonde, pour aboutir à une « deuxième République », dont l'idée rôde ici depuis la fin des années 50 ?

JEAN-PIERRE CLERC.

## Une sixième version des faits ?

Condamnation sans preuves ? Dénis de justice ? En se présentant devant ses concitoyens comme une victime de la violence coloniale de certaines organisations juives, le président autrichien Kurt Waldheim reste fidèle à la ligne de défense qu'il a adoptée depuis le déclinement de l'« affaire ». Plafé devant l'évidence de la dissimulation de son passé, l'ancien secrétaire général des Nations unies ne réagit qu'au fur et à mesure des révélations sur son rôle dans les Balkans entre 1942 et 1945.

Seul, et pour cause, à connaître la vérité entière sur son passé durant la période nazie, il n'a jamais, jusqu'à ce jour, mis à plat les éléments qui auraient pu donner à l'opinion internationale le moyen de se forger une conviction. Cela ne pouvait être fait, assure-t-on à Vienne, très brièvement grâce à la publication d'un Livre blanc. Celui-ci, à en croire M. Kurt Waldheim,

devrait mettre un terme définitif à la polémique.

Cette version ne sera jamais que la sixième présentée par le président autrichien, les précédentes ayant toutes été rendues caduques par le travail des journalistes et des historiens qui se sont penchés sur le « mystère Waldheim ». Ces palliatives ont dû peser lourd dans la décision de l'attorney général, Edwin Meese, d'inscrire le chef d'un Etat ami sur la liste infamante des anciens nazis jugés indésirables sur le territoire des Etats-Unis.

La décision n'était pas facile à prendre. Elle ne pouvait s'appuyer sur aucune jurisprudence : le cas d'un président de la République démocratiquement élu, qui fut naguère le plus haut fonctionnaire mondial, mis au ban de la plus puissante nation du monde, n'a pas de précédent et ne devrait pas se renouveler. La facilité eût été de laisser le temps et l'oubli faire leur œuvre, comme l'espéraient ceux

des Autrichiens qui n'ont toujours pas compris qu'ils n'étaient pas seulement les premières victimes d'Hitler.

C'est compter sur une méconnaissance du fonctionnement réel de la machine d'extermination et de terreur hitlérienne que de prétendre, comme le fait M. Waldheim, qu'on ne trouvera jamais de preuve de son implication personnelle dans les crimes de guerre commis par l'unité de la Wehrmacht à laquelle il appartenait.

Jeune officier d'état-major, présent sur tous les lieux où ces crimes furent commis, interprète auprès des « alliés » italiens, puis officier d'entraînement en contact permanent avec le général Loehr (bondamné et exécuté en Yougoslavie à l'issue de la guerre), Kurt Waldheim jouait un rôle modeste certes mais indispensable à l'élimination des résistances militaires. Massacre de populations civiles en Bosnie, déportation des juifs de Salonique, interrogatoires

poussés, puis exécution de parachutistes britanniques, ces crimes n'ont pas été perpétrés au vu d'un ordre signé « lieutenant Waldheim », mais, sans le zèle d'un Waldheim et d'autres officiers d'état-major, ni la « solution finale » ni la guerre sans merci contre les partisans yougoslaves n'auraient été possibles.

En exigeant des « preuves » faisant de lui ce qu'il n'est pas, c'est-à-dire un criminel de guerre de première grandeur, à l'image d'un Eichmann ou d'un Heydrich, M. Kurt Waldheim cherche en fait à égarer l'opinion, tout en rassurant les Autrichiens.

« L'exigence morale » qui reste, comme on l'a vu dans des affaires récentes l'un des fondements spécifiques de la démocratie américaine, devait s'appliquer au président autrichien. Le cynisme politique peut encore, hélas, lui permettre de rester le premier à Vienne, à condition, bien sûr, de renoncer à en sortir.

LUC ROSENZWEIG.

### L'agence Tass accuse « les milieux sionistes américains » de « diffamation »

On note dans la presse internationale et les milieux politiques de nombreuses réactions à la suite de la décision de la justice américaine d'inscrire le président autrichien, M. Kurt Waldheim, sur la liste noire des indésirables aux Etats-Unis.

La mesure frappant M. Waldheim est annoncée à la une de tous les journaux américains. La plupart approuvent. Le *Washington Post* estime dans un éditorial qu'elle est « le seul moyen honorable d'exprimer la désapprobation à l'égard de M. Kurt Waldheim ». Le *New York Times* remarque, pour sa part, que « le président autrichien est le premier chef d'Etat ainsi traité ».

Le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, a déclaré à Paris, le mardi 28 avril, que la justice américaine avait fait ce qu'il fallait : « Je comprends que le système judiciaire américain ait eu des doutes. Mais il n'a pu ignorer le passé de M. Waldheim, et n'a pu camoufler les preuves pour des raisons politiques ».

La presse autrichienne a exprimé son désarroi mais s'est également permis quelques critiques à l'égard du président autrichien.

C'est ainsi que l'éditorialiste du *Salzburger Nachrichten* remarque que M. Kurt Waldheim lui-même doit assumer en grande partie la responsabilité de la situation : « Sa façon irréflectible de présenter la vérité au sujet de son passé a nué la crédibilité de l'homme qui s'est proposé de représenter l'Autriche ».

L'agence soviétique Tass a indiqué pour sa part, le mardi 28 avril, que derrière la démarche « inamicale de Washington » à l'égard du président autrichien, il fallait voir « les milieux sionistes américains qui ont lancé une campagne de diffamation à son encontre ». L'agence affirme également que M. Waldheim avait œuvré énergiquement pour un règlement au Proche-Orient, et que ce sont précisément « ces efforts qui ont provoqué la haine des sionistes ».

### TURQUIE

## Le procès du Mouvement de la paix est arrivé à son terme

ISTANBUL  
de notre correspondant

Un troisième et dernier verdict a été rendu, le mardi 28 avril, par le deuxième tribunal militaire d'Istanbul, cinq ans après le début du procès intenté contre le Mouvement de la paix, interdit d'activité quelques jours avant le coup d'Etat du 12 septembre 1980. De nombreuses personnalités du monde de la culture figurèrent parmi les accusés, prévenus libérés depuis l'élargissement, en mars 1986, des derniers incarcérés. L'un d'eux, le journaliste Ali Sirmen, a qualifié le verdict de « plus clémente que prévu, et d'une inspiration plus juridique que dans le passé ».

Deux prévenus, les dirigeants du mouvement Mahmut Dikermen et

Reha Isfran, ont été condamnés à une peine de quatre ans et deux mois de prison, en application de l'article 141 du code pénal réprimant comme crimes contre l'Etat les activités « visant à assurer la domination d'une classe sur une autre ». Ils ont déjà purgé leur peine en détention préventive.

La limitation des droits civiques accompagnant la sentence prononcée à leur endroit ne concerne pas les dix autres condamnés à des peines de prison (six à dix-huit mois) en vertu d'autres articles du code pénal ou de la loi sur les associations. Quatre accusés restent impliqués dans le procès du Parti communiste. Les autres ont bénéficié de prescription ou ont été acquittés.

MICHEL FARRÈRE.

### GRÈCE

## Un nouveau parti entend offrir une voie entre socialistes et communistes orthodoxes

Athènes (AFP). — Un nouveau parti, intitulé Gauche grecque, a été créé à l'issue d'un congrès qui s'est terminé, le dimanche 26 avril, après quatre jours de travaux. Le nouveau parti, qui provient notamment de l'ancien Parti communiste de l'intérieur (eurocommuniste), entend défendre « le socialisme dans la démocratie » et regrouper toutes les forces de gauche. Il porte un intérêt particulier aux problèmes des femmes, de la jeunesse et de l'environnement. Il s'oppose à l'OTAN, aux alliances militaires et à la présence des bases américaines en Grèce.

La création de la Gauche grecque avait été décidée en mai 1986, lors du congrès du PC de l'intérieur (2 % des suffrages aux élections générales de 1985) pour présenter « une solution de rachat » aux socialistes du PASOK (Parti socialiste au pouvoir) et aux communistes du PC grec prosoviétique.

Les quelque huit cent cinquante membres du congrès fondateur ont procédé dimanche soir à l'élection d'un comité central de cent personnes. Ce comité élira ensuite un bureau exécutif d'une dizaine de membres et un secrétaire général qui sera probablement l'ancien dirigeant et député du PC de l'intérieur, M. Léonidas Kyriakos.

Parmi les congressistes, 55 % étaient des militants du PC de l'intérieur, les autres des personnalités et des militants indépendants de gauche, ainsi que d'anciens socialistes du PASOK et des communistes prosoviétiques.

M. Pierre Juquin, membre du comité central du PC français et chef de file des « communistes renoués », a participé au congrès.

### POLOGNE

## Des personnalités de l'opposition entendues comme « témoins » dans une affaire d'« espionnage »

Le professeur Bronislaw Geremek, conseiller de M. Walesa, et M. Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, seront entendus comme « témoins » dans l'enquête concernant un diplomate américain, M. Albert Mueller, accusé d'espionnage et qui a quitté la Pologne le 19 avril. Selon les autorités polonaises, M. Mueller, deuxième secrétaire, avait été pris « la main dans le sac » au moment où il remettait de l'argent et des instructions à un « contact ».

D'autre part, nous signalons notre correspondante à Copenhague.

Camille Olsen, les représentants danois à Varsovie n'ont toujours pas été autorisés à prendre contact avec deux touristes danois arrêtés à Koszalin, le 19 avril dernier, « en flagrant délit d'espionnage ». Les autorités de Copenhague estiment qu'il y a là une violation des conventions internationales qui autorisent les étrangers détenus à recevoir la visite de leur consul dans un délai de huit jours. Les relations sont assez tendues depuis que, en décembre 1986, de nombreux micros avaient été décou-

verts dans les bureaux de l'ambassade du Danemark à Varsovie.

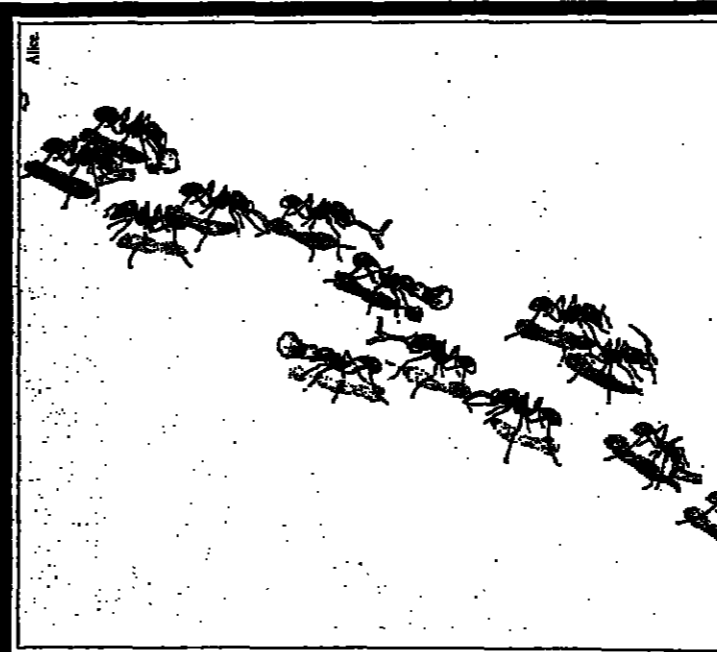
D'autre part, M. Gorbatchev et les dirigeants des six autres pays membres du pacte de Varsovie se rencontreront, à Berlin-Est, à la fin du mois de mai, a-t-on annoncé officiellement, à l'occasion d'une réunion du Comité politique consultatif du pacte. En dépit de son intitulé modeste, ce comité est l'instance suprême du pacte, puisqu'il réunit les numéros un de fait (les chefs du parti) des Etats membres. La dernière réunion du Comité remonte à juin 1986, à Budapest.

### TRAITÉ DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL

Par C. Lévy-Leboyer et J.C. Sperandio

Ce traité, le premier en français, retrace tous les aspects de la psychologie du travail, tant théoriques, méthodologiques que pratiques. Ses 40 chapitres portent spécifiquement sur les problèmes contemporains du monde du travail.

Collection « Grands Traités »  
Volume relié pleine toile  
602 pages - 880 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

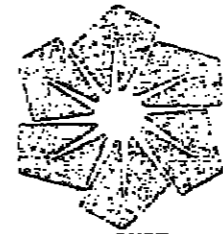
# L'école des Robinsons...



Où comment un clavier et un petit écran font travailler l'imagination des enfants et des grands. Accroché au pupitre de commande, les yeux rivés sur l'écran, il est prêt. L'ultime combat avec l'invasisseur peut commencer.

Jeu d'imagination pour les enfants... Instrument de communication pour les parents, c'est ça le "Minitel"... C'est une filiale de la C.G.E. Telic Alcatel qui, avec plus de deux millions d'appareils en service, est le 1<sup>er</sup> constructeur mondial de terminaux télématiques.

Telic Alcatel est la société chef de file des activités de communication d'entreprises du Groupe C.G.E. C'est le 2<sup>e</sup> industriel mondial du secteur et le 1<sup>er</sup> en Europe pour les postes téléphoniques et les télécopieurs. Filiale de la C.G.E., Telic Alcatel se bat et gagne à force d'imagination. C'est cela l'esprit de conquête. C'est cela la C.G.E.



GROUPE  
**C.G.E.**  
*L'esprit de Conquête*

*Encore une bonne raison de devenir actionnaire de la C.G.E.*

Téléphonez au (1) 42.561.561 ou composez le 36 15 code CGE ou CGEINFO. Note d'information visée par la CDB disponible auprès des intermédiaires financiers.

Téléphonez au **42.561.561.**

Composez 2615 code **CGE CGEINFO**

صكنا مع الوطن

150

# Diplomatie

## Le projet soviétique de traité sur les euromissiles

### Les pays de PUEO rappellent l'importance du « couplage » entre les deux rives de l'Atlantique

LUXEMBOURG  
de notre envoyé spécial

La voix de l'Europe dans le débat sur le désarmement nucléaire s'exprime avec discrétion. Les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui étaient réunis le mardi 28 avril à Luxembourg, se sont gardés d'adopter une position commune, claire et tranchée, sur les négociations de désarmement en cours et sur les conditions dont il conviendrait d'accompagner d'éventuels accords.

Is ne pouvaient pas le faire, puisque, s'agissant au moins des modalités de l'option « zéro » pour les armes à courte portée, ils n'étaient pas en possession des dernières propositions soviétiques — déposées lundi à Genève — et, a fortiori, n'avaient pas eu la possibilité de les étudier. Mais ils ne voulaient pas le faire, non plus, car la majorité d'entre eux, avec une particulière netteté pour l'Italie et les Pays-Bas, avaient le souci récurrent de ne pas gêner les Etats-Unis, et de ne pas donner l'impression à leur opinion publique qu'ils dressaient des obstacles à la conclusion d'accords que celle-ci appelle massivement de ses vœux.

Précautionneux, voire pusillanimes, les Sept font pourtant des analyses de la situation très largement convergentes. Dans le communiqué publié à l'issue de la réunion, ils balisent à l'intention des Etats-Unis les voies de la négociation comme qu'ils souhaitent la voir se dérouler.

Vient d'abord l'affirmation de principe. Les ministres « ont souligné que tout accord sur le contrôle des armements devait répondre aux besoins fondamentaux de la sécurité de l'Occident ». C'est une manière d'inviter les Etats-Unis à y regarder deux fois avant de se laisser aller à signer un accord qui ne leur offrirait pas la sécurité nécessaire. Les Sept, comme pour écho, ont souligné, par ailleurs, leur adhésion à la stratégie de la dissuasion, et à la nécessité d'acquiescer à l'effica-

city de celle-ci « par le couplage entre la sécurité de l'Europe et celle de l'Amérique du Nord ».

S'agissant de l'accord projeté sur l'élimination complète des forces nucléaires intermédiaires à longue portée (plus de 1 000 kilomètres), les Sept « appuient pleinement les efforts déployés par les Etats-Unis pour y parvenir ». Ils rappellent ensuite « leurs graves préoccupations devant la supériorité soviétique que constituent en matière de missiles intermédiaires à plus courte portée », et exigent que le contenu des propositions soviétiques « devra être soigneusement examiné ». Ils mettent l'accent plus loin sur « la grande importance qu'ils attachent à ce que des progrès soient également accomplis dans le domaine des armements stratégiques », qualifiés de « prioritaires ». Enfin, ils rappellent que « des réductions des armes nucléaires rendraient plus importantes la suppression de la supériorité conventionnelle du poste de Varsovie et l'élimination des armes chimiques, étant donné la nécessité d'assurer un équilibre stable en toutes circonstances ».

Peut-on affirmer, à la lecture de ce communiqué, comme le faisait, mardi, un spécialiste français, que ce n'est pas un chèque en blanc que l'Europe donne aux Américains ? Rien de ce qui est dit n'est suffisamment précis pour composer ces derniers d'agir à leur guise, et, d'ailleurs, les Européens ne cachent pas qu'ils cherchent davantage à sensibiliser, à influencer, qu'à interdire.

« On a le sentiment qu'il y a entre les Sept une conception commune qui est en train de se bâtir », commentait, mardi soir, M. André Girard, ministre français de la Défense. Peut-être. Il reste à voir si cette ébauche d'identité européenne laissera des traces au cours de la série de consultations bilatérales et multilatérales qui vont se succéder jusqu'à la session ministérielle d'été de l'Atlantique nord, qui se tiendra en juin à Reykjavik.

PHILIPPE LÉMAITRE.

### Les points d'accord entre Washington et Moscou l'emportent largement sur les désaccords

Le gouvernement américain a exprimé, le mardi 28 avril, un « profond optimisme » après la présentation du projet de traité soviétique sur les euromissiles, qualifiant toutefois de « manque de sérieux » le fait que Moscou cherche à compliquer sérieusement les négociations sur les Pershing-1A déployés en République fédérale d'Allemagne.

Les précisions données, le mardi 28 avril à Genève, par M. Oboukhov sur le projet soviétique de traité de liquidation des euromissiles confirment l'ampleur du rapprochement qui s'est opéré ces dernières semaines entre Washington et Moscou. Les points d'accord l'emportent largement en effet sur les restes.

L'entente d'ores et déjà acquise porte sur les grandes mesures de réductions : liquidation, en Europe, de tout missile de portée supérieure à 500 kilomètres et limitation des mêmes engins à un plafond égal ailleurs. Contrairement à ce qui semblait dans la logique de dénucléarisation cette catégorie d'armes en état de fonctionnement pour le cas d'une rupture du traité. Les Américains ont accepté en tout cas ce déploiement limité, qui avait été déjà convenu à Reykjavik.

L'élément nouveau est que toutes les armes de portée réduite (SRINF, de 500 à 1 000 kilomètres) sont maintenant incluses dans l'accord et traitées de la même manière que les armes plus longues (c'est le terme d'option « zéro-zéro », utilisé parfois pour désigner cette extension de l'option zéro originale). Là encore, les armes de cette catégorie stationnées ailleurs qu'en Europe seront plafonnées à un niveau égal — et modeste — pour les deux grandes puissances.

Troisième important élément d'accord, non confirmé mais aussi probable que surprenant, compte tenu de toute l'histoire des négociations sur le désarmement : les mesures de contrôle. « Nous sommes pour la vérification la plus rigoureuse », a dit M. Oboukhov, et pour la vérification partout : sur les sites de démantèlement des missiles, sur les bases militaires, y compris dans les pays tiers, dans les entrepôts et les usines de production, qu'elles soient privées ou propriété d'Etat. On savait que le projet de traité déposé par les Etats-Unis le 4 mars se distinguait déjà par son insistance sur ce problème. Or non seulement ce n'est pas là que M. Oboukhov voit ce qu'il appelle des positions « non constructives » de la part de Washington, mais il n'hésite pas à ajouter en ce qui concerne certains aspects de la vérification : « Notre position est plus stricte que celle des Américains ».

Il est possible que de nouveaux points de désaccord apparaissent au fur et à mesure que l'on entrera dans le détail de la rédaction d'un traité, mais pour le moment ceux qui l'on relève de part et d'autre paraissent peu nombreux et assez secondaires en comparaison de ce qui précède.

#### Le problème de l'Alaska

L'un d'entre eux porte sur les lieux de stationnement des cent ogives de missiles intermédiaires américaines. Les Deux Grands sont d'accord pour estimer que ces engins substantiels ne doivent pas pouvoir atteindre l'Europe. Ils seront donc en Sibirie en ce qui concerne l'URSS, sur le territoire américain pour les Etats-Unis. Mais ces derniers refusent pour le moment de s'engager, comme le demande Moscou, à ne pas déployer leurs cent Pershing-2 en Alaska, d'où ils atteindraient la Sibirie. Une porte de sortie pourra être trouvée si Moscou prend un engagement inverse, c'est-à-dire promet de ne pas installer son

Le président Reagan a, pour sa part, dénucléarisé, même si l'on parvenait à l'élimination des euromissiles et des missiles nucléaires de plus courte portée (SRINF), et ce en raison de la présence d'autres armes nucléaires américaines.

Recevant quelques journalistes de la presse écrite, le président a insisté sur le fait que même, si un accord éliminait ces deux catégories d'armes, il resterait des milliers d'ogives nucléaires américaines comme les armes tactiques qui ne font pas partie des négociations actuelles entre Moscou et Washington. — (AFP.)

reliques de SS-20 dans une portion de Sibirie d'où ils pourraient atteindre l'Alaska. Faisons confiance en tout cas aux Deux Grands pour se ménager réciproquement.

Un autre problème plus épineux est celui des 72 fusées Pershing-1A stationnées en Allemagne fédérale. Aucune des Pershing-2 déployés en 1983, ces engins portant à 750 kilomètres environ une charge nucléaire de 400 kilotonnes. L'originalité de leur situation provient de ce que les vecteurs, c'est-à-dire les fusées elles-mêmes, sont propriétés du gouvernement ouest-allemand, tandis que les ogives restent sous contrôle américain. S'inspirant du précédent consenti par Moscou en faveur des forces nucléaires françaises et britanniques, certains responsables allemands font valoir qu'il s'agit là de « forces tierces », non concernées par l'accord. Un point de vue qui semble partagé à Washington, où l'on fait valoir que le projet de traité porte sur les « lanceurs ».

#### M. Giscard d'Estaing contre l'option zéro-zéro

M. Valéry Giscard d'Estaing estime que les pays européens doivent refuser l'option zéro-zéro — est de M. Mikhail Gorbatchev, qui tendrait la dénucléarisation de l'Europe aux armes à courte portée. L'ancien président de la République précise, dans un article écrit pour Paris-Match, que les pays européens doivent opposer un « refus catégorique » à une « discussion sur les armes nucléaires du champ de bataille et de son environnement (portée inférieure à 500 kilomètres) ». Il poursuit en affirmant que la « position de la France sur l'option zéro » — qui comporte selon lui « le démantèlement complet et contrôlé des SS-

20 soviétiques, des fusées Pershing et des missiles de croisière récemment déployés en Europe — est d'autant plus justifiée que l'accord en discussion ne prend pas en compte les forces nucléaires françaises et britanniques.

« Un tel accord, conclut-il, se suffit à lui-même. Il n'est pas nécessaire a priori d'étendre aux fusées à courte portée » car « le risque d'une telle proposition serait de conduire, par étapes, à la dénucléarisation complète de l'Europe, qui accroîtrait les risques au lieu de les réduire, et qui nous placerait en position d'infériorité sur le terrain des armes conventionnelles ».

MICHEL TATU.

# Elle s'est transformée en copieur.

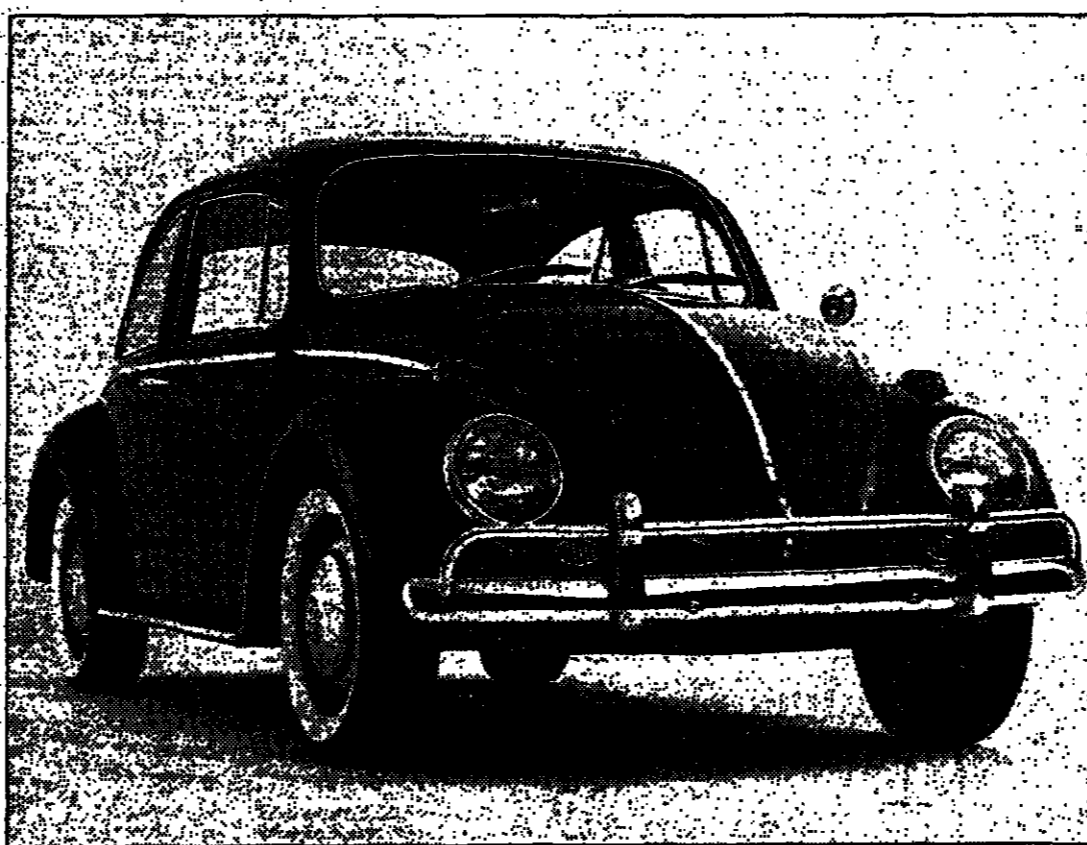
Avouons-le tout net: les copieurs Océ ne sont pas vraiment les plus beaux. Mais ils sont d'une fiabilité exemplaire. Imaginez de tirer 9.000.000 de copies (ce qui peut vous prendre sept ou huit ans) sans avoir à décoller le papier dans la machine. Sans rajouter de toner ou de révélateur. Sans rien changer ni nettoyer à l'intérieur. Voilà le genre de performance réalisable avec les copieurs Océ à haut et très haut rendement. Des copieurs si fiables que la porte d'accès à leur mécanisme reste verrouillée en permanence.

#### UNE AUTRE CONCEPTION DE LA PHOTOCOPIE

Comme vous pouvez le supposer, les copieurs Océ fonctionnent différemment des machines auxquelles vous êtes habitués — et dont vous êtes peut-être un peu fatigués. Dans la plupart des copieurs, le papier est extrait du magasin et dirigé jusqu'à un tambour, où il va saisir l'image. Dans les copieurs Océ, ce sont des bandes photoconductrices qui amènent l'image au papier. Ainsi, le circuit papier est réduit de moitié et les risques de bourrage sont virtuellement inexistantes.

#### DES PHOTOCOPIES AUSSI PARFAITES QU'UNE IMPRESSION.

Les copieurs Océ vous permettent d'obtenir ce que la plupart des autres copieurs sont incapables de vous garantir: une qualité comparable à l'impression offset. Comment est-ce possible? D'une part, parce que nos bandes photoconductrices, procédé exclusif Océ, restituent beaucoup mieux les finesses de l'original. D'autre part, parce que nous utilisons un système particulier pour le transfert du toner, système qui permet de ne pas maculer les copies et de réaliser dans tous les cas une image parfaite.



De plus, notre dispositif Océ de compensation automatique du fond règle le niveau d'exposition pour chaque original, de façon à ce que vous obteniez des copies d'une netteté absolue, même lorsqu'il s'agit de reproduire des photos ou des originaux teintés. Et cette qualité ne faiblit pas avec le temps. NOUS NOUS CHARGEONS DE TOUT. Les copieurs Océ consomment uniquement du toner.

Mais vous n'avez pas à vous en préoccuper. L'autonomie est de 90.000 copies, et nous la renouvelons à chaque visite de maintenance. En fait, si c'est la rentabilité qui vous préoccupe (préoccupation fort logique), vous serez très agréablement surpris. Les copieurs Océ, quelle que soit la formule choisie, sont plus économiques à l'utilisation que toute autre machine d'une catégorie comparable (dites-nous combien de photocopies vous faites et nous vous dirons ce que vous économiserez). Et ils vous feront même gagner de la place: l'encombrement au sol d'un Océ est inférieur de 30% à celui d'un copieur comparable.

110 ANS, ET UN FAMEUX DYNAMISME. Qui sommes-nous, pour être aussi sûrs de nos copieurs?

Océ est une entreprise hollandaise fondée voici 110 ans et qui fabrique des équipements de reprographie depuis 1920 (certains de ses plus célèbres concurrents sont arrivés bien plus tard !)

Nous sommes le plus important fabricant européen de copieurs, et nous avons acquis une solide réputation dans 90 pays pour nos machines « infatigables ».

Nous sommes à votre disposition pour vous en dire plus sur nous. Par exemple sur notre organisation commerciale et notre service (26 agences en France), sur notre large gamme de copieurs, sur la conception ergonomique de nos machines et sur nos différents types de contrat particulièrement intéressants.

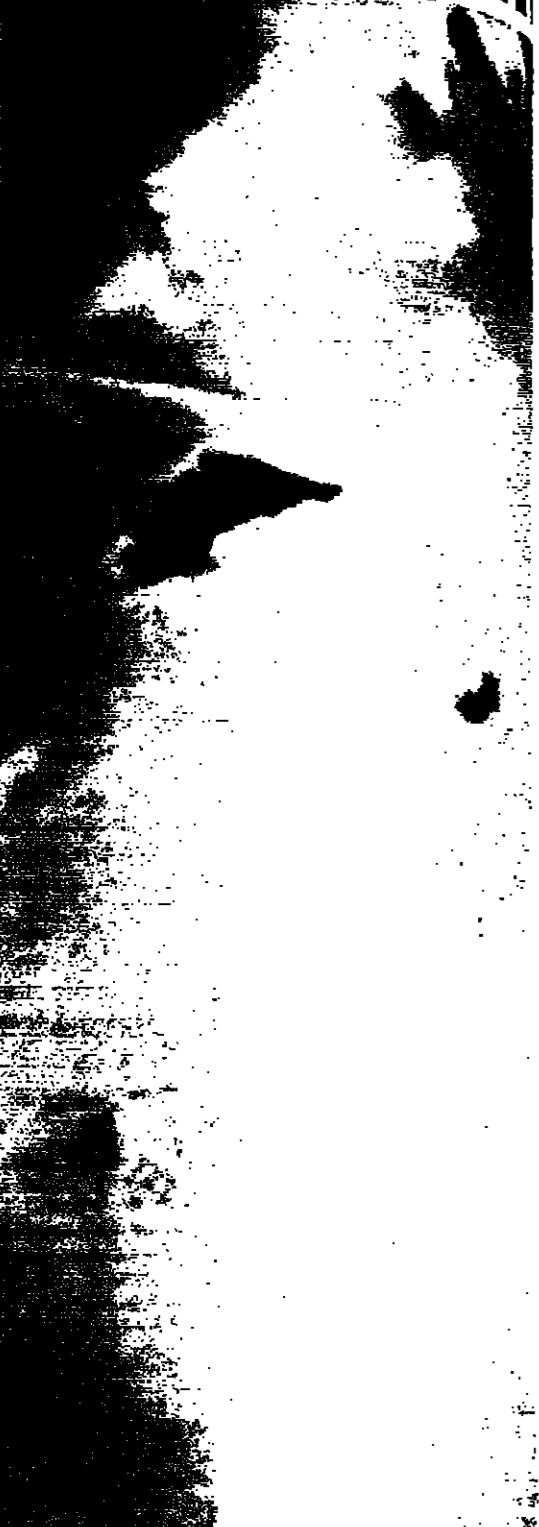
Retournez dès aujourd'hui le coupon ci-dessous ou téléphonez au (1) 46.57.12.24 (Service marketing - demandez Béatrice).



La Performance Constante

A retourner à: Océ France S.A. - Service marketing, Division copieurs, 89-91 avenue Pierre Brossolette - 92220 Montrouge. [ ] J'aimerais savoir ce que peuvent représenter les copieurs Océ. Veuillez m'adresser votre brochure « Océ, c'est l'innovation ». [ ] Je souhaite qu'un Attaché Commercial Océ prenne rapidement contact avec moi. Nom: \_\_\_\_\_ Fonction: \_\_\_\_\_ Société: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

# ISON



CGE  
Copier

# Enquête

## Les élections du 6 mai

### « L'explosion est nous déclare »

## Dans le Nord, avec les fermiers afrikaners

MESSINA (Nord de l'Afrique du Sud) de notre envoyé spécial

En ce début d'automne austral, le Limpopo, fleuve frontière séparant l'Afrique du Sud de ses deux voisins du nord, le Botswana et le Zimbabwe, est à sec. L'été a été rude pour les fermiers afrikaners installés dans la vallée de ce cours d'eau : pratiquement pas une goutte de pluie. Heureusement, le sous-sol regorge d'eau et il suffit de pomper, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent cinquante-cinq jours par an, pour mettre en valeur ces terres dont le gouvernement veut faire une zone-tampon, le premier rempart face aux « terroristes » venus du nord.

Entre Ponderit et Messina, quarante-cinq familles, réparties sur une centaine de kilomètres, défrichent le « bush », plantent (principalement du coton) et traquent le gibier pour en faire du « biltong » (viande séchée). Les débuts ont été durs pour cette avant-garde de la nation boer. Ces amoureux de la brousse ne regrettent pas cependant d'être devenus les artisans d'un développement rural qui a pour eux valeur de symbole, ainsi que les protecteurs de la frontière. Un rôle qui ne les inquiète pas outre mesure, malgré les menaces d'infiltration et la perspective, un jour, peut-être, de sauter sur une mine.

En un an, dix engins enterrés dans les chemins sablonneux ont explosé, causant la mort de sept personnes (six Blancs et un Noir) ; les fermiers n'ont pas oublié mais ne s'alarment pas. Ils vivent et se déplacent dans leurs champs comme si de rien n'était. Ils estiment que les risques ne sont pas plus importants qu'à Johannesburg, ou en Europe, avec les attentats ou « cas missiles soviétiques pointés en direction des capitales ».

L'annonce par le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, au début du mois, d'une campagne du Congrès national africain (ANC) en vue de perturber les élections blanches ne les a pas mis davantage sur leurs gardes.

#### « Inutile de paniquer »

Selon le chef de la diplomatie de Pretoria, des terroristes armés devraient franchir les frontières pour semer la terreur dans le pays. Ils en ont entendu parler bien avant que M. « Pik » Botha en fasse état, mais cela ne les empêche pas le moins du monde de dormir. Sont-ils un peu plus vigilants ? Même pas.

La ferme de M. Piet Maré est à deux pas du Limpopo, juste à côté du poste frontière de Ponderit. Et pourtant, chez lui, aucune clôture de protection, ni même de grillage aux fenêtres. Le 14 novembre 1986, une mine a sauté à 500 mètres de la maison, pulvérisant la voiture du voisin et blessant son fils. Lorsqu'il songe à Andriëns, avec son enfant de neuf ans enserrant dans ses bras, il ne peut rester insensible. « On prend le menace au sérieux, dit-il, mais on vit avec. Inutile de paniquer. Le gouvernement nous a offert de financer des véhicules antitank. Mais nous avons estimé que ce n'était pas nécessaire. C'est beaucoup plus dangereux d'aller jusqu'à Pietersburg car vous pouvez percuter contre un kudu (carvidé sauvage) sur la route... » Il sait de quoi il parle : la

photo qu'il tend atteste des dégâts causés à sa Mercedes. En souvenir, il a gardé les superbes bois torsadés de l'animal dans un coin de son garage.

Tous ces fermiers communiquent entre eux au moyen d'une radio reliée directement au quartier général de l'armée, à Messina. Au cas où... « C'est pratique, reconnaît Jurie Neethling, et ça permet de faire des économies de téléphone. » Cette zone étant considérée comme à haut risque, tous, y compris les femmes, doivent obligatoirement faire partie des commandos de défense civile qui couvrent la totalité du territoire, et permettant de mobiliser rapidement soixante mille hommes. En quoi consiste la par-

montant jusqu'aux genoux, ce descendant de huguenots français ne s'inquiète pas pour l'avenir. S'il faut partir pour assurer sa vie, il partira, retournera en Europe d'où ses ancêtres sont venus. Il choisira plutôt la Grande-Bretagne que la France, anglais oblige. La question ne se pose pas encore. Intransigeant, il développe longuement ses théories sur la survie, celle des Blancs, celle des Noirs, « dont les valeurs sont tellement différentes ».

Nationaliste modéré, il pense que M. Pieter Botha, le président sud-africain, est loin d'avoir tout compris, mais qu'il a « un peu plus compris que les autres ». Il poursuit sa réflexion : « On a dit aux Noirs : on vous donnera la

terre après un passage au NP, ne partage pas le même sentiment. Ce qu'il aime dans cette formation, c'est que ses dirigeants savent ce qu'ils veulent. « Avec P.W. Botha, on ne sait pas où on va. S'il veut faire des réformes, qu'il les fasse, plutôt que d'en parler sans cesse. Parler ne sert à rien, ce qu'il faut, c'est beaucoup plus de discipline. »

Dans la magnifique ferme de ses parents, à Viver, Japie, lui non plus, n'est pas trop inquiet pour l'avenir. En décembre, il va se marier et n'a pas de doute sur les chances de ses futurs enfants, tout en estimant qu'un jour « l'Antéchrist gouvernera le



Famille de fermiers sud-africains à Messina.

participation forcée à ces commandos ? M. Rob Emmerich, le responsable de la région, explique qu'ils sont avant tout axés sur l'autodéfense et que l'entraînement consiste en des séances, une fois par mois, d'exercices de tir. « On apprend également aux enfants à nous aider, ajoute-t-il. Ils savent où se trouvent les armes et les munitions. »

Pour Jurie Neethling, c'est surtout l'occasion de retrouver les copains sur le terrain de tir et de boire des bières. « Vous savez, dit-il, depuis notre enfance, on sait se servir d'une arme et ici tous les fermiers en ont toujours eu. » En clair, la routine. Pourtant, les militaires sont là, discrets. Un camp d'une quinzaine d'hommes est installé non loin de la ferme de M. Jurie Neethling, et sa présence rassure.

#### Chacun ses valeurs...

En bordure du Zimbabwe, une double clôture grillagée a été érigée il y a quelques années. Certaines fermes sont également ceintes d'une barrière de 3 mètres de haut, mais rien qui ressemble à une zone assiégée, avec ses habitants le doigt sur la détente de leurs armes. « Les protections en grillage ont surtout valeur psychologique », admet M. Johann de Villiers, en jetant un coup d'œil de temps à autre, de son petit bureau, sur la quarantaine d'employés noirs qui conditionnent des épis de maïs destinés à l'exportation. « Je planifie, ils exécutent, et ça marche. »

Imposant, bien campé sur de robustes jambes, des chaussettes

même éducation, on vous bâtera des maisons et vous serez « blancs » comme nous. Mais ce ne marche pas. On dit qu'ils ne sont pas chrétiens. Qui est-ce qui veut dire, civilisés ? Qui sommes-nous, pour leur dire qu'ils ont tort et que nous, nous avons raison ? On n'est pas faits pour survivre en Afrique. Combien reste-t-il de Blancs en Afrique ? Dans cinquante ans, il sera impossible de maintenir les valeurs occidentales. Bref, « l'Afrique redeviendra noire », comme le dit un autre fermier.

Dans le jardin de la maison de M. Piet Maré, à Weipe, une dizaine de fermiers se sont réunis pour tester un nouveau système radio. La discussion a lieu dehors, à l'ombre d'un arbre superbe. Comme toujours l'accueil est chaleureux. Lui aussi est un ardent nationaliste. Il est convaincu que seul le Parti nationaliste peut garantir la sécurité du pays. Appartenant à l'aile gauche du parti, il a confiance en la volonté de réforme du National Party (NP). Et si jamais le changement espéré n'est pas au rendez-vous après le 6 mai, il le fera savoir. « Je suis sud-africain avant d'être un afrikaner, dit-il. Je crois que le NP fera ce qu'il faut faire dans les cinq ans, surtout depuis qu'il est aiguillonné par les risques de dissidence sur sa gauche. »

Comme tous les autres, il est persuadé que le mouvement politique qui dirige depuis trente-neuf ans la nation va au-devant d'une large victoire et que le candidat local mettra en échec l'actuel député conservateur. M. Japie Hoogenboezem, vingt-quatre ans, qui a rejoint les rangs conserva-

monde avant que ne vienne la fin ». Sa grande crainte.

Tous répètent que ce qu'ils possèdent, ils l'ont acquis durement, ils se battraient jusqu'au bout pour le défendre. « Ce qui est à moi est à moi », clame M. Rasse Erasmus. Nostalgique de Hendrik Verwoerd, ancien premier ministre et architecte de l'apartheid, celui qui se définit comme un « rebelle né » est membre de l'extrême droite. « S'il y avait un parti encore plus à droite, dit-il, j'y adhèrerais. » Il revendique sa passion des armes et froidement annonce sa solution : « J'en tue deux cents et, si ce n'est pas assez, des milliers. Ça finira bien par les arrêter. »

#### « Qu'est-ce qui nous restera ? »

Chez M. Rasse Erasmus tout est clair, tout est simple. « Je ne veux pas être gouverné par des Noirs dans mon propre pays. Si par malheur cela devait arriver, je tuerais ma femme, mes trois enfants et moi-même. Les Noirs, ils demandent de plus en plus et le gouvernement donne, donne, donne. Qu'est-ce qui nous restera à nous, les Blancs ? »

Aucun doute, pour M. Rasse Erasmus, le pouvoir brade le pays. Il dénonce sa faiblesse et prédit une explosion des Blancs ou une révolution par l'armée, il ne sait pas très bien. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne veut pas faire partie d'une nation de bâtards. Les fondements de ses certitudes, il les puise dans la Bible, le refuge suprême des afrikaners pour justifier la politique ségrégationniste.

M. B.-R.

De l'université de Rhodes où il enseigne la littérature afrikaners, le romancier André Brink suit avec attention l'évolution de son pays. Ecrivain engagé, témoin pessimiste, observateur déchiré, l'auteur sud-africain le plus célèbre déclare « être fasciné par l'histoire en train de se faire ». Il cherche « une fleur d'espoir », bien qu'une « totale et violente explosion » lui semble inévitable.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, André Brink nous donne son sentiment sur les forces politiques, l'état d'urgence, le « glissement vers le totalitarisme » du régime sud-africain.

GRAHAMSTOWN de notre envoyé spécial

Le scrutin du 6 mai prochain, pour ce contestataire, est « complètement sans objet, parce qu'il confirme seulement une petite minorité de la population et confirme ce qui ne va pas dans le pays, à savoir que la minorité blanche veut décider pour tout le monde. Mais pour la première fois, ajoute-t-il, depuis de nombreuses années, le gouvernement nationaliste est contesté au sein même de ses rangs. Un défi significatif dans la mesure où, si le changement doit s'accomplir pacifiquement, il doit venir du groupe au pouvoir. J'ai l'impression, constate-t-il, que la fracture au sein des afrikaners va s'élargir rapidement. Et cela peut accroître la pression en faveur d'une transition pacifique vers un pouvoir majoritaire (c'est-à-dire des Noirs), qui est inévitable. » André Brink fait ainsi référence aux défections, au sein du Parti national, de l'élite afrikaner de l'université de Stellenbosch, ce berceau de la pensée gouvernementale, qui est devenu une pépinière de nationalistes. « C'est peut-être, souligne-t-il, le début d'un mouvement en faveur d'un changement véritable », tout en estimant qu'il est déjà trop tard pour « une transition graduelle ».

Calmement, en pesant ses mots, André Brink considère que les réformes entreprises sont purement « cosmétiques », sans effet profond et que les élections auront peut-être pour but « d'ouvrir une porte au sein du pouvoir sur le besoin d'un changement radical. Mais la question reste entière », confie-t-il. Convaincu que le Parti national remportera la majorité des suffrages, il estime qu'« aussi

longtemps que le Parti national et Pieter Botha (président de la République) seront au pouvoir, on ne peut espérer de changement significatif ». P.W. Botha, dit-il, n'est pas suffisamment intelligent pour se rendre compte de la gravité de la situation. Il n'a pas les capacités intellectuelles pour réaliser ce que de véritables réformes signifient.

« Pas totalement pessimiste », mais n'ayant « jamais été aussi proche » de ce sentiment « qu'on puisse l'être », André Brink sait parfaitement que au moment de voter, les afrikaners n'obéissent pas à « un processus logique rationnel. Ils votent en fonction d'une tradition de soutien à l'establishment afrikaner ».

#### « Négocier pour survivre »

Dans ces conditions, l'espoir d'éviter de sombrer un peu plus dans ce que l'écrivain qualifie de « dictature de fait » est mince. Pour que la lumière réapparaisse, il faudrait qu'au moins les dirigeants donnent à la communauté blanche l'occasion d'un « changement de direction ». Il reste persuadé que le gouvernement n'a pas compris qu'une majorité est en faveur de « réformes prudentes » et qu'il « encourage la droite dans son attitude en maintenant l'assurance de l'apartheid ».

Les Blancs sont-ils prêts à s'engager sur la voie d'une modification véritable du système actuel ? L'ennui est que la majorité d'aujourd'hui, qui sera donc reconduite le 6 mai, ne propose aucune porte de sortie. Le blocage a donc toutes les chances de persister, d'autant que l'état d'urgence permet de réduire les tensions de façon artificielle. « La colère et le ressentiment des Noirs croissent si rapidement, surtout parmi les jeunes générations, que l'explosion est de plus en plus proche, estime-t-il, l'attitude du gouvernement, son recours à des méthodes violentes, sa stupidité, son obstination, sa bêtise rendent imminente une explosion violente. »

Conscient que, jusqu'à présent, le régime n'a fait que « contracter ses muscles pour montrer aux Noirs la puissance dont il dispose », il prédit que l'embrassement est inévitable. Quelle forme cela prendra-t-il, s'interroge cet homme de cinquante-deux ans pour qui la littérature est une arme contre l'injustice ?

Publicité pour les lunettes Colson Auror. Texte : « PRX DU DESIGN 1986 », « Colson Auror », « Les lunettes Colson Auror ». Image d'une paire de lunettes.

Publicité pour CHINOIS EN CHINE. Texte : « Profitez de cette chance exceptionnelle, apprenez le CHINOIS EN CHINE », « CEPES », « 26.000 F. », « 57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly ».

Publicité pour BOUBAKEUR. Texte : « Cheikh Si Hamza Boubakeur, Recteur honoraire de la Mosquée de Paris », « Traité moderne de théologie islamique », « Contenu doctrinal, ramifications, Ecoles orthodoxes et hétérodoxes, soufisme, théologie comparée, concordances et divergences des Ecritures révélées (Thora, Evangile, Coran), Avenir de l'Islam dans le monde. 488 pages - 230 F ».

Publicité pour LE BAYERN, LA CHAMPAGNE, CHEZ HANSI. Texte : « Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin. », « Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes. », « LE BAYERN », « LA CHAMPAGNE », « CHEZ HANSI ».

Publicité pour GARNIER DELAMARE. Texte : « Dictionnaire des Termes Techniques de Médecine », « GARNIER DELAMARE », « 21<sup>e</sup> édition le dictionnaire du langage médical », « 880 pages Format 15 x 22 », « au prix de 160 F (+ 20 F) ».

Handwritten text in Arabic script: « هذا هو الأصل ».

Journal de 1980

# Les élections du 6 mai

## « L'explosion nous déte »

Le Président de la République, M. Pieter Botha, a déclaré que les élections du 6 mai seraient une « explosion » pour le pays. Il a souligné que le processus démocratique était en cours et que les citoyens devaient participer activement. Il a également mentionné que le pays était en train de passer d'un régime d'apartheid à un régime démocratique.

Le Président de la République, M. Pieter Botha, a déclaré que les élections du 6 mai seraient une « explosion » pour le pays. Il a souligné que le processus démocratique était en cours et que les citoyens devaient participer activement. Il a également mentionné que le pays était en train de passer d'un régime d'apartheid à un régime démocratique.

Le Président de la République, M. Pieter Botha, a déclaré que les élections du 6 mai seraient une « explosion » pour le pays. Il a souligné que le processus démocratique était en cours et que les citoyens devaient participer activement. Il a également mentionné que le pays était en train de passer d'un régime d'apartheid à un régime démocratique.

Le Président de la République, M. Pieter Botha, a déclaré que les élections du 6 mai seraient une « explosion » pour le pays. Il a souligné que le processus démocratique était en cours et que les citoyens devaient participer activement. Il a également mentionné que le pays était en train de passer d'un régime d'apartheid à un régime démocratique.

Le Président de la République, M. Pieter Botha, a déclaré que les élections du 6 mai seraient une « explosion » pour le pays. Il a souligné que le processus démocratique était en cours et que les citoyens devaient participer activement. Il a également mentionné que le pays était en train de passer d'un régime d'apartheid à un régime démocratique.

Le Président de la République, M. Pieter Botha, a déclaré que les élections du 6 mai seraient une « explosion » pour le pays. Il a souligné que le processus démocratique était en cours et que les citoyens devaient participer activement. Il a également mentionné que le pays était en train de passer d'un régime d'apartheid à un régime démocratique.

Le Président de la République, M. Pieter Botha, a déclaré que les élections du 6 mai seraient une « explosion » pour le pays. Il a souligné que le processus démocratique était en cours et que les citoyens devaient participer activement. Il a également mentionné que le pays était en train de passer d'un régime d'apartheid à un régime démocratique.

Le Président de la République, M. Pieter Botha, a déclaré que les élections du 6 mai seraient une « explosion » pour le pays. Il a souligné que le processus démocratique était en cours et que les citoyens devaient participer activement. Il a également mentionné que le pays était en train de passer d'un régime d'apartheid à un régime démocratique.

### en République sud-africaine

## de plus en plus proche... »

l'écrivain André Brink

« Pas une collision frontale, mais des grèves, des actes de sabotage bien ciblés qui peuvent paralyser les townships, rendre le pays ingouvernable, et qui forcent ainsi le gouvernement à négocier, négocier pour survivre. Je pense, ajoute-t-il, que c'est le scénario le plus probable. Cela peut se produire très rapidement si c'est bien organisé, et ça l'est de plus en plus. »

Ce qui s'est instauré est « une trêve précaire », un calme relatif et illusoire qui n'est même pas mis à profit pour la recherche d'une solution. Pourtant, reconnaît André Brink, « en dépit de tout ce

parfaitement convenu. Maintenant qu'un futur différent se profile, ils essayent de s'aligner sur les autres forces. »

Cet auteur clairvoyant, amoureux d'un pays qu'il avait songé quitter en 1963 pour s'installer en France, avait découvert à Paris lors de son premier séjour de 1959 à 1961, « qu'il était possible d'entretenir des relations avec les Noirs ». Une prise de conscience qui a fait de cet écrivain tourmenté un croisé contre l'apartheid, et de son talent « une vocation impitoyable contre l'hypocrisie ».

Impliqué dans ce qui se passe à l'échelon de la communauté noire de sa ville, il essaie de trouver le temps d'écrire, ce qui n'est pas facile « quand des gens sont tués sur la colline juste en face, dans le township ». Partagé entre sa lutte contre « un régime qui déteste à des gens leur humanité la plus élémentaire simplement parce qu'ils sont noirs », et son besoin viscéral d'écrire, même si l'écriture « est un instrument de libération », André Brink éprouve « un sentiment de trahison » s'il n'est pas partie prenante à ce qui se passe sous ses yeux. « Une écrivain et permanente bataille intérieure », dit-il.

André Brink met actuellement la dernière main à son ouvrage intitulé précisément *Etats d'urgence*. Son thème : « Un homme qui est en train d'essayer d'écrire un livre alors que le pays s'enflamme ». Ce qui démontre à quel point la situation de son pays affecte au plus profond de lui-même. Un roman d'actualité pour se prouver que, quand il est encore possible d'écrire, il y a malgré tout une étincelle d'espérance.

M. B.-R.



qui est déjà arrivé, il existe toujours un remarquable réservoir de bonne volonté chez les Noirs. La majorité d'entre eux sont toujours prêts à s'asseoir et à travailler à un avenir commun avec les Blancs, si seulement les Blancs voulaient leur donner l'assurance qu'ils ont la volonté de négocier. Reste ceux qui l'on baptisés « les Kinnars rouges », les radicaux des townships. Ils ont perdu patience. S'ils persistent à penser que rien de bon ne pourra sortir de quelque négociation que ce soit, alors...

### Un instrument de libération

« Si triste que cela soit, écrit-il ce rétractaire à l'« armée de l'apartheid », il apparaît que certaines avancées ne peuvent être obtenues que par la violence. »

Il est également convaincu que l'ANC (Congrès national africain) est « forcé de plus en plus à une attitude de résistance violente ». La présence communiste au sein de cette organisation est, selon lui, « exagérée » et ne finit pas par autre mesure.

Passant en revue les courants et les forces en présence, cet écrivain hors des partis, qui a pour seule ambition d'apporter sa pierre au combat par ses écrits contre ce qui est « injuste, inhumain, mensonger et aliénant », se déclare « déçu » par le chef des Zoulous, Mangosuthu Buthelezi, et sans illusion sur le pouvoir économique. Il estime que le premier ministre du Homeland du Kwa-Zulu « a perdu tout crédit » parce que « réduit, à travers l'Inkatha, à des méthodes violentes, suivant en cela l'exemple du régime Botha ».

Quant au monde des affaires, André Brink constate que, pour les Noirs, « l'apartheid est considéré, à tort ou à raison, comme un allié du capitalisme. Ils voient, dit-il, ces capitalistes comme des gens en train de se préparer eux-mêmes à prendre le pouvoir pour établir une nouvelle forme de colonialisme. Jusqu'à très récemment, fait remarquer André Brink, l'apartheid leur a

## Un scrutin pour les Blancs

(Suite de la première page.)

En réalité, fait remarquer l'auteur, le scrutin, même s'il n'est réservé qu'aux Blancs, concerne directement et au premier plan les Noirs. L'avenir politique de la majorité est inscrit en filigrane dans tous les thèmes de la campagne. « Il est erroné, écrit Alister Sparks, de différencier politique blanche et politique noire. Le blâme sud-africain n'est que le défi du nationalisme noir envers le nationalisme afrikaner, qui a le monopole du pouvoir. Ce qui signifie que l'interaction des deux est ce qui va, en fin de compte, déterminer notre avenir à tous. »

Un enjeu que toutes les organisations anti-apartheid ont bien soupesé, puisque aucune d'entre elles n'a appelé officiellement les Blancs à boycotter ces élections anticipées, bien que les qualifiant souvent de « non-événement », de « comédie bouffonne » ou de « tactique de diversion ». « Penser que le problème du partage du pouvoir avec les Noirs peut être résolu en l'absence de ceux-ci est ridicule », souligne le docteur Nutho Motlana, président de l'Association civique de Soweto. Même si la question centrale qui domine l'actualité est souvent escamotée, elle est au cœur du scrutin. Murphy Morobe, porte-parole de l'UDF (Front démocratique uni), a poussé le raisonnement un peu plus loin. « La conduite des Blancs devant les urnes va déterminer la période qui nous sépare de la guerre ou de la paix. »

« Cependant, personne ne se fait d'illusions. Les nationalistes, au pouvoir sans interruption depuis trente-neuf ans, sont donnés gagnants pour ces nouvelles élections législatives depuis leur victoire de 1948. La seule interrogation est de savoir de combien leur majorité sera rognée à droite comme à gauche de l'échiquier politique, et quelle utilisation ils feront de leur succès. »

Il est indéniable que le soutien à cette formation encore considérée par les afrikaners comme indisso-

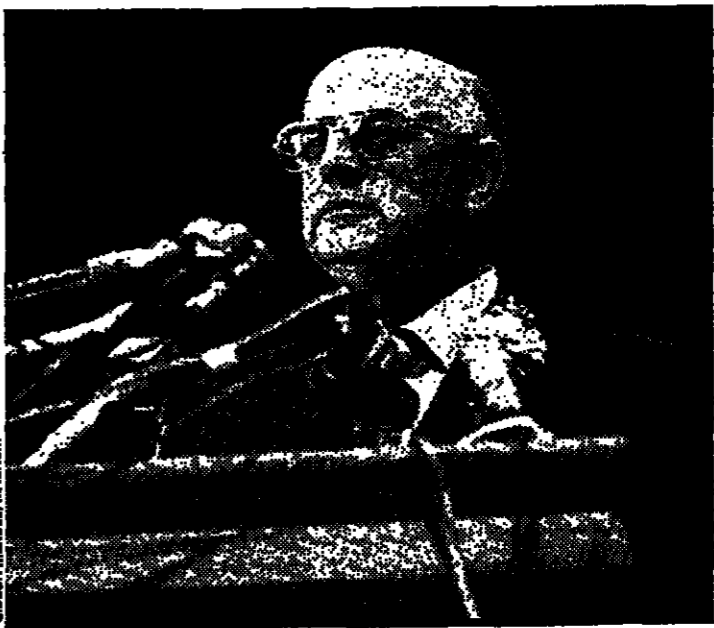
ciable de leur identité s'est érodé au cours des consultations successives, ainsi qu'en témoignent les chiffres. Cette fois plus que jamais, sa popularité se mesurera à l'aune de l'absentéisme. Les politologues prédisent un taux nettement supérieur à celui de 1981 (31 %). Ce qui est possible, à en juger par le manque d'intérêt que manifeste la population pour cette échéance.

### Une campagne morose

Certes, le développement de la télévision, qui n'avait que cinq années d'existence en 1981, joue un rôle non négligeable dans la démobilisation attestée par une assistance réduite aux meetings électoraux... Mais cela n'explique pas tout. On aurait pu s'attendre à une fiévreuse empoignade sur les questions vitales pour l'avenir du pays. En fait, la campagne est plutôt morose et passante peu l'opinion publique. « Personne n'avance vraiment quelque chose de nouveau », constate le quotidien pro-gouvernemental *The Citizen*, qui qualifie les débats de « monotones ».

L'Afrique du Sud paraît un peu désabusée, tant l'issue est certaine. De plus, le mode d'élection à l'américaine, voire à l'européenne, n'a pas encore franchi les frontières du pays. Pas d'affiches quatre sur cinq en couleurs, ni de spots publicitaires, ni de confrontations entre candidats rivaux à la télévision d'Etat, laquelle favorise outrageusement le parti au gouvernement.

Quand on sait que la très grande majorité ne sont informés que par ce média, on mesure les répercussions que peut avoir le traitement privilégié accordé au parti dominant et comprendre l'apathie des électeurs quotidiennement abreuvés par un sempiternel discours sécuritaire face à la menace noire (*swars gewarr*) et à l'hydre du communisme représenté par l'ANC. L'état d'urgence a, d'autre



Le président, M. Pieter Botha.

part, considérablement accentué la compure avec les réalités en privant les citoyens d'informations sur les aspects concrets d'une crise profonde.

Cette constatation ne doit pas faire oublier que les afrikaners veulent un attachement viscéral à leur parti, symbole d'une longue lutte pour l'accession au pouvoir. Ils ne se privent pourtant pas de le critiquer, mais, par un réflexe de survie, une majorité d'entre eux continuent de lui accorder leur confiance, car rien ni personne ne peut actuellement mettre en échec sa suprématie. Ni la droite ni les libéraux.

Une droite qui, pour le chef de l'Etat, représentait une menace croissante pour son électorat. En appelant à des élections anticipées, il a voulu notamment la contenir et la réduire à sa juste place. Son importance est néanmoins réelle, mais l'impact en sera réduit pour cause de division. En effet, malgré des tentatives de mouvement d'extrême droite l'AWB (Afrikaner Weerstandsbeweging, Mouvement de résistance afrikaner), mouvement d'extrême droite aux relents de fascisme — qui ne présente pas de candidat — en vue d'unifier les forces du HNP (Hersigste Nasionale Party, extrême droite) et du CP (Parti conservateur), aucun pacte électoral n'a pu être signé. Le HNP accusait le CP de vouloir le phagocytier et le CP jugeait les appétits de son rival un peu trop grands. « L'un voulait le mariage, alors que l'autre ne désirait que le concubinage », pour reprendre la formule d'un nationaliste.

Les lézards dans la citadelle afrikaner n'en sont pas moins fondés. Elles contribuent à paralyser un peu plus la machine nationaliste, qui, de crainte de provoquer une scission sur ses flancs gauche ou droit, n'en finit pas de tergiverser, mécontentant les deux camps. Les discours contradictoires des ministres à propos, par exemple, des modifications à apporter à la loi sur l'habitat séparé Group Areas Act — qu'il n'est pas question d'abolir — ont clairement démontré l'imprécision des intentions du pouvoir en matière de réformes, promises mais jamais formulées concrètement.

On continue de parler d'« élargissement de la démocratie ». Pour l'Azapo (Azanian People's Organisation), il est donc facile de conclure que, « si les Blancs diffèrent sur la stratégie et les techniques, ils sont unanimes lorsqu'il s'agit d'empêcher les Noirs d'accéder aux allées du pouvoir pour décider de la destinée du pays ». En dépit de cette affirmation cynique, il est évident que des mutations sont en train de s'opérer dans les milieux politiques blancs. Face au double assaut de ses intellectuels et de sa droite, le Parti national risque pour la première fois de son histoire de ne pas atteindre la majorité absolue des suffrages exprimés, d'autant que la désaffection de la jeunesse constitue un autre handicap sérieux.

Après le 6 mai, M. Pieter Botha parviendra-t-il à éviter l'accentuation des déchirements de la nation afrikaner, son obsession ? Il y veillera farouchement jusqu'à la fin de son mandat, en 1989, car son intention est bien de le terminer. « Et si, après cinq ans de présidence, je me sens aussi bien que ce soir, a-t-il annoncé lors d'un meeting électoral, nous aurons encore beaucoup de choses à faire ensemble. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Des ultras aux « rénovateurs »

JOHANNESBURG de notre correspondant

Si les chances des partisans d'un apartheid pur et dur de grignoter des sièges à la majorité sont faibles, le scrutin du 6 mai permettra en tout cas de juger l'importance du courant de l'« enflamme ». Ce qui représentait 14,6 % des suffrages exprimés en 1981, mais il n'est pas évident que ces ultras aient autant gagné de terrain que leurs dirigeants le prétendent.

Le président de la République, en convoquant ces élections, n'avait pas prévu une autre fissure au sein de ses troupes, cette fois sur sa gauche. Le jour même de l'annonce de la date de la consultation, M. Denis Worrall, ambassadeur à Londres, démissionnait avec fracas et se présentait, sous l'étiquette « indépendant », contre M. Chris Heunis, successeur potentiel de M. Pieter Botha. L'ancien diplomate est devenu aujourd'hui le porte-drapeau d'une fronde au sein du Parti nationaliste, qui s'est développée au cœur même du barreau afrikaner : l'université de Stellenbosch, pépinière de la classe dirigeante. Cette contestation est illustrée par la défection de trois cents professeurs, véritable hémorragie de l'intelligence, qui soutient le banquet intellectuel et idéologique du Parti national.

Avec trois candidats, ce courant rebelle ne menace pas la direction du parti, mais il amorce une « alliance modérée », ainsi qu'elle se nomme, regroupant la tendance libérale : les indépendants, le Parti fédéral progressiste (FPF), qui devrait gagner du terrain, et ce qui resta du NRP (New Republic Party), avec lequel le PFP a conclu des alliances locales. Le projet proposé par ces rénovateurs, considéré comme une leur d'« espoir dans l'univers stérile des nationalistes, n'a pourtant rien de révolutionnaire. Les conceptions de M. Denis Worrall sur l'état d'urgence, la libération de Nelson Mandela, le suffrage universel pour les Noirs ou les pourparlers avec l'ANC ne diffèrent guère de celles des dirigeants, à ceci près qu'il semble plus sincère dans sa volonté de négocier et de démanteler l'apartheid. Certains vont jusqu'à soupçonner une ruse machiavélique de la majorité, une opération de diversion...

Un peu plus de trois millions d'électeurs blancs auront à départager 480 candidats à 186 sièges de députés à la Chambre blanche du Parlement tricaméral (House of Assembly). Celle-ci est composée de 178 membres : parmi les douze restants, quatre sont nommés par le chef de l'Etat et huit autres élus par l'Assemblée selon un système de représentation proportionnelle.

Actuellement, le Parti national détient la majorité absolue avec 120 sièges. Les 58 autres sont répartis ainsi : 26 pour le PFP

(Parti fédéral progressiste), 17 pour le PC (Conservative Party), 5 pour le NRP (New Republic Party), 1 pour le HNP (Hersigste Nasionale Party), auxquels il faut ajouter 2 indépendants et 7 sièges vacants.

Lors des précédentes élections législatives, le 29 avril 1981, le Parti national avait remporté 131 sièges. En mars 1982, une scission s'est opérée au sein de cette formation, qui entraîna la défection de 17 parlementaires, lesquels formèrent le Parti conservateur sous la direction de M. Andries Treurnicht.

Sur les 480 candidats en lice, 164 sont présentés par le NP, 128 par le CP, 86 par le HNP, 82 par le PFP, 154 par le NRP et 8 autres ont l'étiquette « indépendants ». Parmi ces derniers, trois sont d'anciens nationalistes.

Les députés sont élus pour cinq ans. Leur mandat, qui venait à échéance en 1986, a été prorogé après l'adoption, par référendum, le 2 novembre 1983, d'une nouvelle Constitution entrée en vigueur en septembre 1984. Cette Constitution a instauré deux Chambres séparées, l'une indienne, l'autre métisse. Le 30 janvier 1987, le président de la République a annoncé des élections anticipées pour la Chambre blanche uniquement. Normalement, les députés des trois Chambres doivent retourner devant les électeurs à l'échéance prévue de 1989.

M. B.-R.

# CHINOIS EN CHINE

**CEPES**

GARNE DELAINE

le dictionnaire du langage médical

**Le Monde**  
sur minitel

## L'ACTUALITÉ EN DIRECT

3615 TAPÉZ LEMONDE

Aubier

### Appel aux anciens jocistes



Dans le but d'écrire une histoire de la JOCI de la Région parisienne entre 1940 et 1947 nous recherchons des témoignages. Vous qui avez été jocistes sous l'occupation allemande. Vous qui avez été mobilisés en 1940 et prisonnier.

Vous qui avez été déportés du travail (STO) Vous qui avez été emprisonnés ou déportés pour faits de résistance. Votre témoignage appartient à l'HISTOIRE.

Écrivez à : Histoire de la JOCI, 49 Faubourg Poissonnière, 75009 PARIS, vous recevrez un questionnaire qui vous aidera à rédiger votre témoignage.

# Afrique

## TUNISIE

### Le secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme a été interpellé

Tunis (AFP). — M. Khemats Chamary, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et membre du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes (MDS, opposition reconnue), a été appréhendé mardi 28 avril dans l'après-midi à son bureau à Tunis, a indiqué son épouse, qui a déclaré ne pas connaître les motifs de cette interpellation.

Secrétaire général de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), M. Chamary avait assisté dans la matinée de mardi au tribunal de Tunis au procès en appel de quatorze militants de l'opposition de gauche, en présence d'un observateur officiellement mandaté par la FIDH. La cour a décidé le report au 5 mai de ce procès.

En revanche, trois fondamentalistes proches du Mouvement de la tendance islamique (opposition intégriste), qui avaient été condamnés par défaut à six mois de prison en 1981, ont vu leur peine confirmée par la cour d'appel de Tunis.

Le verdict a été prononcé en l'absence des trois accusés, M. Sahoun Jouhri, membre de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), et deux autres personnalités islamiques. Leur défenseur, M. Saïda Akremi, a expliqué leur absence par leur crainte d'être interpellés dans le cadre de la vague d'arrestations qui touche les milieux islamistes proches du MTI depuis la fin de février. La semaine dernière, trois autres fondamentalistes, également condamnés par défaut en

## LIBYE

### Les liens entre Tripoli et le terrorisme selon NBC

La chaîne américaine NBC a affirmé, mardi 28 avril, que des grenades abandonnées par des Libyens au Tchad appartenaient au même lot que celles utilisées lors d'attentats terroristes commis ces dernières années, notamment en Europe. Citant des « sources des services de renseignements », NBC indique que les grenades portaient des inscriptions d'usine et des numéros de lots identiques à ceux des grenades utilisées à plusieurs occasions : attentats aux aéroports de Rome et de Vienne en décembre 1985 (dix-huit morts), détournement d'un avion égyptien sur Malte en novembre 1985, attentat dans un café parisien en septembre 1985, attaque contre un club d'officiers en Turquie.

Selon NBC, ces grenades — de type F-1, — trouvées dans des dépôts laissés par l'armée libyenne après sa débâcle au Tchad, ont été fabriquées en URSS en 1980, puis fournies à la Bulgarie, qui les a revendues à la Libye en 1983.

La précision des informations fournies par ces « sources des services de renseignements » est évidemment fort intéressante. Elles semblent établir très clairement une « filière libyenne » dans le territoire, alors que jusqu'à présent les preuves matérielles impliquant Tripoli dans les attentats de ces dernières années étaient restées assez faibles. Encore faut-il approcher ces informations avec une certaine prudence, la presse américaine s'étant elle-même élevée à plusieurs reprises contre les campagnes de « désinformation » menées par certains services américains afin de déstabiliser le régime libyen.

● Reprise du procès de Bokassa. — Le procès de l'empereur Jean-Bedel Bokassa a repris, lundi 27 avril. La sobornante audience s'est déroulée après une semaine de suspension due à l'absence de l'assesseur du président de la cour criminelle de Bangui. — (AFP.)

● NIGER : M. Diouri Hamani remis en liberté. — L'ancien président Diouri Hamani a recouvré la liberté, la mesure d'assignation à résidence dont il faisait l'objet depuis près de deux ans ayant été levée, a-t-on appris, lundi 27 avril, de sources informées à Paris. Agé de soixante-trois ans, M. Diouri Hamani a été durant quatorze ans président de la République du Niger après l'indépendance, en 1960, ayant été réélu en 1965 et en 1970. Renversé par une junta militaire dirigée par l'actuel chef de l'Etat, M. Seyni Kountché, le 15 avril 1974, il a été emprisonné durant six ans au camp militaire de Zinder (à 1 200 kilomètres à l'est de la capitale). Placé ensuite en liberté surveillée (avril 1980) dans une villa à Marney, il fut libéré le 15 avril 1984, avant d'être à nouveau assigné à résidence en juin 1985.

## EGYPTE

### La décision du gouvernement de fermer les bureaux de l'OLP suscite des réserves dans les milieux de l'opposition

Le Caire (AFP). — La décision du gouvernement du Caire de fermer, lundi 27 avril, les bureaux de l'OLP en Egypte suscite des réserves dans les milieux de l'opposition. M. Ibrahim Choukri, le président du Parti de l'action socialiste, allié avec les Frères musulmans et les libéraux (60 sièges sur 458 à l'Assemblée) lors de la campagne pour les élections législatives du 6 avril dernier, a qualifié cette décision de « hâtive ». « Il incombe au gouvernement de soumettre la question à l'Assemblée », a-t-il déclaré, ajoutant : « Yasser Arafat a tenté de trouver une formule équilibrée lui permettant de ramener au sein de l'OLP les éléments dissidents tout en maintenant ses relations avec l'Egypte ». Cependant, M. Wahid Raïant, vice-président du néo-Wafd, soulignant qu'il s'exprimait à titre personnel, qualifié de « réaction naturelle » la décision du gouvernement face à l'« attitude outragée de l'OLP ». En revanche, un autre membre de la direction du néo-Wafd, qui a demandé à garder l'anonymat, a qualifié pour sa part la réaction égyptienne de « trop rapide et trop forte ».

M. Nsyef Hawatneh, chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine, s'est, de son côté, vigoureusement élevé contre une décision qui, selon lui, relève du chantage. M. Farouk Kaddoumi, pour sa part, a affirmé qu'il n'y avait « aucune justification pour une telle mesure de la part de l'Egypte », et que cette décision « n'aura comme effet que de ternir la réputation de l'Egypte dans le monde ».

● MAROC : le sort des enfants du Front démocratique pour la libération de la Palestine. Les avocats des enfants ont demandé la « clemence à leur égard, et c'est ce que le gouvernement français souhaite également ». « En accord avec les avocats et les enfants, a-t-il conclu, je n'en dirai pas plus dans l'intérêt de la famille. »

(Publicité)

## Un malaise médical à l'hôpital

- 70 % des postes de praticiens hospitaliers mis au concours restent vacants.
- Les démissions de praticiens temps plein, attirés par un secteur privé commercial plus lucratif, se multiplient.
- Les départs vers les services les mieux équipés, offrant donc des conditions de travail plus attractives, mettent en difficulté un nombre croissant d'Hôpitaux.
- La réforme de l'internat, en vidant en grande partie les Hôpitaux Généraux de leurs internes de spécialités, a gravement perturbé les structures médicales de ces établissements.

### Il est donc urgent :

- DE RENFORCER LES EQUIPES DE PRATICIENS HOSPITALIERS
- D'AMELIORER LEUR STATUT SOCIAL
- DE METTRE EN PLACE UN POST-INTERNAT

FEDERATION HOSPITALIERE DE FRANCE - 33, AVENUE D'ITALIE - 75013 PARIS

# Asie

## SRI-LANKA : le président désemparé face à la guérilla tamoule

### M. Jayewardene qualifié d'« hitlérienne » la politique de l'Inde à l'égard de Colombo

COLOMBO de notre envoyé spécial

« Hitlérienne ». Le mot est lâché devant nous par un homme politiquement avisé, M. Janius Richard Jayewardene, président désemparé d'un Etat traversé de violences et de terreur. Il dénonce la politique suivie par l'Inde à l'égard de Sri-Lanka. Celle-ci « n'est pas conforme à son héritage. (...) C'est peut-être une politique hitlérienne HITLERIAN » le vieux chef épèle pour les six journalistes interrogés — mais certainement pas gandhienne. »

Amertume, accablement, désespoir. Né en septembre 1906 dans une famille prospère et bouddhiste, M. Jayewardene ne reconnaît plus le monde qui l'entoure. « Que puis-je faire, dites-le moi, vous ? Pour cet ancien avocat, comme le mahatma indien qu'il a connu et admiré, « rien ne peut justifier » la position de New-Delhi à son endroit. Il accuse « les armes des terroristes venant de l'Inde (...) ». Leur chef, Vellupillai Prabhakaran, leader du mouvement des Tigres — « un meurtrier avoué est reçu avec les honneurs par le gouvernement du Tamil Nadu (...) ». L'Inde sait que notre armée peut réduire Jaffna — le bastion tamoul du Nord — si elle empêche les livraisons d'armes. Pourtant, elle ne fait rien. Cela revient à aider les terroristes. »

Personne, en réalité, ne fait rien. « Aucun pays au monde ne nous aide (...) ». Ils parlent tous de démocratie et pas un seul ne soutient la nôtre. « Un demi-siècle de politique pour en arriver là ! »

Le vieil homme sur son fil enflammé ne comprend plus. Lui qui a rapproché la « République socialiste » srilankaise aussi près que possible de l'Occident, lui qui se dit « prêt à signer demain un traité d'amitié et de coopération avec les USA » (1), lui qui a renoncé à ses idéaux non alignés — « les seuls non-alignés de la terre aujourd'hui sont l'URSS et les Etats-Unis », — voilà que ses amis l'abandonnent. Au soir de sa vie, celui qu'on appelait autrefois le « de Gaulle asiatique » découvre qu'il n'avait que des

alliés de circonstance. Et les circonstances présentes ne lui sont pas favorables.

Les rapports de forces non plus. « Vous avez vu la taille de Sri-Lanka ? », nous disait, l'an dernier, M. Rajiv Gandhi, c'est une cacahuète. »

Maintenant, fragile et attendrissant dans sa longue tunique blanche, le vieil aristocrate s'en rend bien compte. Et il est pathétique. « Je lance par votre intermédiaire un appel au secours. Nous avons besoin d'armes et d'argent. Nous avons besoin de vos conseils et de votre sympathie. » Il s'enlise. Il dit qu'il veut la paix à tout prix. Il ne s'est pas rendu compte que la bombe de la semaine dernière à Colombo, en retournant l'opinion internationale en sa faveur, avait marqué un tournant.

Lui qui, tout au long de sa carrière, a su manœuvrer les uns et utiliser à son avantage les rapports de forces, il ne sait plus aujourd'hui s'il doit être ferme ou conciliant, menaçant ou implorant. Alors il alterne, il hésite, il tire sur toutes les ficelles à la fois.

« Nous ne discuterons plus avec les terroristes tant qu'ils n'auront pas rendu leurs armes. Nous en avons aussi (...) ». Le terrorisme doit être complètement éliminé avant une éventuelle ouverture des négociations politiques, claires et nettes. Un langage de chef, et puis une hésitation : « L'Inde peut peut-être encore nous convaincre de reprendre les pourparlers à condition qu'elle nous donne des garanties que la violence cessera (...) ». Je ne ferme aucune porte (...) Nous faisons la différence entre Rajiv Gandhi et ceux qui l'entourent (...). Je ne le blâme pas personnellement, non, pas lui. »

### « Pas de solution militaire permanente »

Ouverture ? Fermeture ? Rupture ? Depuis quatre ans qu'ils font la navette entre New-Delhi, Madras et Colombo, les médiateurs indiens ont beaucoup changé. Certains étaient ouvertement pro-Tamouls, d'autres se sont montrés plus compréhensifs à l'égard des Cinghalais, tous cependant étaient d'accord sur une chose : rien n'est plus volatile que le pouvoir srilankais. « Ils changent d'avis tous les jours, ou ils parlent simultanément plusieurs langues. » Normal, puisque le chef vacille.

Les opérations qui se poursuivent là-haut, dans le Nord, sur les bords rebelles de Jaffna sont-elles ou non le prélude à un assaut final ? « Oui, si vous retirez le mot final (...) ». Il n'y a pas de solution militaire permanente. Aucune région ne peut être totalement vidée du terrorisme (...). La question d'un tapis de bombes sur Jaffna et l'occupation de toute la péninsule est à l'étude (...) Nous faisons notre possible pour éviter les victimes civiles. Mais vous savez, dans des situations pareilles,

il y en a toujours, malheureusement. »

L'élocution est lente et parfois confuse. Les idées ne le sont pas moins.

« Vous savez, nous disait il y a quelques semaines un ministre important de son gouvernement, les négociateurs indiens essaient toujours de rencontrer le « Vieux » en tête à tête. Et le pire est qu'ils parviennent parfois à lui soustraire des engagements totalement contraires à nos intérêts. »

Premier ministre en 1977, président en 1978, président exécutif élu au suffrage universel en 1982, le « Vieux », comme on dit familièrement à Colombo, ne sait plus dire non. Même à ceux de ses ministres qui, en coulisse, l'accusent de sénilité. Qui commande aujourd'hui à Colombo ? M. Premadasa, le chef du gouvernement, qui qualifiait, lundi 27 avril, d'« ennemi numéro un de Sri-Lanka » ceux qui s'aviseraient de lui conseiller l'ouverture de négociations « avant l'élimination totale du terrorisme » ? M. Athulathmudali, le jeune et puissant ministre de la sécurité, qui indiquait le même jour que la médiation indienne restait la bienvenue ? Ou M. Dissanayake, responsable du développement et de la colonisation des terres nouvellement défrichées ? Qui, de ces trois héritiers potentiels, a l'oreille du patriarche ? « C'est moi le patron ! » tranche le président. « Je suis le premier chef exécutif élu par l'essentiel du pays (...) ». Je contrôle une majorité écrasante au Parlement. Je peux faire voter toutes les lois nécessaires et prendre toutes les mesures utiles. »

Le regard voilé par les ans s'est soudain rallumé, le ton est plus ferme, un sourire complice se dessine aux coins du lourd visage. Quand il est question de pouvoir, le « vieux renard » — c'est ainsi qu'on le surnomme à New-Delhi — retrouve toute sa vigueur. « Un doudou ? Non, je n'en ai pas pour l'instant (...) ». De toute façon, si le conflit n'est pas réglé, il sera difficile d'organiser des élections générales (...) Il n'est pas du tout exclu qu'un nouveau référendum ait lieu pour étendre mon mandat et peut-être aussi celui de l'Assemblée. On verra tout cela à la fin de l'année prochaine » (2).

Le bateau ivre srilankais a peut-être perdu sa boussole. Il n'est pas prêt, semble-t-il, de changer de capitaine. Pour le meilleur ou... pour le pire.

PATRICE CLAUDE.

(1) « Sur le modèle de celui signé en 1971 entre l'Inde et l'Union soviétique », précise-t-il ironique.

(2) L'Assemblée nationale actuelle, dans laquelle le parti du président (UNP) détient une majorité des deux tiers, a été élue en 1977. En décembre 1982, peu avant la date prévue des élections générales, M. Jayewardene, devenu président, organisa un référendum au terme duquel sa majorité parlementaire restait en place jusqu'en juillet 1989.

## CHINE

### Où l'« amitié » prend son sens...

Il fut un temps, à Paris, où un colloque sur la Chine organisé par les Amitiés franco-chinoises (1) relevait de la célébration collective d'un rite à la gloire de la « pensée de Mao Zedong » et de ses applications — toujours réussies — dans le pays le plus peuplé du monde. De très sérieux universitaires parisiens se joignaient à la communion administrée aux fidèles par quelque officiant militant en vue, entouré d'enfants de chœur et sous l'œil bienveillant de membres de l'ambassade de Chine.

Rien de tel à présent. La journée d'information sur le thème « Où va la Chine ? », organisée par l'association sous l'impulsion de Pierre Gentelle, directeur de recherche au CNRS, le mardi 28 avril, a permis d'évoquer sans faux-semblants les problèmes qui se posent au régime chinois, les interrogations légitimes que suscite la crise politique anticipant l'après-Deng Xiaoping, et même un sujet autrefois sacrilège : jusqu'à quel point le gouvernement de Pékin est-il en phase avec la société réelle, apparemment très peu concernée par les derniers détours de l'idéologie et le bras de fer qui se

déroule en coulisses entre tenants de l'orthodoxie et partisans de la réforme ?

Plus de questions que de réponses — hélas ! — et plus de doute que de certitude dans les propos des universitaires et journalistes intervenant, comme au sein du public. Une intéressante incursion aussi dans la politique étrangère, à propos de laquelle François Joyaux se demandait si Pékin en avait encore une.

La question ne serait-elle pas de savoir si l'on ne lui en a pas prêté jadis une, surdimensionnée par rapport à la faiblesse de ce pays, qui savait si bien masquer de ses incomparables talents Zhou Enlai. Dépourvue des oripeaux de l'idéologie, la Chine apparaît enfin pour ce qu'elle est : un énorme pays sous-développé, au potentiel fabuleux mais aux problèmes à la mesure de sa taille. Pour le bénéfice de tous, le mot « amitié » commence à prendre son sens quand l'effort de compréhension supplante l'admiration béate.

FRANCIS DERON.

(1) 51, rue de Rivoli, 75001 Paris.

سكننا معنا الوطن



150

## LE GROUPE SEB:

# CALOR, SEB, TEFAL, A LA POINTE DE LA POINTE DE L'EXIGENCE.

### 3 MARQUES A LA POINTE DU MARCHÉ

Leaders en France, bien sûr, puis-que le Groupe SEB est le n° 1 français du petit électroménager et des articles de ménage. Mais aussi dans le monde entier où le Groupe SEB est devenu le premier producteur mondial d'auto-cuiseurs, de friteuses électriques et d'articles culinaires anti-adhésifs et l'un des premiers pour les fers à repasser, les gril-viande et les grille-pain.

### 3 MARQUES A LA POINTE DU PLAISIR-CONSOMMATEUR

C'est certain, c'est prouvé, et presque mathématique. Pas de réussite sans plaisir, sans satisfaction du consommateur: plaisir d'acheter un produit irréprochable à un prix compétitif. Plaisir de découvrir une nouvelle technologie qui simplifie la vie. Plaisir de posséder un appareil fiable qui dure longtemps.

C'est avec ses exigences pleinement satisfaites que le consommateur devient fidèle au Groupe SEB. Il n'y a pas de mystère. Il n'y a qu'une recette: la satisfaction durable de notre clientèle. Plus qu'une certitude, c'est une philosophie.

### DES PRODUITS A LA POINTE DE TOUS LES BESOINS

Pas de gadget! C'est du temps perdu, de l'argent gaspillé et cela prend

de la place dans les placards. Le Groupe SEB concentre ses efforts sur des produits essentiels. Des "basiques" indémodables. Des classiques incontournables.

### DES PRODUITS A LA POINTE DE L'ÉCONOMIE

C'est fini. L'innovation, la qualité ne sont plus l'apparence d'une élite ména-

gère. D'accord, nous construisons les classiques de l'Art Ménager, mais l'Art

doit savoir ménager ses prix. Prenons deux exemples: le four Saveur Express Tefal et l'Ultra-cuiseur

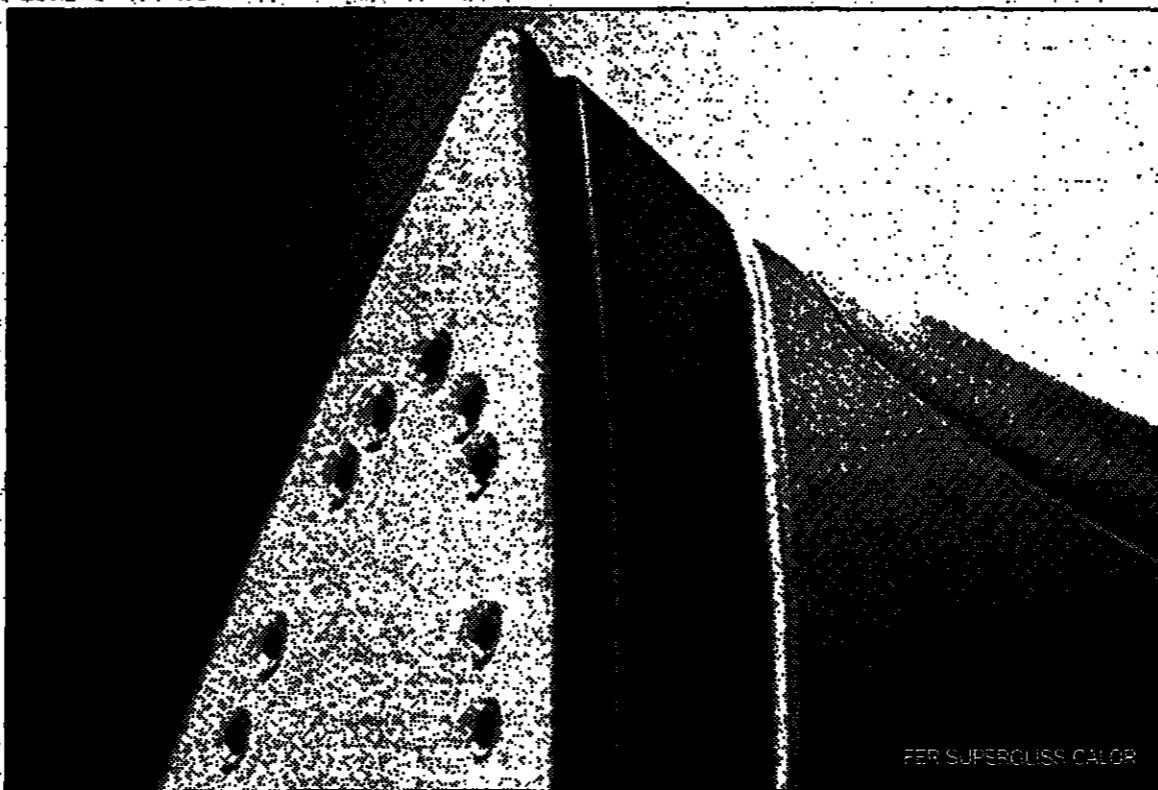
Express Tefal platforme au mieux de sa forme à 1000 F et que l'Ultra-cuiseur Sensor se décline en 16 modèles de 250 F à 600 F.

A performances comparables, à "modernité égale", pour le micro-ondes, c'est un four!

Non content de vous apporter de grandes économies de cuisson, le Groupe SEB vous permet de grandes économies tout court. Des produits à la pointe du progrès. Des prix à la pointe de l'économie.

Le Groupe SEB franchit des sommets pour votre plus grand plaisir.

Et l'altitude, voyez-vous, c'est bon pour les poumons.



Des produits d'une technologie parfaitement maîtrisée.

On en oublie la performance au profit du plaisir d'une utilisation simple, sans mauvaise surprise.

Avec cette philosophie, le consommateur se voit proposer les produits les plus performants, les produits les plus attendus.



Sensor de Seb. Tous deux permettent de grandes économies de cuisson.

Tous deux ont l'outrecuidance d'être vendus à un prix si juste que les fours à micro-ondes importés en rougissent de honte.

Jugez par vous-même. Le prix moyen du plus petit d'entre eux s'élève à 1500 F alors que le four Saveur

### L'ENGAGEMENT DU GROUPE SEB

Si vous n'êtes pas satisfait d'un produit Calor, Seb ou Tefal, prenez d'abord contact avec nos stations-service agréées. On peut généralement les féliciter de la qualité de leurs prestations. Si, exceptionnellement, les stations agréées ne parvenaient pas à vous donner pleinement satisfaction, n'hésitez pas à écrire au Service Consommateurs de Calor, Seb ou Tefal. Le Groupe SEB et son Président prennent l'engagement de répondre à toute demande de votre part.

Le Président

BP 172 - 69132 ECULLY CEDEX

## Vous respecter, c'est notre intérêt.

calor:



TEFAL:







Journal de 1980

Le débat au Sénat la politique du gouvernement

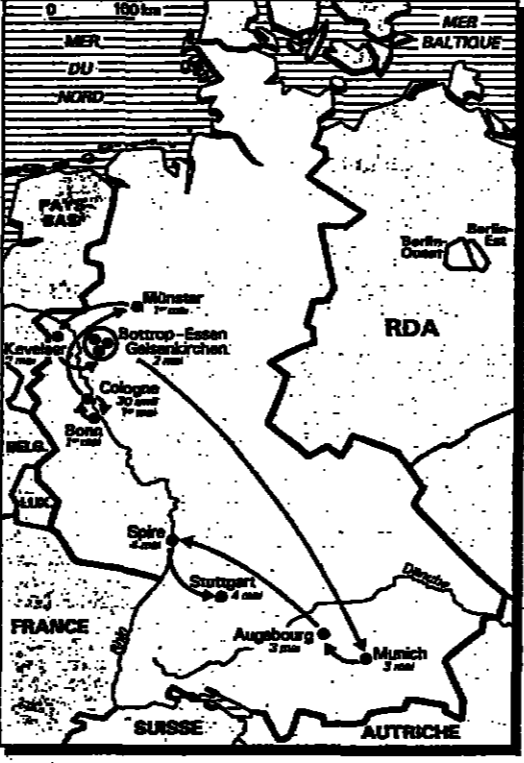
Le débat au Sénat... M. Vassalli... Les Chasseurs de jadis...

RELIGIONS

Le deuxième voyage de Jean-Paul II en République fédérale

Les catholiques sont désormais plus nombreux que les protestants en Allemagne de l'Ouest

Le pape entreprend, le 30 avril, son deuxième voyage en République fédérale, qui le conduira jusqu'au 4 mai dans onze villes. La béatification de la carmélite Edith Stein...



quantité plus nombreux en Bavière que dans les grandes villes, mais le nombre des prêtres est en régression: 22 000 en 1980. C'est un autre symbole de la puissance institutionnelle de l'Eglise...

La bienheureuse et scandaleuse martyre d'Auschwitz

Hannah Arendt raconte que quelques mois avant la mort de Jean XXIII, en 1963, le pape d'Hochthuth le Vicaire avait été présenté au pape...

mais à la conscience chrétienne en général. Après le travail d'amendement du discours catholique sur les juifs mené depuis le concile, le pape estime, en effet, venu le moment pour l'Eglise de faire mémoire de la chose commémorative d'un grand nombre de chrétiens...

un couvent hollandais à Echt, d'où elle sera déportée avec sa sœur Rosa, le 2 août 1942, vers Birkenau, et exécutée moins de sept jours plus tard (2). Sa béatification présente bien des ambiguïtés: pourquoi éléver à la dignité de martyre une seule victime d'une extermination qui, à Auschwitz, en compta près de deux millions d'autres, hommes, femmes, enfants gazés comme Edith Stein?...

socialisme. Il faudra attendre 1937 et le célèbre encyclique Mit Brennender Sorge pour obtenir de Rome une condamnation des lois raciales et, en 1938, la fameuse déclaration de Pie XI: « Nous sommes tous spirituellement des sémites... »

REPÈRES

Ecologie Les phoques en surnombre détruisent les morues Pourquoi trois cent mille phoques maigres et affamés ont-ils déserté leur lieu de séjour habituel en mer de Barents pour venir assaillir les bancs de poissons de côtes norvégiennes?...

Religions Le premier voyage à l'étranger du patriarche Dimitrios Pour la première fois depuis son accession en 1972, au patriarcat œcuménique de Constantinople, Dimitrios Ier se rend à l'étranger. Il entreprend, à partir du 22 mai, un voyage qui le conduira auprès des patriarches de toutes les Eglises orthodoxes...

L'évêque de Lille s'explique au Vatican Une rencontre a eu lieu, le mercredi 22 avril à Rome, entre le cardinal Ratzinger, préfet de Congrégation pour la doctrine de la foi, et Mgr Jean Vilain, président de la conférence épiscopale française. Celui-ci est également évêque de Lille et chancelier de l'université catholique de la ville...

MÉDECINE

« Internes » ou « résidents »

Les étudiants se battent pour un titre

Quatre-vingt-dix-huit étudiants en médecine ont été interpellés à Paris, dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 avril, alors qu'ils pénétraient à l'Assemblée nationale pour protester contre le projet de réforme des études médicales. Une quarantaine d'entre eux ont été conduits dans les locaux de la police judiciaire avant d'être relâchés...

hospitalo-universitaires qui sont rattachés à un modèle dépassé d'internat. Pour nombre d'étudiants, le projet risque de renforcer une hiérarchie dont le pouvoir se fait encore largement sentir en milieu hospitalier. En 1982, beaucoup de patrons étaient très opposés à l'arrivée d'internes généralistes dans leurs services, remarque M. Gervais. Aujourd'hui encore, il faut vivre au jour le jour à l'hôpital pour s'apercevoir que ces nouveaux internes sont souvent mal acceptés...

« Pas question, affirment les partisans de la réforme, de séparer les torchons des services. Le projet n'a rien de discriminatoire, explique le docteur Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Il s'agit seulement d'être plus exigeant en interne et d'une définition spécifique qu'il convient de respecter. Derrière cette bataille sémantique se cachent des intérêts qui n'ont rien de purement verbal. Le système actuel donne les mêmes fonctions à des gens qui n'ont pas les mêmes bases, explique Gilles Lemaire, spécialiste à Lyon. Résultats: des services très spécialisés peuvent être encombrés d'internes de médecine générale qui n'y apprennent rien d'indispensable et prennent le place des spécialistes. En quoi des connaissances de réanimation de natate peuvent-elles être utiles à un futur généraliste? »

Le système actuel a tout de même le mérite, selon certains étudiants et représentants syndicaux, de proposer aux futurs généralistes une formation hospitalière et une expérience thérapeutique intéressantes. On peut ajouter des stages chez le praticien, mais pourquoi risquer de remettre en cause une formation qui va dans le sens du progrès? remarque un interne de médecine générale. D'autant plus que la formation des généralistes peut affaiblir l'ensemble du système de santé. Il ne faut pas oublier qu'un médecin bien formé va plus vite et diagnostique mieux, rappelle M. Philippe Froguel, interne des hôpitaux de Paris. D'où l'intérêt de lui donner des bases solides: cela profite à la fois aux malades et à la collectivité qui évite le gaspillage. RAPHAËLLE RÉROLLE.

Un constat accablant Les radios systématiques sont coûteuses et inutiles

Avec 544 millions d'actes de radiodiagnostic chaque année, soit un examen radiologique par personne et par an, la France se place immédiatement après le Japon, en tête d'une compétition mondiale sur laquelle le corps médical communique très facilement à l'intérieur. Concours médical (1) publie à ce sujet un numéro spécial dont le coût s'élève à 600 millions de francs par an. Les collaborateurs de Concours médical s'interrogent sur la justification de ces pratiques pour deux motifs: leur coût très élevé et l'irradiation (infime mais présente) qu'elles font subir à la population. Une étude ponctuelle conduite en équipe sur les tuberculoses contagieuses montre que le coût moyen de la découverte d'un seul cas par radiodiagnostic dépassait, en 1982, 300 000 F! En somme, et tous les auteurs sont d'accord, il importe de revoir une législation et une réglementation qui doivent tout à une routine primaires et pas grand-chose à la logique, voire au bon sens. Dr E.-L.

(1) Concours médical, 37, rue de Bellefleur, 75009 Paris. N° 17, 2 mai 1987, revue réservée aux médecins.



Journal de l'iso

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Comédie musicale

« Dreamgirls » : Harlem en V.O.

La somptueuse production de Michael Bennet, le metteur en scène et chorégraphe de Chorus Line, arrive pour un mois à Paris, au Palais des congrès. L'histoire de trois belles filles noires qui, dans les années 60, devinrent « les Suprêmes », revue et exaltée par Broadway. Du rythme, du blues, des voix, des plumes, un tonus d'enfer.

« Je cherche quelque chose, quelque chose d'excitant, quelque chose de surprenant, quelque chose qui sera vraiment le pied. C'est ce que dit, à peu près, la première chanson, acte I, scène I de Dreamgirls, la comédie musicale qui sera le 5 mai pour un mois au Palais des congrès, en v.o., naturellement. Croyez-en une représentation du spectacle à Boston si vous cherchez quelque chose d'excitant, vous avez trouvé, c'est Dreamgirls. Pas

groupe de trois jeunes chanteuses douées, naïves et ambitieuses, les Dreamettes, débarquant de Chicago pour faire carrière à New-York dans les années 60. Manipulées par un imprésario sans scrupules, embarquées dans des péripéties sentimentales décevantes, elles monteront cependant l'escalier de la gloire, en perdant beaucoup de plumes. Tout pour plaire, tout : même évincer la plus belle voix du trio, parce que son look est un peu plouc, même pacotiser avec la musique blanche, et cocufier le jazz pour coucher avec la variété. De cette union adultère naîtra le disco...

On voit bien, ou plutôt on entend bien que rien de tout cela n'a été inventé, on entend bien que l'auteur, Tom Eyer, et le compositeur, Henry Krieger, ont puisé leur inspiration — bien qu'ils s'en défendent mollement — dans le destin édifiant et cruel des « Suprêmes ». Sous la férule de Berry Gordy, l'ancien ouvrier de chez Ford, à Detroit, n'ont-elles pas conquis la planète, les petites, d'abord baptisées « les Primettes » ? Dans une industrie cadenassée par les Blancs, n'ont-elles pas fait monter très haut la couleur ? Les débuts obscurs, la naissance du Tamla Motown

vallée sur Dreamgirls, serinement, patiblement. C'est formidable d'avoir le temps. Pour un pari, je n'ai eu aucun mal à me plonger dans le bain musical des années 60, c'est là-dedans que j'ai grandi, il n'y avait pas que Motown, mais aussi tous les disques Atlantic, qu'on écoutait pieusement à la radio...

Lumière magicienne

Ainsi prenait corps l'aventure Dreamgirls, et ce qui aujourd'hui en fait le prix. Le décor, par exemple. Né de l'alliance de Robin Wagner et de l'éclairagiste, Miss Tharon Musser, il est d'une simplicité diabolique. Mobile, transformable, transportable, il est composé uniquement de deux tours légères et tabulaires d'aluminium, par le seul jeu de six cent cinquante projecteurs qui s'y accrochent. Il évoque les cinquante-huit lieux où se déroula l'action, de l'Apollo Theater de New-York au Hilton de Las Vegas, en passant par un nightclub de Chicago ou un studio d'enregistrement. Les tours se rejoignent, s'écartent, s'allument, s'éteignent, la lumière règne en magicienne. On enroule les costumes. Une folie enrouleuse. Une débauche de mousseline cascade, de satin fluorescent, de paillettes palpantes, trois mille pièces, en comptant les accessoires, des couleurs à réveiller un daltonien, fuchsia, potiron, absinthe, on se pâme devant tant de parme...

Ces moult monuments sont dus à Theoni V. Aldredge, l'infatigable papassie de la robe arabe de Noël. Elle a habillé plus de cent quarante productions à Broadway et off Broadway, dont Chorus Line, des ballets, des opéras, des shows 1984. On lui doit aussi la garde-robe érudite et à la hauteur du film Gatsby le Magnifique. Elle avait terminé ses derniers ourlets pour Dreamgirls neuf mois avant la première représentation.

Car, ce spectacle, après l'avoir imaginé, peaufiné, mis au point, il a bien fallu le produire. C'est la vénérable Schubert Organization, à l'avant de la scène depuis le début du siècle, qui s'en est chargée. Pour la somme de 3,5 millions de dollars 1981. Le vénérable président de l'organisation voudrait-il nous en parler ?

Broadway, le jour, ressemble au plus troublant des travails brésiliens, surpris à l'aube lorsque le Rimmel coule et que la barbe pousse. C'est plutôt croulant, et crasseux, sous sa couronne d'ampoules éteintes et d'enseignes mortes, dans les fumeroles méphitiques des vendeurs de bretzels. Le long du théâtre où se joue encore et encore The Chorus Line, une production maison (tout comme Cats, ou Amadeus), il y a une rueille défonctée où stationnent quelques limousines noires, longues comme des corbillards colportés. C'est là, une porte vitrée d'un luxe insolite. Le luxe est aussi à l'étage où vous conduit un vieux liftier noir flimé. Des bureaux furtifs, anglais. Du hall où l'on attend, on surprend par une porte entrouverte une conversation chuchotée. La voix qui parvient est celle, à s'y méprendre, de Marlène Brande dans le Parrain. Ce n'est pas celle de M. Bernard B. Jacobs. Celui-ci est élégant, et maussade. Il confirme l'investissement consenti pour Dreamgirls, rappelle que le spectacle a été créé en 1981 à Boston avant de triompher à Broadway pour mille cinq cent vingt-deux représentations consécutives. M. Jacobs précise que la Schubert Organization possède en propre dix-sept salles (à New-York, Philadelphie, Washington, Chicago, Los Angeles et Boston), affirme avec une conviction évidente que Michael Bennet est un « génie hors pair », mais confirme qu'il y



De gauche à droite : Susan Beaubien, Alma Cyoce et Arnetta Walker interprétant « Hard to say goodbye ».

à une crise de création. Il reçoit pour sa part deux cents scripts par an, et c'est au moins cent quatre-vingt-dix-neuf de trop. Il dit que Broadway la miraculeuse n'a jamais possédé la recette infallible du miracle et que nous n'entendons parler en Europe que des « hits », pas des « flops ». C'est-à-dire des succès et pas des bides.

Est-il exact que la presse est toute-puissante ? « Oui », dit sobriement M. Jacobs. Elle peut faire fermer un théâtre le lendemain de la première ? « Oui », rédit M. Jacobs. Ajoutant : « Ce n'est pas la presse entière qui est toute-puissante. C'est le New York Times. Et ce n'est pas le New York Times tout entier, c'était Clive Barnes. Maintenant qu'il est passé au New York Post, il a perdu tout son pouvoir. » M. Jacobs se reprend aussitôt, on ne sait jamais : « Il a perdu une partie de son pouvoir. » Que pense M. Jacobs de la prochaine tournée de Dreamgirls en France ? A vrai dire, M. Jacobs s'en moque comme d'un article de Clive Barnes dans le New York Post : « Nous avons vendu les droits, nous ne sommes plus intéressés. »

Intéressés au sens matériel du terme, évidemment. Nous quittons le chaleureux M. Jacobs non sans lui avoir posé la question stupide qui vous déconside à jamais et vous fait tomber du rang de journaliste à celui de rames-

se de trombones : « Au fait, monsieur Jacobs, quelle est la différence entre un spectacle sur Broadway et off Broadway ? » On imaginait des frontières géographiques, économiques, artistiques, mythiques... Pas du tout. M. Jacobs laisse tomber : « Mais la jauge, tout simplement, la jauge. » Voilà, c'est tout. Une salle de cinq cents places et plus ? C'est Broadway. Une salle de quatre cent quatre-vingt-dix places et moins ? Off Broadway.

Carrousel vertigineux

La salle du Schubert Theater de Boston n'a pas de problème de jauge. Elle est désuète et immense ; elle est, en cette matinée, bondée de vieilles dames enchantées qui claquent des doigts en attendant rimer « Cadillac Car » avec « Star ». Il faut dire que toute la troupe a un tonus d'enfer, les filles sont belles, les hommes font des bonds, à chaque instant il se passe quelque chose, on pousse une note, on change de robe, on verse une larme, on change de robe, on chante parce qu'on est triste, parce qu'on est gai, on chante tout le temps et c'est épatant.

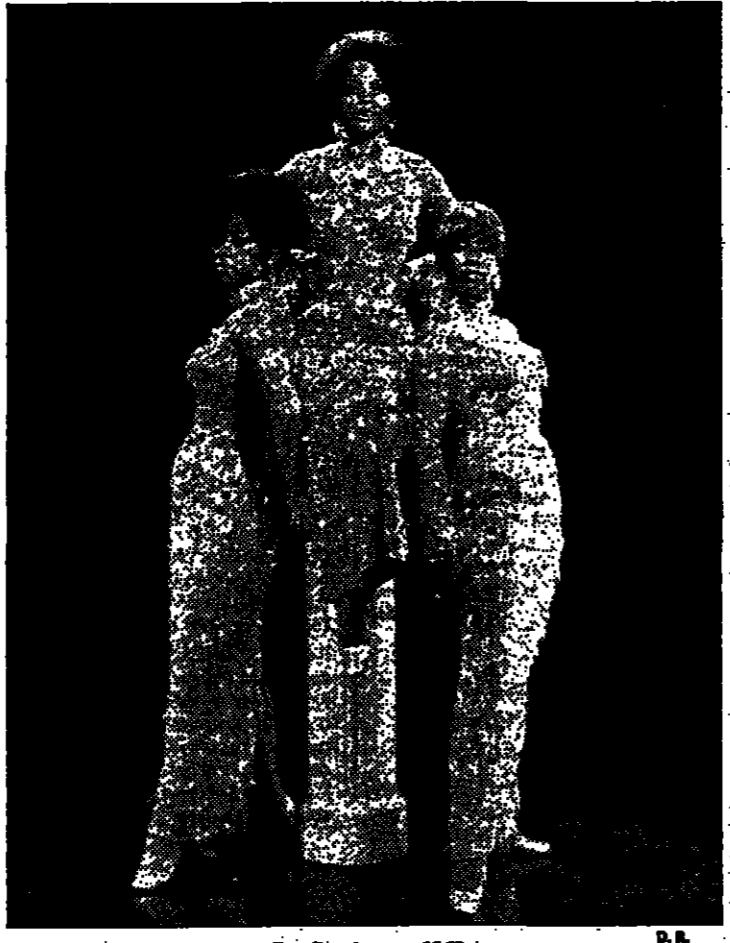
Vu des coulisses, c'est encore plus impressionnant. Cela tient de l'opération de commando et du coup de feu dans les cuisines d'un restaurant quatre étoiles, c'est chronométré au dixième de

seconde près, des machinistes armés de lampes-torches balisent le terrain d'un faisceau mince et impérieux. Les tours d'aluminium glissent en silence. Les artistes au triple galop, au bord de l'asphyxie, se croisent sans se voir et sautent en scène comme des parus sur Kolwezi. La loge des dix habilleuses ressemble à la cabine des Marx Sisters.

A peine une des Dreamgirls a-t-elle échappé au projecteur, qu'elle est déjà dévêtue, et dans le noir, le temps d'un soupir de prestidigitateur, coiffée d'une nouvelle parure extravagante, fourreau d'écaillés de sirène, ou abat-jour de soie savamment bouillonné. Prête ? Prête... C'est reparti. Le carrousel vertigineux dure deux heures sans un faux pas, sans un faux geste. A la fin, il ne reste plus sur le sol que quelques vestiges scintillants, paillettes défuntes et débris de boas... Chapeau bas.

Allons, vu de la salle, c'est beau aussi. Ça n'est pas parce que Victor Hugo fait courir New-York (après un détour par Londres) avec les Misérables qu'il faudrait croire que nous avons inventé la comédie musicale. Le genre est américain. Et dans le genre, on peut difficilement faire mieux que Dreamgirls. Du rythme, du blues, du nerf, du souffle, des jambes, des voix... Black est beautiful.

DANIELE HEYMANN



« Les Suprêmes », 1968.

besoin de mettre à votre oreille un Sonotone de traduction simultanée, soudain, vous comprendrez tout, même l'argot canaille de Harlem. Peu de dialogues d'ailleurs. La musique, rien que la musique, et des interprètes époustouflants pour la servir.

Dreamgirls est un show sous haute tension, chanté, dansé, joué, et mieux encore vécu par une troupe entièrement noire pour qui, à l'évidence, tout temps mort serait possible de la peine capitale. C'est un show somptueux, mais dont l'intrigue simple puise ses racines dans la vie réelle, dans la réalité démaquillée des forçats du strass. Et ceci est bien la marque de son producteur, metteur en scène et chorégraphe, Michael Bennet, M. « Chorus Line ».

Dans Chorus Line, à l'affiche depuis plus de dix ans, Bennet montre avec une fureur ascétique les espérances musculeuses et les frustrations nombreuses de quelques danseurs dont l'audition tourne à la confession. Le spectacle a reçu neuf Tony Awards (les Oscars de la scène) et le prix Pulitzer de l'œuvre dramatique. Dans Dreamgirls, Bennet s'est attaché à raconter l'histoire d'un

Sound, la sortie en beauté du ghetto musical pour toute une vague de chanteurs noirs, dont Stevie Wonder ou James Brown, l'ascension en solo de Diana Ross, la dissolution du groupe... Dans la vie, bien sûr, ça a mal fini : Florence, la Suprême supplantée, est morte dans la misère. Dans Dreamgirls, bien sûr, ça finit mieux, on chante en chœur : « Nous sommes les filles de vos rêves, Ah ! La la, ce qu'on va vous rendre heureux... »

Comment est né Dreamgirls ? Le compositeur, Henry Krieger, qui se définit comme un « enter-tainer introverti », qui a failli à un moment se reconverter dans la boulangerie, dont le rêve secret est d'élever des chiens d'aveugles, et qui travaille actuellement à une adaptation du spectacle de Jérôme Savary, le Cockon qui voulait marier, raconte : « Tout s'est passé 390 Broadway. Là, dans notre atelier, le workshop. C'est un bâtiment que Michael Bennet a pu acheter et installer avec les bénéfices de Chorus Line. Bureaux, studios, salles de répétition, nous avons tout sur place. Pendant un an, nous avons tra-

Advertisement for Comédie Française. It includes the text 'Comédie Française', 'L'administrateur général de la Comédie-Française La Société des Comédiens français présentent : A partir du 28 avril LES FEMMES SAVANTES', 'ESTHER', and 'POLYEUCTE'. It also provides location information (40.15.00.15) and reservation details.





150

PATRIMOINE

Les restaurations des fresques de la chapelle Sixtine

Michel-Ange défiguré ?

« La plus grande restauration du siècle » ainsi a été qualifiée l'entreprise de « remise à neuf » des fresques de la chapelle Sixtine. Elle coûte 3 millions de dollars à son sponsor japonais, NTV/Yomiuri Shinbun, un poids lourd de la communication nipponne.

Déluge universel et le Sacrifice de Noé : aux deux pendants d'entrée : Judith et Holopherne et David et Goliath, ainsi que deux ogives d'ancêtres au-dessus des lunettes aux trois prophètes, Zacharie, Joël et Isaïe, et deux sibylles, celles de Delphes et d'Erythrée. Le pont suspendu qu'on fait rouler au fur et à mesure de l'avancement couvre actuellement la grande fresque le Pêché originel et l'Expulsion d'Adam et Eve du Paradis. Le nettoyage de la fin de l'Antique Testament, des quatre dernières ogives ainsi que des quatre

moins acharnés et tout aussi autorisés. Le grand public, normalement peu enclin à se laisser entraîner dans des querelles de spécialistes, ne s'en forme pas moins un jugement. Il y a grosso modo ceux qui sont immédiatement séduits par la vivacité retrouvée des couleurs et ceux qu'elle met mal à l'aise. L'esprit non prévenu — et donc normalement « conservateur » envers une œuvre si connue qu'elle est comme « appropriée » par chacun — ne peut d'abord qu'être désemparé par ces verts, ces oranges si criards qu'un pro-

des restaurateurs, que d'ôter les matières hétérogènes, celles surajoutées aux coups de pinceau de Michel-Ange Buonarroti par le passage du temps et l'action des hommes. Il y a en effet des siècles de suif de chandelles et de fumée de braseres : c'est dans la Sixtine, faut-il le rappeler, qu'ont été élus des dizaines de papes par des centaines de cardinaux rassemblés là parfois dans le froid et la pénombre des semaines durant.

On observe également sur le ventre d'Adam, par exemple, un grand méplat sombre qui est une strate de colle animale posée là

de la part des restaurateurs : « Sous la couche de saleté, nous avons retrouvé la peinture très liquide, presque transparente, de Michel-Ange. Or celle-ci n'était pas faite pour être vue sous une lumière forte comme l'est celle d'aujourd'hui. Les projecteurs électriques aplatisent en effet les reliefs. Une fois le travail achevé, nous installerons un système de « lumière froide » qui devrait remédier à ces problèmes », nous déclare-t-on sur l'échafaudage.

Les ennemis de la restauration en cours n'acceptent pas cette explication. Du « muraliste » américain Frank Mason, qui a pris l'initiative d'une pétition à Jean-Paul II, au fresquistes italien Pietro Amigotti, en passant par quelques autres, l'objection est venue, véhémentes : « Tout laisse penser que Michel-Ange avait l'habitude de rajouter un voile « à sec » sur son plâtre coloré ; de cette ombre très ancienne qui peut avoir fait corps avec le noir de fumée et la saleté, qu'est-il advenu durant la restauration ? », interroge le peintre Scialoja.

Et le critique Luigi Ghersi, tout à sa rage de voir s'évanouir dissoute par l'action des restaurateurs la « mystérieuse profondeur spatiale » de la voûte, supplie qu'on arrête le « massacre de la Sixtine ». M. Fabrizio Mancinelli fait appel, lui, au plus ancien sans doute des historiens d'art, Vasari, pour assurer : « Jamais Michel-Ange n'a voilé ses fresques ».

Il reste que la Sibylle de Delphes, un des plus admirables visages jamais sortis du pinceau d'un artiste, est aujourd'hui comme écrasée contre la paroi et que le Déluge universel semble n'avoir échappé au total aplatissement que par un renforcement du trait concernant les personnages. Ce défaut, il est vrai, est déjà moins marqué pour le Prophète Isaïe, la Sibylle d'Erythrée et le Sacrifice de Noé, nettoyés ultérieurement. Le soupçon vient donc que les restaurateurs, conscients d'imperfections initiales de leur méthode, ont rectifié le tir en cours de route. Mais qui rendra vie à la Sibylle de Delphes ?

Question subsidiaire : on sait que, la Contro-Réforme aidant, les successeurs du pape Paul III, ordonnateur du Jugement dernier, ont fait recouvrir d'un voile pudique les nudités de nombre de personnages figurant à la paroi ; qu'à retrouver le Michel-Ange sous la patine des siècles, les restaurateurs auront-ils le culot de les rendre à leur état initial ? Ce sera sans doute Jean-Paul II qui devra trancher.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Cet ensemble a été achevé en 1483, un quart de siècle donc avant que Michel-Ange ne commence à travailler à la Sixtine. Y ont contribué notamment Botticelli, Ghirlandajo, le Pérugin, Pinturicchio et Signorelli.

TOUT avait commencé en 1974 par le nettoyage du « Cycle de Moïse », à mi-hauteur du mur de gauche de l'édifice, des six « histoires » symétriques de la vie du Christ, ainsi que des vingt-six papes figurant à l'étage supérieur (1). Les travaux se sont poursuivis à partir de 1980 sur les fresques par lesquelles Michel-Ange a immortalisé ce lien. Les « lunettes » cerçant le haut des douze fenêtres où figurent les « ancêtres du Christ » ont été achevées en 1984. Les visiteurs de la Sixtine, qui sont déjà légion en ce printemps romain, peuvent observer la phase actuelle : les deux cinquièmes environ de la voûte sont restaurés. An plafond : l'Yvesse de Noé. Le



Avant la restauration. Ebbébe un de la voûte. Après la restauration.

sibylles et trois prophètes restants, sans oublier les fameux ignudi (éphèbes nus), devrait être achevé à la fin de l'année prochaine — encore que du retard ait été visiblement pris. Pour finir, l'équipe des professeurs Colalucci, Mancinelli et Pietrangeli, responsables du grand œuvre, s'attaquera au Jugement dernier, l'immense fresque de 200 mètres carrés (peinte au-dessus de l'autel par le même Michel-Ange entre 1536 et 1541). Cette ultime étape est prévue pour durer quatre années et devrait être achevée pour 1993.

phète s'en trouve transformé en bédouin extrait d'un film de Cecil B. De Mille et que tel ancêtre du Christ verrait, selon l'image fort vive de M. Toti Scialoja, ancien directeur des Beaux-Arts de Rome, « les ombres rouges de son drapage » changées en « plumes de perroquet ».

par des restaurateurs des siècles passés pour lutter contre l'écaillage de la voûte et qui a très vite viré noir. « Nous nettoyons les fresques d'abord par des passages d'eau distillée, puis un mélange soigné que nous avons mis au point et dans la composition duquel entrent notamment du bicarbonate d'ammonium et de sodium, un fongicide et de la « carbosilmeillecellulose » fortement dilués. Pour les rares parties peintes à sec par Michel-Ange (repeints ou retouches), nous utilisons des solvants organiques sans eau. Nous arrivons progressivement au point de propreté voulu, qui n'est d'ailleurs jamais la couleur telle qu'elle est sortie du pinceau de l'artiste. Nous conservons une discrète couche de patine correspondant à la poussière et aux impuretés qui se sont immédiatement déposées ».

que Giulio Carlo Argan. Et, s'il a vraiment plu à Michel-Ange d'utiliser presque plus ces ocres rouges et jaunes, ces lapis-lazulis, ces silicates de fer verts, ces blancs saint-jean ou ces noirs de carbone, quel peigne-cul oserait donc y redire ?

Une pétition à Jean-Paul II

Mais voilà, il y a un autre aspect nettement préoccupant : vues de 25 mètres en dessous par le touriste de base, les fresques restaurées apparaissent singulièrement plus plates que celles encore « offusquées » par la « sainte effronterie » de « la fumée des cierges et de l'encens », selon la jolie formulation de Goethe en 1787. Ce constat, plus rarement développé que le précédent, reçoit une réponse moins convaincante

Des siècles de suif et de fumées

Empruntons donc le petit ascenseur puis les échelles qui conduisent au pont roulant sur lequel s'active depuis maintenant sept ans une dizaine de personnes. Passé le moment d'intense émotion à pouvoir toucher ce bloc de pure beauté qu'est Eve au pied de l'arbre fatal, les explications fusent, rassurantes. Rien d'autre n'est fait, nous indique ainsi M. Fabrizio Mancinelli, directeur

Museum l'autre

nombreuse, et riche de tant de noms fameux, comptant parmi les plus passionnantes que l'on ait vues de longue date. Elles rapprochent ces peintres que le dix-septième et le dix-huitième siècle vénéraient au point de les rendre, insupportables aux Romantiques, les Guérchin, Dominique, Lanfranco et Reni, peintres de cours et d'églises. Ils ont en commun, à leurs débuts du moins, de pratiquer tous une peinture sombre, garnie de reminiscences antiques, rehaussée de clair-obscur caravaguesque. Ils ont en commun d'appliquer leur savoir-peindre au modèle vivant et, donc, d'exceller dans le portrait.

Ces contemporains de Vélasquez « tiraient » les portraits, les papes et leurs pages avec un véritable génie. Le Monsignor Giovanni Battista Agucchi du Dominiquin mériterait de figurer dans les anthologies. Son regard, la lettre qu'il tient, la vigueur peu ecclésiastique de ses mouvements, forment un système descriptif d'une richesse étonnante. Le Cardinal Francesco Cornini du Guérchin mérite autant d'éloges, et plus généralement, tout l'œuvre d'un peintre qui vaut mieux que l'Égo in Arcadia auquel la presse ou l'ignorance l'ont à l'occasion réduit. Sa peinture sacrée, austère et lumineuse cependant, a contribué à la formation de Poussin et de l'école française du dix-septième siècle ; c'est dire sa qualité. A ces deux maîtres font cortège Cántarini de Pesaro, ou Lanfranco, auteurs de tableaux d'église d'une solennité fort respectable malgré ses outrances.

Reste le cas de l'insaisissable Guido Reni, doué plus qu'aucun, capable d'absorber l'enseignement de Raphaël ou du Caravage au point de les imiter parfaitement. Abondant, étourdissant dans le portrait, lui aussi, il se révèle néanmoins pour ce qu'il est : un néomanneriste, l'héritier inattendu de l'esthétisme à la Parmesan. Tantôt féroc, tantôt diaphane, balancé entre le morbide et le tendre, Reni passe de l'un à l'autre avec une aisance qui fait par rendre soupçonneux. Un nouveau manierisme, celui qui se prolonge par Crespi, commence vers 1640, comme s'il était logique, qu'une réforme se change en rhétorique, que le naturalisme se fige en effets. Comme s'il était dans l'ordre de l'art que soient indissolubles les périodes de beuverie dégingant.

PHILIPPE DAGEN.

\* Metropolitan Museum of Art, jusqu'au 24 mai.

S... (Faded text on the left margin)

D'un manierisme

(Faded text in the left margin)

Musique en Amérique. JETSET VOYAGES et TWA. Voyage et musique classique aux USA. Deux voyages musicaux cet été à travers l'une des plus belles régions de Fest des Etats-Unis à l'occasion des « FESTIVALS DE L'ÉTÉ ».

MAGGY SQUARE SPECTACLES & GRANDS SPECTACLES. PALAIS DES CONGRÈS. MOUSSORGSKY. BORIS GODOUNOV. OPÉRA DE VARSOVIE. CHŒURS & ORCHESTRE DE PRESTIGIEUX SOLISTES SOVIÉTIQUES. 300 ARTISTES.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-71-12-33).
PARLÉ-VOUS FRANÇAIS ? Galerie de la BPL. Jusqu'au 11 mai.
HANS HOLLEIN. Rétrospective d'architecture des années 50 à nos jours. CCL. Jusqu'au 15 juin.

Musées

LUMIÈRES DU NORD : La peinture néo-classique (1805-1845). Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.
LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LANTIER. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-24). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 23 mai.

(43-80-13-96). Tous les jours de 10 h à 19 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.
DESSINS FRANÇAIS DU DÉBUT DU XVIIIÈME SIÈCLE DE WATTEAU A LEMOYNE. Musée du Louvre. Pavillon de Flore (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 1er juin.

Centre culturels
MATEISE. Le rythme et la ligne. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Tous les jours de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mai.

ESTANBUUL LUMIÈRES SUR LA VILLE. Histoire à travers l'architecture turque. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, Chapelle des Frères-Augustins. Sauf mardi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 mai.

LOTI RINGSTROM ; ERLING JOHANSSON. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

VOYAGEURS... EN DELIRE. Sculptures d'Angapan ; Babarit ; De Biber ; Perre ; Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-53-31-70). Jusqu'au 17 mai.
RODOLPHE HAMMADI. De marches aux escaliers. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mai.

ELEPHANTILLAGES. Musée en Herbe, Jardin d'Acclimatation. Bois de Boulogne (47-61-47-64). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

Centre culturels
MATEISE. Le rythme et la ligne. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Tous les jours de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mai.

ESTANBUUL LUMIÈRES SUR LA VILLE. Histoire à travers l'architecture turque. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, Chapelle des Frères-Augustins. Sauf mardi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 mai.

LOTI RINGSTROM ; ERLING JOHANSSON. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

VOYAGEURS... EN DELIRE. Sculptures d'Angapan ; Babarit ; De Biber ; Perre ; Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-53-31-70). Jusqu'au 17 mai.
RODOLPHE HAMMADI. De marches aux escaliers. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mai.

MBF Mercedes, 118, Champs-Élysées. Jusqu'au 28 juin.
Galeries

HONMAGE A MAILLOL. Galerie D.-Vierzy, 36, rue Jacob (42-66-23-18). Jusqu'au 21 mai.
DONALD JUDD. Sculptures ; RONI HORN. Dessins. Galerie Maeght Léon, 13-14, rue d'Edimbourg. Jusqu'au 16 mai.

Centre culturels
MATEISE. Le rythme et la ligne. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Tous les jours de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mai.

ESTANBUUL LUMIÈRES SUR LA VILLE. Histoire à travers l'architecture turque. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, Chapelle des Frères-Augustins. Sauf mardi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 mai.

LOTI RINGSTROM ; ERLING JOHANSSON. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

VOYAGEURS... EN DELIRE. Sculptures d'Angapan ; Babarit ; De Biber ; Perre ; Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-53-31-70). Jusqu'au 17 mai.
RODOLPHE HAMMADI. De marches aux escaliers. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mai.

LEUBA. Galerie Suisse de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 9 mai.
LOUTRE B. CHAMPS D'AMOUR. Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte (43-26-56-79). Jusqu'au 8 juin.

Centre culturels
MATEISE. Le rythme et la ligne. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Tous les jours de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mai.

ESTANBUUL LUMIÈRES SUR LA VILLE. Histoire à travers l'architecture turque. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, Chapelle des Frères-Augustins. Sauf mardi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 mai.

LOTI RINGSTROM ; ERLING JOHANSSON. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

VOYAGEURS... EN DELIRE. Sculptures d'Angapan ; Babarit ; De Biber ; Perre ; Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-53-31-70). Jusqu'au 17 mai.
RODOLPHE HAMMADI. De marches aux escaliers. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mai.

ALB. Jean Lasse. Musée Toulouse-Lautrec. Palais de la Berbie (63-34-14-09). Jusqu'au 18 mai.
ALAN. Les pseudos français au XVIIIème siècle. Musée. Ancienne abbaye de Saint-Vaast, 22, rue Paul-Dominer (21-21-26-43). Jusqu'au 21 juin ; Espace culturel Nord, rue de Capucines (21-71-30-12). Jusqu'au 28 juin.

Centre culturels
MATEISE. Le rythme et la ligne. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Tous les jours de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mai.

ESTANBUUL LUMIÈRES SUR LA VILLE. Histoire à travers l'architecture turque. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, Chapelle des Frères-Augustins. Sauf mardi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 mai.

LOTI RINGSTROM ; ERLING JOHANSSON. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (42-71-82-20). Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

VOYAGEURS... EN DELIRE. Sculptures d'Angapan ; Babarit ; De Biber ; Perre ; Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-53-31-70). Jusqu'au 17 mai.
RODOLPHE HAMMADI. De marches aux escaliers. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mai.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS
RIVE DROITE
ARMAND 6, rue Beaujolais, 1er (Palais-Royal) F. sam. midi et dim.
LE REPAIR 42-33-20-66 12, rue de la Grande-Tranquillité, 1er F. dim.
DARKOUM 42-96-83-76 44, rue Sainte-Anne, 2e F. mardi

UGC CHAMPS-ÉLYSÉES v.o. DIX (colorisé)
v.o. UGC DANTON - CINÉ BEAUBOURG LES HALLES
v.f. UGC BOULEVARD • UGC MONTFARINASSE • LES IMAGES • UGC GOBELINS
UGC CONVENTION • UGC LYON-BASTILLE • 3 SECRETAIN
VERSAILLES Roxane • ROSNY Ariel • NOGENT Ariel • ARGENTEUIL Alpha

Après "LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS"
Le nouveau film de BOB RAFFELSON
DEBRA WINGER LA VEUVÉ NOIRE THERESA RUSSELL
Elle séduit... Elle tue.

MARCELLO
VILLeneuve-D'Ascq. Espace Dardas. Musée d'art moderne. Musée (20-05-42-46). Jusqu'au 10 mai.
VILLEURBANNE. Gordon Matia-Carl. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 10 mai.
VIZILLE. La pollution dans la Révolution. Musée de la Révolution française. Château de Vizille (76-68-07-35). Jusqu'au 24 mai.

Handwritten note: 1000 de 1950

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
CLARA GAZUL, Nelly Athletis (46-34-03-83), 20 h 45 (29).

LES SALLS SUBVENTIONNEES

OPERA (47-42-57-00), mer., 19 h 30; 20 h 30; 20 h 30; 20 h 30; Ballets de l'Opéra de Paris.
SALLE FAVART (42-96-06-11), mer. à 19 h 30: Spectacle du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris.

LES SALLS SUBVENTIONNEES

OPERA (47-42-57-00), mer., 19 h 30; 20 h 30; 20 h 30; 20 h 30; Ballets de l'Opéra de Paris.
SALLE FAVART (42-96-06-11), mer. à 19 h 30: Spectacle du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris.

LES SALLS SUBVENTIONNEES

OPERA (47-42-57-00), mer., 19 h 30; 20 h 30; 20 h 30; 20 h 30; Ballets de l'Opéra de Paris.
SALLE FAVART (42-96-06-11), mer. à 19 h 30: Spectacle du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris.

LES SALLS SUBVENTIONNEES

OPERA (47-42-57-00), mer., 19 h 30; 20 h 30; 20 h 30; 20 h 30; Ballets de l'Opéra de Paris.
SALLE FAVART (42-96-06-11), mer. à 19 h 30: Spectacle du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris.

LES SALLS SUBVENTIONNEES

OPERA (47-42-57-00), mer., 19 h 30; 20 h 30; 20 h 30; 20 h 30; Ballets de l'Opéra de Paris.
SALLE FAVART (42-96-06-11), mer. à 19 h 30: Spectacle du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris.

LES SALLS SUBVENTIONNEES

OPERA (47-42-57-00), mer., 19 h 30; 20 h 30; 20 h 30; 20 h 30; Ballets de l'Opéra de Paris.
SALLE FAVART (42-96-06-11), mer. à 19 h 30: Spectacle du Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris.

Le Monde sur minitel CINEMA

Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires. 3615 TAPPEZ LEMONDE

V.O. : UGC BIARRITZ UGC BOULEVARD CINÉ BEAUBOURG-LES-HALLES UGC ODÉON - UGC ROTONDE

1937. La chronique tendre, drôle et émouvante d'une famille de Brooklyn.



BRIGHTON BEACH MEMOIRS. NEIL SIMON. THE PRODUCER PASTOR NEIL SIMON'S 'BRIGHTON BEACH MEMOIRS' BY BOYDE DANNER BOB DUSHY JUDITH MEYER JONATHAN SOVERMAN NEIL SIMON DANIEL LITTLETON MICHAEL SMALL JOHN BAILEY DAVID CHASMAN JOSEPH M. CARACOLLO DAV STARK GENE SAKS

PETER FALK • JOHN CASSAVETES MIKEY & NICKY

UN DES DIX MEILLEURES FILMS AMÉRICAINS DE CETTE ANNÉE



L'ÉTÉ EN PENTE DOUCE. JACQUES VILLERET • JEAN-PIERRE BACRI • PAULINE LAFONT



THEO ANGELOPOULOS

SLANDRE-DES-ARTS vo - GEORGE V vo - FORUM vo - 14 JUILLET BEAUGRENELLE vo - 14 JUILLET BASTILLE vo - 14 JUILLET PARNASSE vo -

MARCELLO MASTROIANNI L'APICULTEUR

THEO ANGELOPOULOS



Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dans l'édition hebdomadaire. Signification des symboles: P Signifié dans « Le Monde radio-télévision »; F Film à émettre; O On peut voir; N Ne pas manquer; S Surtout à ne pas manquer.

Mercredi 29 avril

TF 1
19.55 Football: France-Islande en direct du Parc des Princes. Championnat d'Europe des Nations. 20.45 Tirage au sort. 21.00 Dossiers: Le temps de France-Islande. 21.50 « Points chauds » Présenté par Alain Devaès. Deux ans après l'arrivée au pouvoir de Mikhail Gorbatchev, quelles sont les transformations de l'URSS. Un grand dossier avec des reportages, des films d'archives, des interviews. 22.50 Concert. Suite Scythie de Prokofiev, interprétée par l'Orchestre de Paris, sous la direction de Mstislav Rostropovitch. 23.20 Journal. 23.50 Magazines: Premier plan-D'Alain Bérubé. Actualité cinématographique.

both Mac Gowan, Nicolas Cage, John Karlen. En 1942, dans un village de Californie, deux amis de lycée ont décidé de s'engager dans les « marines ». Ils ont, chacun, une liaison amoureuse. L'épave de printemps des amours de la guerre reprend, sans vergogne, un sujet semblable à l'été 42. de Robert Mulligan. Pas mal tout de même. 22.45 Flash d'informations. 22.55 Cinéma: La fleur du dragon. O Film de Sangjoo de Bruce Lee (1973). Avec Bruce Lee, Nora Miao, Chuck Norris. 0.20 Cinéma: L'histoire officielle. Un film argentin de Luis Puenzo (1985). Avec Norma Aleandro, Hector Alterio, Hugo Arana, Guillermo Battaglia. 2.05 Série: Rawlins.
LA 5
20.30 Téléfilm: Ombres. 22.20 Série: Hill street blues. 23.15 Série: Mélo. 0.10 Série: 0.10 Série: Les Gens. 1.00 Série: Kojak. 1.55 Série: Star Trek.

Jeudi 30 avril

TF 1
13.45 Infos. 13.50 Feuilleton: La tête. (3e épisode). 14.50 Feuilleton: Cœur de diamant. 15.20 Dossiers: 15.35 Croque-repas. Avec les marionnettes Isidore et Clémentine; Souboussin; Les délices de Pierre; Clodo et Rato; Infos magazine: Black Star; Bismarck; Punky Dancer; vidéos: Adam. 16.00 Flash d'informations. 16.42 Cinéma: (info). 17.30 La vie des Bêtes. 18.00 Feuilleton: Héli, ça suffit. 18.25 Météo-journal, pour les jeunes. De Patrick Drevet. 18.45 Jeu: La rose de la fortune. 19.10 Feuilleton: Santa-Barbara. 19.40 Cocorococo. 20.00 Journal. 20.30 Série: Columbia. Jeu de mots. 20.45 Magazines: Informations. Émission de la rédaction de TF1. RFA: Sur les traces des parashutes priés; Scandale à la Maison Blanche; Nicaragua: forces et faiblesses de la Contra. 23.00 Journal. 23.20 Documentaire: Notes sans lecture sur des manuscrits d'Algérie (1re partie). Le retour en Kabylie de l'écrivain, poète et directeur de théâtre Kateb Yacine. Sur des manuscrits d'Algérie, de Thomas, d'Ouass et sur le tel.

CANAL PLUS
21.00 Cinéma: Les molosses du printemps. Film américain de Richard Benjamin (1984). Avec Sean Penn, Elizabeth Perkins.
FR 3
20.35 Variétés: Supporters, à tous les grands châteaux. En direct du Paradis Latin. Avec les quatre capitaines des équipes ayant remporté le grand chapeau en 1968, 1977, 1981 et 1987: Christian Carrère, Jacques Fouroux, Jean-Pierre Rivet, Daniel Dubout et le chanteur Francis Cabrel et les groupes Gold et Licence IV. 21.45 Magazines: Théâtre. Émission de Georges Pernoud. Touche pas à mon poisson. 22.45 Journal. 23.10 Théâtre: Liberté à Brême. De R.W. Fassbinder. Film enregistré au Théâtre Potemkine-Chambray mis en scène par Jean-Louis Houdin, avec Hélène Vincent, Bernard Allart, Daniel Béquet, Pierre Bolo, Christian Bonnard, François Chastot.

TF 1
13.45 Infos. 13.50 Feuilleton: La tête. (3e épisode). 14.50 Feuilleton: Cœur de diamant. 15.20 Dossiers: 15.35 Croque-repas. Avec les marionnettes Isidore et Clémentine; Souboussin; Les délices de Pierre; Clodo et Rato; Infos magazine: Black Star; Bismarck; Punky Dancer; vidéos: Adam. 16.00 Flash d'informations. 16.42 Cinéma: (info). 17.30 La vie des Bêtes. 18.00 Feuilleton: Héli, ça suffit. 18.25 Météo-journal, pour les jeunes. De Patrick Drevet. 18.45 Jeu: La rose de la fortune. 19.10 Feuilleton: Santa-Barbara. 19.40 Cocorococo. 20.00 Journal. 20.30 Série: Columbia. Jeu de mots. 20.45 Magazines: Informations. Émission de la rédaction de TF1. RFA: Sur les traces des parashutes priés; Scandale à la Maison Blanche; Nicaragua: forces et faiblesses de la Contra. 23.00 Journal. 23.20 Documentaire: Notes sans lecture sur des manuscrits d'Algérie (1re partie). Le retour en Kabylie de l'écrivain, poète et directeur de théâtre Kateb Yacine. Sur des manuscrits d'Algérie, de Thomas, d'Ouass et sur le tel.

CANAL PLUS
21.00 Cinéma: Les molosses du printemps. Film américain de Richard Benjamin (1984). Avec Sean Penn, Elizabeth Perkins.
FR 3
20.35 Variétés: Supporters, à tous les grands châteaux. En direct du Paradis Latin. Avec les quatre capitaines des équipes ayant remporté le grand chapeau en 1968, 1977, 1981 et 1987: Christian Carrère, Jacques Fouroux, Jean-Pierre Rivet, Daniel Dubout et le chanteur Francis Cabrel et les groupes Gold et Licence IV. 21.45 Magazines: Théâtre. Émission de Georges Pernoud. Touche pas à mon poisson. 22.45 Journal. 23.10 Théâtre: Liberté à Brême. De R.W. Fassbinder. Film enregistré au Théâtre Potemkine-Chambray mis en scène par Jean-Louis Houdin, avec Hélène Vincent, Bernard Allart, Daniel Béquet, Pierre Bolo, Christian Bonnard, François Chastot.

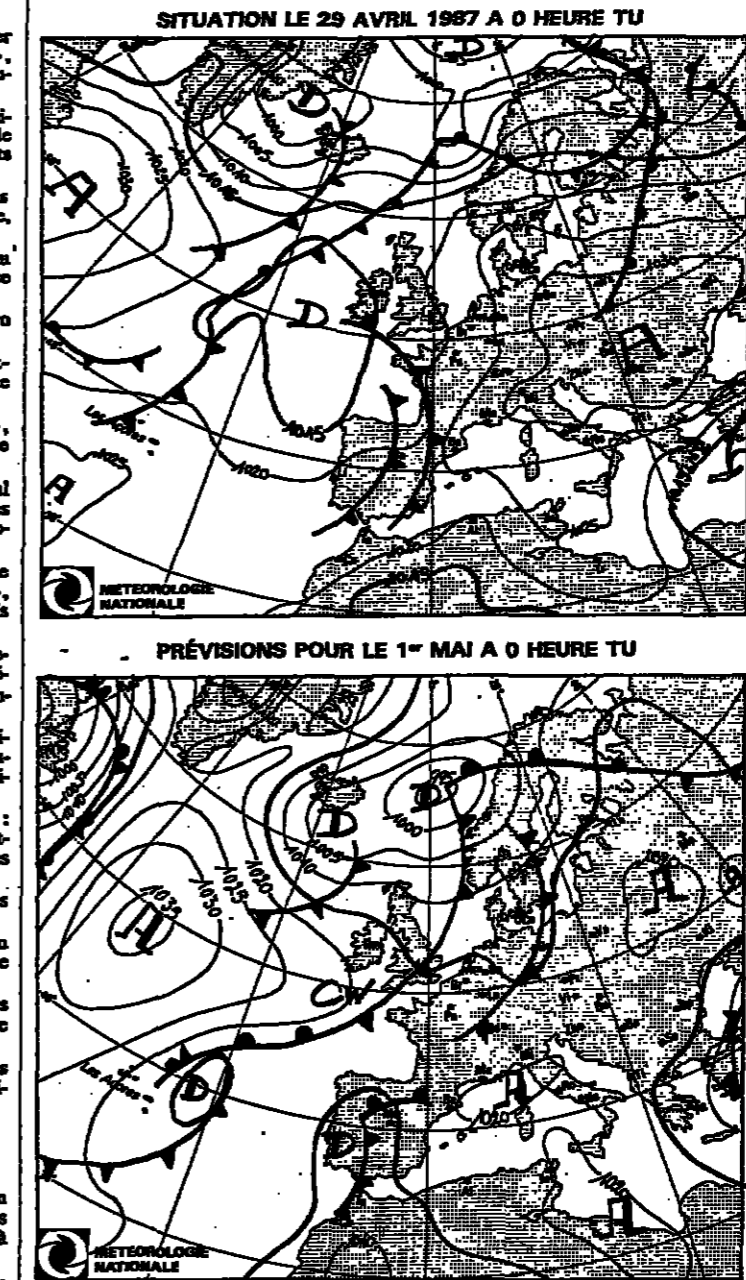
Table with 7 columns: Horaire, Foyers ATAR, TF1, A2, FR3, Canal +, LA 5, M6. Rows show audience share percentages for various time slots.

Programme de mardi 28 avril, à 20 h 30, TF1: « Dalaï » (feuilleton); A2: Nous trois tous en paradis (film); FR3: Salomon et le royaume de Saba (film); Canal Plus: Black mio-mio (film); LA 5: Les deux missionnaires (film); M 6: Les jeunes d'école (film).

PARIS EN VISITES

JEUDI 30 AVRIL
« De l'église Saint-Benoît au quartier de l'Horloge et à son automate », 11 heures, 78, rue Saint-Martin (Monuments historiques).
« Le ventre des halles: serre tropicale, piscines, forum », 14 h 30, façade de l'église Saint-Eustache (Monuments historiques).
« Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Présence du passé).
« Chef-d'œuvre du Moyen-Âge au musée de Cluny », 14 h 45, 6, place Paul-Painlevé (Approche du art).
« Hôtels du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Filatures).
« Jardins et abbayes de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, porche de l'église (Arts et curiosités de Paris).
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Réurrection du passé).
« De l'hôpital Saint-Louis au canal Saint-Martin », 14 h 30, métro Jacques Bonsergent (Paris pittoresque et insolite).
« Le musée d'Orsay: sur les traces de Basile, Roger, Financière et Sidney », 10 heures, 1, rue de Bellechasse (Paris et son histoire).
« Saint-Mandé et son vieux cimetière », 14 h 45, métro Saint-Mandé-Tourzelles, sortie escalator (V. de Lenglade).
« Le canal Saint-Martin: site actif et patrimonial », 15 heures, 20, boulevard Jules-Ferry (Monuments historiques).
« Fêtes et traditions parisiennes: Saint-Eustrope », 15 heures, église Saint-Gervais-Saint-Protais, rue des Barres (Monuments historiques).
« L'Opéra », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).
« Les Tempeliers et le quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (M.-C. Lasserre).
« Jolies demeures du Marais et leurs jardins secrets », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (L. Hamiller).
« L'église, la crypte et le jardin des carmes », 15 heures, 70, rue de Vaugirard (Paris et son histoire).

MÉTÉOROLOGIE



CONFÉRENCES

3, rue Rousselle, 14 h 30: « Apollon et les nymphes », 17 heures: « Les cultes orientaux à la fin du deuxième siècle à Rome ». Musée de l'Homme, place du Trocadéro, 20 h 30: « Le temps des cathédrales. Dieu sur lumière » (film), débat avec Roger Stéphane et Marie-Madeleine Davy.

EN BREF

BÉNÉVOLAT: animateurs. L'association Les Petits frères des pauvres recherche des bénévoles pour les séjours de vacances qu'elle organise pour les personnes âgées de juin à septembre. Il faut avoir entre dix-huit et trente-cinq ans et être disponible de quatre à vingt et un jours. Les Petits frères des pauvres, service de recrutement, 23, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél.: 43-55-33-44.

An cours de la journée, les éclaircies deviendront de plus en plus belles sur toute la moitié sud de la France, alors que les nuages et les quelques ondées orageuses se localiseront sur le quart nord-est. Du Nord à la Normandie à la Bretagne aux Pays de Loire et la Vendée, le ciel sera variable avec alternance de passages nuageux et d'éclaircies mais avec prédominance du soleil de la Bretagne sud à la Vendée.

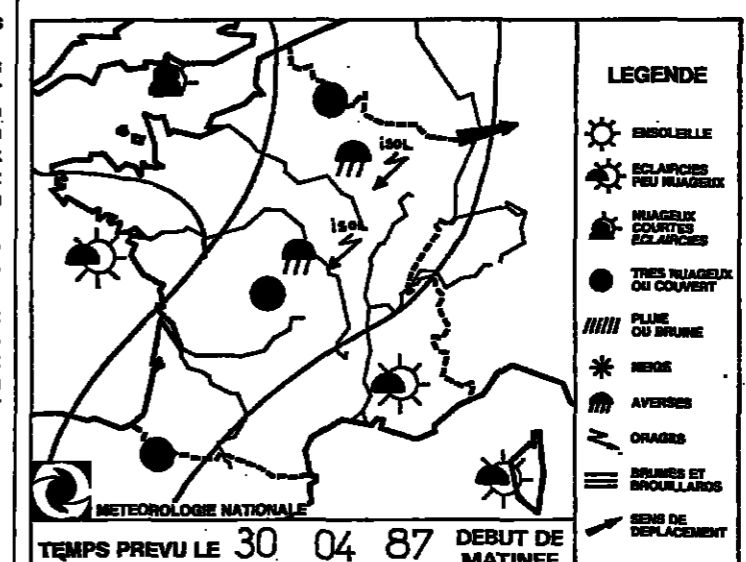


Table with columns for France and various cities (Toulouse, Bordeaux, etc.) showing maximum and minimum temperatures and observed times for the period 28-4-1987 to 6-5-1987.

SUR MINTEL

Prévisions complètes Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puis METEO.



Journal de l'ISD

Vertical text on the left margin, likely a list of names or a sidebar.

# Le Monde EDUCATION

## Colère dans les écoles anglaises

Grèves perlées, refus de toute activité en dehors des heures de cours... M<sup>me</sup> Thatcher doit affronter la révolte des deux principaux syndicats d'enseignants, contre la dégradation du niveau de vie et les projets du ministre de l'éducation.

Le début — officiel — de la campagne électorale est, semble-t-il, imminent, et l'éducation sera, assurément, l'un des sujets les plus brûlants, pour le parti de M<sup>me</sup> Thatcher. Le conflit larvé qui, depuis près de trois ans, perturbe le fonctionnement des écoles anglaises n'est pas près de s'achever. La semaine dernière, lors de leur congrès annuel, les deux principaux syndicats d'enseignants ont certes fait un pas en arrière dans leur plan de guerre d'usure contre le gouvernement. Mais ils ont trouvé en même temps une coalition nouvelle qui renforce manifestement leur détermination à combattre les projets du ministre de l'éducation, M. Kenneth Baker.

Le plus important de ces syndicats, le NUT (National Union of Teachers) a renoncé, après un vote négatif de ses adhérents, à lancer un mot d'ordre de boycottage systématique du remplacement obligatoire des collègues absents. Ce faisant, il s'est rapproché de la position plus modérée du NAS-UWT (National Association of Schoolmasters — Union of Women Teachers). Ces deux organisations, qui représentent près de 75 % des enseignants du primaire et du secondaire, sont ainsi parvenues à former une alliance qui semble mettre fin, pour un temps, à de vieilles rivalités, souvent paralysantes. Cette coalition leur permettra vraisemblablement de se montrer plus fermes dans leurs autres projets d'action : une nouvelle série de grèves perlées d'une demi-journée et — ce qui est sans doute plus inquiétant pour le ministre — une très stricte interprétation du contrat de travail. Cette innovation consiste à calculer au plus juste le temps de présence exigé : mille deux cent soixante-cinq heures, sur cent quatre-vingt-quinze jours par an. Dans un pays où instituteurs et professeurs sont tenus, depuis toujours, de superviser la plupart des activités sportives et éducatives (ateliers, visites) en dehors des heures de cours, cette forme de protestation risque d'affecter durablement la partie du service de l'enseignement à laquelle les Britanniques, dans leur ensemble, restent très attachés.

Si on en est arrivé là, c'est que, ces dernières années, le corps enseignant a vu son niveau de vie baisser assez considérablement par rapport à d'autres catégories professionnelles. « Si le précédent ministre de l'éducation leur avait accordé 2 % supplémentaires voilà deux ans, on n'en serait pas à ce point de tension », constate le responsable de l'enseignement dans un comté. En Grande-Bretagne, l'éducation, comme toute autre administration, est très décentralisée, et ce sont les collectivités locales qui sont les employeurs. Celles-ci, souvent contrôlées par l'opposition, sont prises entre deux feux, car leur budget global est de plus en plus vérifié et limité par le gouvernement Thatcher.

**Le bâton avant la carotte**  
Le nouveau ministre, M. Baker, nommé il y a un an, s'est montré un peu plus généreux que son prédécesseur. Mais, lorsqu'à l'automne 1986 un accord est enfin intervenu entre enseignants et collectivités locales, après de longues négociations et une première série de grèves perlées, M. Baker l'a dénoncé et corrigé dans le sens de la restriction. De surcroît, M. Baker a subitement mis fin à l'existence de l'orga-

nisme indépendant d'arbitrage qui présidait aux négociations salariales entre le gouvernement et les syndicats. La nouvelle formule n'a pas encore été définie, et le ministre ne paraît pas pressé de la trouver. « Nous n'étions pas du tout opposés à une réforme, mais il faut la faire, disent les dirigeants syndicaux, car pour l'instant, c'est le néant et nous nous trouvons ainsi privés d'un droit fondamental. » Cette revendication est l'élément essentiel de la contestation actuelle.

M. Baker a aggravé la mauvaise humeur des enseignants — en donnant du bâton avant d'offrir la carotte —, selon l'expression du chroniqueur du Financial Times, c'est-à-dire en ne retenant qu'une partie de l'accord conclu entre les syndicats et les collectivités locales. Il a imposé des conditions de travail plus contraignantes, mais jusqu'à présent il n'a pas donné suite à l'autre aspect de l'accord : réduction des effectifs des classes surchargées et instauration d'un temps minimum de présence en dehors des heures de cours (la réglementation nouvelle ne fixe que le temps total passé à l'école).

« Nous sommes favorables à l'amélioration du service évidemment, mais il faut y mettre le prix, et ce n'est pas seulement une question d'argent », déclare M. Fred Jarvis, secrétaire général du NUT. Le ministre aura réussi cette promesse de radicaliser un mouvement qui était plutôt enclin à la prudence. En disant cela, M. Jarvis sait que les syndicats doivent être circonspects dans leur protestation, car les parents d'élèves et le grand public en général paraissent manifester moins de compréhension qu'il y a quelques mois. Les derniers sondages indiquent que seulement un tiers des parents estiment maintenant que les enseignants sont sous-payés et plus de la moitié jugent leur grève injustifiée.

FRANCIS CORNU.

## Humanisme électronique

Préparer l'« humanisme du XXI<sup>e</sup> siècle » en alliant la technologie et les arts : telle est l'ambition du proviseur du lycée Alfred Kastler de La Roche-sur-Yon.

UNE barre de béton mal vieillie dans une banlieue mal dégrossie. Le lycée d'enseignement technologique — on ne dit plus « technique » — de La Roche-sur-Yon (Vendée) n'attirerait guère l'attention s'il ne se battait pour être considéré comme un lycée à part entière, en finir avec le cliché de l'apprenti aux ongles noirs. Au moment où la célébration du centenaire de l'enseignement technique (1) fournit l'occasion de nouveaux discours sur la « revalorisation » de ce parent désespérément pauvre de l'éducation nationale, le lycée de La Roche-sur-Yon montre ce qui peut être fait sur le terrain.

Est-ce le dynamisme du professeur, l'enthousiasme des professeurs, la concurrence, très vive en Vendée, des établissements catholiques, ou l'ouverture de certains milieux patronaux locaux ? Le lycée se débat pour sortir du ghetto. Il s'est donné un nom prestigieux : celui d'Alfred Kastler, prix Nobel de physique. Autant viser haut, lorsqu'il s'agit de rivaliser avec un lycée d'enseignement général du centre-ville baptisé « Pierre-Mendès-France », et, pourquoi pas, avec Saint-Gabriel ou Notre-Dame-du-Roc, les lycées techniques catholiques du cru.

Mais surtout, M. Serge Monard, le bouillant proviseur, mène une croisade : « La technologie, préche-t-il, fait partie de la culture du vingt et unième siècle. A Kastler, on forme des techniciens de l'automatisme, des électroniciens qui passent le bac (E ou F) et poursuivent, pour la plupart, des études supérieures vers un BTS ou un DUT. » Rien à voir avec l'ANPE. Avec les enseignants, il court les préaux pour tenter de convaincre les professeurs de collèges qu'un bon élève peut être orienté sans déchoir vers un lycée technologique, annonçant avec fierté l'ouverture, dès la rentrée prochaine, d'une classe de première S, voie ouverte vers la prestigieuse série C.

de fustiger le mépris — bien français — des cols blancs pour les cols bleus, le dédain de la théorie pour la pratique, la domination de la culture dite « générale » sur la culture technique.

Ambitieux, M. Monard veut bousculer ces hiérarchies. Provocant, il rêve de rendre le latin obligatoire dans l'enseignement technique, une façon de montrer que le savoir a une unité, et que l'on peut raisonner sur Virgile comme sur un algorithme. « Les mutations technologiques et économiques transforment l'organisation du travail, explique-t-il. Les tâches sont de plus en plus décloisonnées, les nouvelles responsabilités exigent des connaissances de plus en plus globales. » « La technologie utilise les mêmes concepts que les mathématiques », renchérit M. Jean-Luc Violeau, professeur de génie électrique. Il est essentiel de montrer aux élèves les similitudes de raisonnement. Voir les choses de haut : voilà donc le sésame pour affronter les aléas prévisibles d'une future vie professionnelle.

### Expression dramatique

Le lycée Alfred-Kastler prépare l'avènement de l'« humanisme du vingt et unième siècle » à sa manière : tous les élèves de terminale y font de la philosophie, et depuis quatre ans des options « art plastique » et « expression dramatique » ont été ouvertes. Du théâtre pour de futurs électroniciens ? « Les entreprises se plaignent des difficultés qu'éprouvent les jeunes, même diplômés, à s'exprimer convenablement », commente M. Patrice Gablin, un professeur de lettres heureux et fier d'enseigner dans un lycée technologique. Un atelier-théâtre, animé à parité par des enseignants et des comédiens, enseigne aux jeunes la maîtrise de la parole et de l'expression corporelle. Complétant les apprentissages techniques, il peut préparer à des emplois d'éclairagiste ou de régisseur.

Les contacts avec les responsables du personnel des entreprises ont persuadé M. Gablin de la nécessité de mieux former les lycéens aux techniques de communication et d'animation de groupe. Tel est le but de son projet de création d'une nouvelle option « techniques de communi-

cation » plus large, ouverte aux nouvelles techniques d'expression. Des contacts sont déjà pris avec le Théâtre du Gation, une compagnie locale, pour une initiation aux techniques théâtrales, et avec le Crédit agricole pour une formation à la rédaction d'un journal vidéotex destiné... à la promotion de l'image du lycée dans la région.

L'établissement multiplie ses clinis d'œil aux entreprises. En 1986, une étude sur le thème de la mort en littérature a été complétée par un travail de conception d'un « monument funéraire de l'an 2000 », destiné à « rendre les cimetières moins tristes », avec l'aide d'une entreprise de marbrerie. La plus belle des tombes conçues par les élèves figure désormais au catalogue du marbrier.

Mais l'appel à la « générosité » privée n'est pas du goût de tous les enseignants de « Kastler » : certains craignent l'emprise croissante du patronat local. D'autres s'opposent à ce vent extérieur : « L'entreprise fait bouger notre enseignement explique M. Gablin. Nous ne pouvons pas rester dans la poussière ici car toutes les connaissances théoriques sont confrontées à la pratique. » Pour affermir son image d'établissement sérieux ouvert sur l'emploi, « Kastler » rêve de fonctionner comme une entreprise. Le lycée a déjà un patron (son proviseur) ; il s'apprette à créer des « cercles de qualité » réunissant les enseignants désireux de réfléchir sur l'art et la manière de mieux communiquer avec leurs élèves. D'améliorer la qualité du produit fini en quelque sorte.

PHILIPPE BERNARD.

(1) M<sup>me</sup> Nicole Canalis, secrétaire d'Etat chargée de la formation professionnelle, vient de célébrer le centenaire de l'enseignement technique français. Les premières « écoles professionnelles » mêlant instruction générale et enseignement professionnel ont été créées dans les années 1886-1887.

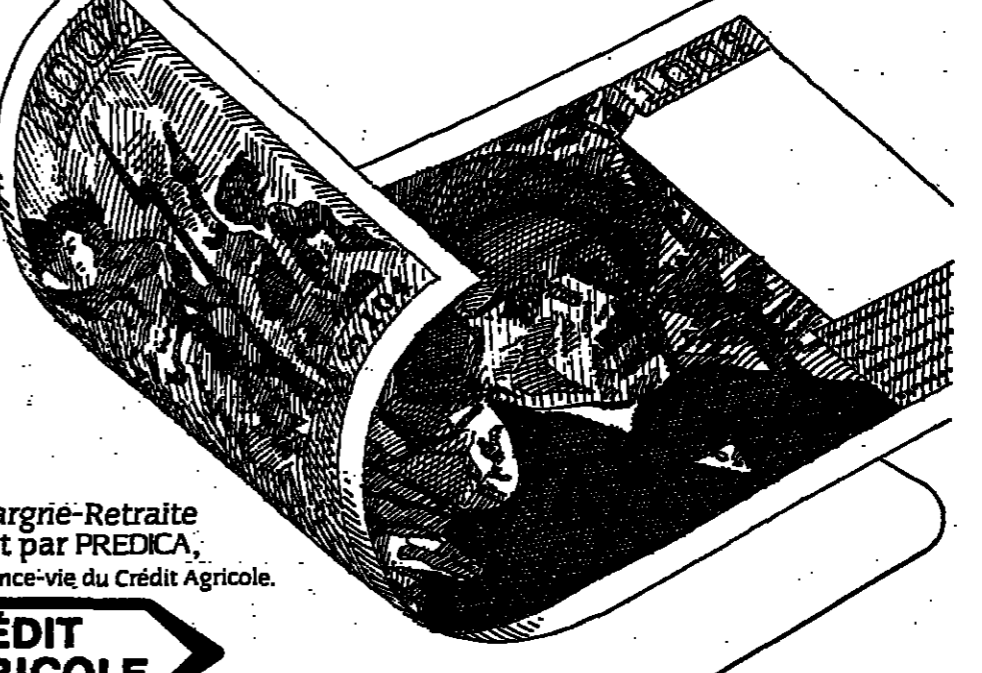
## Les ponts de mai

Troisième trimestre-quinzième. 1987 ne fera pas exception à la tradition qui veut que les jours de classe forment des labyrinthes des premières chaînes. Un record va même sans doute être battu : celui du nombre de jours de repos au mois de mai. Désormais, une note de service du 10 avril indiquait au personnel de l'éducation nationale, que les cours reprendront dans les établissements d'enseignement élémentaire et secondaire les samedis 2 et 9 mai, pour cause de « ponts ». A Paris, le traditionnel « jour du maire » a été fixé le jeudi 7 mai.

Il est vrai que le ministre de l'éducation nationale a juré que, en 1987, l'année scolaire ne se terminerait pas avant le fin juin. Et il a réussi à reculer de six jours, par rapport à l'année dernière, la date des épreuves du baccalauréat (qui commenceront le 24 juin au lieu du 18). Les conseils de classe, dans les classes où il n'y a pas d'orientation (sixième, quatrième, seconde et première) ne doivent pas se tenir avant le 15 juin.

## Plan Epargne-Retraite: pour vivre à 100%.

Si vous croyez savoir ce qu'est un Plan Epargne-Retraite, celui du Crédit Agricole va vous surprendre. C'est un très bon placement (en 86, il a rapporté 7,5 % d'intérêts nets d'impôt). Il vous permet de constituer, d'une manière simple, souple et sûre un capital que vous utiliserez à votre guise. Il peut aussi se transformer, une fois l'âge de la retraite venu, si vous le désirez, en revenu supplémentaire. Dans l'un ou l'autre cas, il vous permet de vivre à 100%. C'est cela le bon sens en action.



Un Plan Epargne-Retraite mis au point par PREDICA, la compagnie d'assurance-vie du Crédit Agricole.



Le bon sens en action.

Credit Agricole

## Géoforum à Montpellier

L'Association française pour le développement de la géographie (AFDG) tiendra son Géoforum 1987 au CRDP de Montpellier, les 22 et 23 mai. Le thème en sera cette année « La découverte en géographie ». Y sera notamment présentée l'enquête menée par l'AFDG sur les débouchés des études de géographie, dont les résultats seront analysés dans le Monde Campus du 14 mai. \* AFDG, 18, quai Claude-Bernard, 69007 LYON.





Jeudi 30 avril 1987

# Le Monde EMPLOI

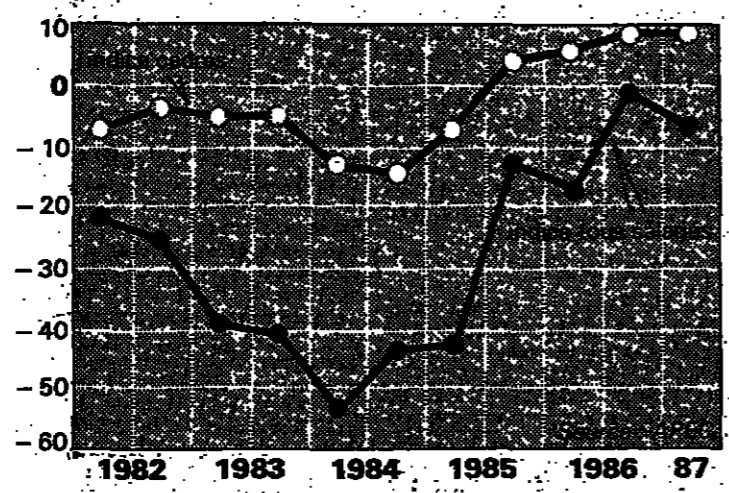
## Bâtiment et travaux publics

### La chasse aux cadres

Les entreprises du bâtiment et des travaux publics rivalisent aujourd'hui d'ingéniosité pour attirer les jeunes diplômés. La reprise de l'activité dans ce domaine et le démarrage d'actions de diversification accroissent, en effet, leurs besoins en personnel d'encadrement.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics manque de cadres. Constat étonnant dans une branche connue pour l'ampleur de ses réductions d'emplois : ses effectifs globaux ont, en effet, diminué de 25 % entre 1977 et 1986. Mais ce déclin qui affectait essentiellement les ouvriers a complètement masqué un phénomène inverse : celui de l'augmentation des effectifs d'ingénieurs et cadres depuis 1984. Ainsi, selon la dernière

enquête semestrielle réalisée par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) auprès d'un panel de 3 445 entreprises, 8 800 cadres ont été embauchés dans le bâtiment et les travaux publics (BTP) en 1986.



Le recrutement des cadres dans le BTP se poursuit. Ce graphique indique la différence (en pourcentage) entre le nombre d'entreprises désirant recruter et le nombre d'entreprises ayant l'intention de débaucher. Ainsi, en 1987, ce chiffre est de 9% pour les cadres (15% des entreprises souhaitent en recruter, 6% envisageant de réduire leurs effectifs) et de -5% pour les non-cadres.

« C'est quinze fois ce qu'a fait l'automobile ! Il est temps de remettre certaines pendules à l'heure », remarque Jean Frevet, directeur général adjoint de l'APEC, à la revue *Le Monde* (1). Le BTP se place ainsi en quatrième position dans le classement des secteurs ayant recruté le plus de cadres en 1986. Pour 1987, les prévisions de recrutement de cadres restent nettement positives : 15 % des entreprises interrogées déclarent vouloir augmenter leurs effectifs de cadres dans les mois à venir, 6 % les réduire, et 79 % les stabiliser. Les cadres de production sont les plus recherchés : ils ont représenté 60 % des recrutés en 1986 ; viennent ensuite les commerciaux (11 %), les administratifs (8 %), les chercheurs (7 %), les dirigeants (6 %), financiers et comptables (4 %), informaticiens (4 %).

**Redresser une image négative**  
Diverses raisons expliquent cette expansion. L'évolution du secteur, tout d'abord. En chute libre jusqu'en 1984, le chiffre d'affaires des entreprises de travaux publics a recommencé à croître en 1985. L'ouverture de nouveaux chantiers confirme cette évolution : des parcs de loisirs au tunnel sous la Manche en passant par la relance du plan autoroutier, la construction de voies et d'équipements en Savoie pour les futurs Jeux olympiques, les entreprises du BTP auront du pain sur la planche pour les années à venir.

Or cette reprise de la croissance semble avoir pris de cours un grand nombre d'entreprises du secteur qui avaient bloqué toute embauche jusqu'en 1985. « Il

faud donc aujourd'hui reconstruire une génération de cadres », explique Yves Marie, du cabinet de recrutement Bernard Krieff. Ces entreprises sont, en outre, de plus en plus nombreuses à vouloir confier la responsabilité de petits chantiers à de jeunes ingénieurs plutôt qu'à des agents de maîtrise confirmés, comme c'était le cas dans le passé. Plus polyvalents, ces ingénieurs s'adaptent plus facilement aux nouvelles exigences de cette profession : le responsable d'un chantier n'est plus seulement un technicien, il doit aussi avoir des talents de gestionnaire, de commercial, être ouvert aux nouvelles technologies et apte à diriger une main-d'œuvre (ouvriers et maîtrise) elle aussi plus qualifiée. « Avec la réduction de la taille des chantiers et de la structure de l'encadrement, les chefs d'équipe ont tendance à devenir des hommes clés du chan-

tière, occupant bien souvent dans les faits le rôle antérieurement dévolu au chef de chantier. Cet ensemble d'éléments exige des capacités de réflexion et d'organisation de son travail, de communication et de management des hommes plus importantes et différentes que par le passé (2) ».

Mais ces recrutements se révèlent difficiles. Pour de multiples raisons. Tout d'abord la baisse globale de l'emploi dans le BTP a éloigné nombre de jeunes de ce secteur. D'autant plus que « l'image en était déjà peu reluisante », déplore François Potier, directeur des ressources humaines de Quille, principale filiale régionale du groupe Bouygues : « Ils ont en tête une image négative des travaux de chantier considérés comme rudes et sales ».

Autre handicap : les cadres du BTP doivent être très mobiles ; il faut pouvoir passer d'un chantier à un autre. Contrainte majeure lorsque, comme le remarque Jacques Baulès, responsable de l'emploi et des carrières pour les élèves et anciens élèves de l'École nationale des ponts et chaussées : « 90 % des ingénieurs vivent en couple à leur sortie de l'école ».

Résultat : les jeunes diplômés se sont détournés du BTP, préférant conduire leurs pas vers des horizons plus attirants : informatique en particulier. Ainsi, seulement 11,5 % des élèves sortis en 1986 de l'École des ponts et chaussées ont choisi d'entrer dans une entreprise du BTP. Alors que 17 % sont allés dans de grandes entreprises industrielles, 16,5 % dans les sociétés d'informatique et 15,5 % dans la banque. Les 39,5 % restants se répartissent entre des entreprises de conseil, des sociétés d'ingénierie, des entreprises parapubliques et des sociétés pétrolières. « Mais le taux des jeunes attirés par le BTP irait en s'améliorant », affirme Jacques Baulès.

Les élèves diplômés d'écoles plus spécialisées, comme l'École spéciale des travaux publics, sont les premiers bénéficiaires de cet état de fait : « En 1986, 70 % des

élèves sont allés dans le BTP, et chacun d'entre eux a eu en moyenne trois propositions d'embauche », affirme Serge Eyrolles, président de l'école. La situation n'a jamais été aussi bonne. Aujourd'hui, les entreprises du BTP doivent donc rivaliser d'ingéniosité pour attirer à eux les jeunes ingénieurs : campagne publicitaire dans la presse (« *Jeunes ingénieurs : faisons route ensemble* », proclame la société SCREG Routes à grand renfort de pages de publicité en couleur, dans la presse), sponsoring d'exploits sportifs (comme la participation au financement d'une ascension de l'Himalaya par la société Quille au bénéfice d'un ingénieur de la maison, pour donner aux employés de l'entreprise le « goût des cimes »), tandis que la Fédération nationale des travaux publics sponsorise cette année le Gala des grandes écoles.

Tous les moyens sont bons pour redorer leur blason. Après une politique de communication alarmante plutôt destinée à attirer des aides vers ce secteur en difficulté, elles préfèrent aujourd'hui mettre en avant les aspects positifs de la profession : « Le BTP est l'un des rares secteurs où un jeune peut avoir très vite des responsabilités », précise François Potier, car un chantier se mène comme une PME, avec un compte d'exploitation et des objectifs à tenir, des équipes d'une vingtaine de personnes à diriger. »

**Des salaires proches de la moyenne**  
Les salaires se rapprochent de ceux d'autres secteurs d'activité. Le salaire moyen proposé aux élèves de la dernière promotion de l'École des ponts par les entreprises du BTP était de 163 000 F (soit légèrement inférieur par les entreprises tous secteurs confondus et qui était de 171 300 F). A comparer aux 165 000 F offerts par les sociétés d'informatique, mais aussi aux 190 000 F des sociétés de conseil et grandes entreprises industrielles.

Une enquête réalisée par la FASFID (Fédérations des associations françaises d'ingénieurs diplômés) confirme ce phénomène : le salaire moyen de la profession pour un ingénieur débutant serait légèrement inférieur à celui des autres secteurs. En revanche, il deviendrait supérieur pour un ingénieur confirmé.

Si les entreprises multiplient les propositions d'embauche en direction des jeunes diplômés, il semble néanmoins que les choses ne soit pas aussi roses pour les ingénieurs ayant dépassé la quarantaine. « Difficile pour un ingénieur de quarante-quarantecinq ans victime de restructuration, fusion, absorption de trouver un emploi », constate Daniel Tanet, directeur de la société des ingénieurs diplômés de l'École spéciale des travaux publics. « Sans formation commerciale, ses seules compétences techniques ne justifient pas de le payer à un salaire supérieur à celui d'un collègue dix ans plus jeune. »

Souvent homme d'une seule entreprise, il lui est en outre difficile de se faire accepter par un concurrent. Car, si la mobilité est la règle sur les chantiers, elle n'est apparemment guère appréciée quand il s'agit de passer d'une entreprise à une autre. Deux phénomènes pourraient néanmoins contribuer à franchir ce cap difficile. « Le développement de la « reprise » d'entreprise tout d'abord. « Beaucoup de patrons de petites entreprises familiales, créées juste après la guerre, n'ont souvent personne pour leur succéder : ils ne comptent aucun gestionnaire parmi leurs cadres, qui n'ont souvent pas suivi d'études supérieures, et ils n'ont pas de descendant prêt à prendre la relève », observe Daniel Tanet.

## La première foire aux informaticiens

Il y avait la Foire aux canons, la Foire à la ferraille et au jambon, la Foire à la brocante. Désormais, il faudra aussi compter avec la « foire au boulot », plus dignement baptisée « Job Fair » par ses organisateurs. La première du genre en France, aura lieu à Paris, à l'hôtel Nikko, les 22 et 23 mai prochains. Son objectif est de favoriser les contacts entre les entreprises ayant un certain nombre de postes à pourvoir dans un secteur déterminé (l'informatique en l'occurrence) et les candidats au recrutement. A la différence des Salons organisés à l'initiative d'écoles ou d'universités, cette manifestation ne s'adresse pas aux étudiants à la recherche d'un premier emploi, mais aux personnes ayant moins de deux ans d'expérience. Des manifestations de ce type existent aux Etats-Unis depuis une quinzaine d'années. Elles font leur apparition en Europe en 1985. Une vingtaine y ont eu lieu en 1986

en Grande-Bretagne, Scandinavie et aux Pays-Bas. Leur succès serait essentiellement dû au fait qu'elles permettent aux candidats de rencontrer directement les responsables opérationnels des sociétés. Les exposants sont, en effet, exclusivement des entreprises et non des cabinets de recrutement. Ainsi, pour la première « Job Fair » parisienne, le Crédit Lyonnais, Michelin, Cap Sogeti, Bull, entre autres, ont déjà réservé leur stand. Et pour les visiteurs qui redouteraient de rencontrer collègues, employeurs ou employés dans les allées du Salon, un alibi est tout trouvé : ils pourront toujours dire qu'ils sont venus assister au séminaire organisé pendant la durée de l'exposition sur le thème « Comment recruter et gérer vos informaticiens en 1987 ? »

★ Renseignements : Prof/Search, 6 rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris, tél. (1) 45-48-95-01.

Une étude internationale sur les transformations de l'emploi dans les banques et compagnies d'assurances. — L'intensification de la concurrence et l'utilisation intensive d'outils informatiques ont profondément modifié les emplois dans les services financiers. Les résultats d'une étude menée sur ce sujet en RFA, aux Etats-Unis, en France, au Japon et en Suède viennent d'être publiés dans le numéro 17 de la revue *Formation-emploi* du CEREC (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), publiée par la Documentation française. Au sommaire de ce même numéro : un dossier sur « Le système éducatif et le marché du travail », et deux articles consacrés aux informaticiens.

Formez aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration. — Le futur Eurodisneyland de Marne-la-Vallée devrait créer 6 000 emplois dans l'hôtellerie et la restauration d'ici à 1992 et plus du double d'ici à l'an 2 000. Pour permettre aux 40 000 hôteliers restaurateurs d'Île-de-France, de disposer à temps du personnel formé nécessaire, le conseil régional d'Île-de-France vient de signer un protocole d'accord avec le Fonds national d'assurance formation de l'industrie hôtelière (FAFH) qui, dans un premier temps, précisera les prévisions d'emploi à moyen terme en Île-de-France, et définira le plan de formation nécessaire pour permettre à ces entreprises de s'adapter à ces évolutions.

**Le Monde**  
sur minitel

**BOURSE**  
**CONFIEZ-NOUS**  
**VOTRE PORTEFEUILLE**  
**PERSONNEL**

Et tous les jours nous vous indiquons l'évolution de chaque valeur et nous calculons pour vous le montant global de votre portefeuille. C'est la corbeille en direct. Dès la clôture de la Bourse, vous connaissez les cours du jour. Vous êtes informé sur-le-champ.

**POUR RÉAGIR PLUS VITE**

Vous pouvez tout nous demander. A tout moment, tout au long de la journée. Nous suivons l'intégralité des cotations à la Bourse de Paris : même le hors-cote, les obligations et les SICAV. En tout 4 500 valeurs. A vous de dénicher les bonnes affaires.

**ET PAS DE RISQUES D'INDISCRÉTIONS**

Nous vous attribuons un code personnel et secret qui vous donne accès à la sélection de valeurs que vous avez vous-même établie. Le Monde sur minitel gère déjà 35 000 portefeuilles. Normal. Le système est simple et il rend service.

Il paraît d'ailleurs que certains utilisateurs ne possèdent pas un vrai portefeuille mais en profitent pour mettre à l'épreuve leurs talents d'opérateur.

**UNE SAGE PRÉCAUTION !**

D'autres se sont constitué plusieurs portefeuilles : un avec leurs véritables avoirs et d'autres — fictifs — pour mieux suivre certaines valeurs. Et acheter au bon moment.

**INGÉNIEUX ET EFFICACE, NON ?**

**36.15 TAPEZ LEMONDE**

L'AGENDA

**IMMOBILIER**

domaines  
bureaux  
locations  
SIEGE SOCIAL  
CONSTITUTION  
ASPAC 42-93-80-81  
SIEGE SOCIAL  
AGEO 42-93-80-81  
OGANIELLAIN  
45-55-11-81  
fond de commerce







# Economie

## MARCHÉS FINANCIERS

Grâce à la hausse des valeurs boursières

### Les banques ont réalisé d'importants profits en 1986

Les banques françaises perdent de l'argent sur les chèques, sur les cartes de paiement, sur la gestion des comptes titres et sur les prêts aux pays sous-développés. Et, pourtant, elles ont engrangé, en 1986, des bénéfices en forte hausse. Elles ont, en fait, eu leur part du dynamisme des marchés financiers.

L'année 1986 aura été un « grand cru » pour les banques françaises. Le groupe BNP affiche un bénéfice net (hors intérêts minoritaires) de 3 milliards de francs, soit 51,7 % de plus qu'en 1985 ! Avec un résultat net consolidé (part du groupe) de 1,8 milliard de francs, le Crédit lyonnais annonce, lui aussi, un bond de 51 %. Quant à la Société générale, privatisable dès cette année, elle a enregistré une hausse, plus spectaculaire encore, de 76 %, avec un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 2,3 milliards de francs.

Mis à part le Crédit du Nord, les banques plus modestes, comme le CCF, Indosuez et le groupe CIC,

n'ont pas à rougir de leurs performances. Au total, le bénéfice net des banques françaises, qui avait été évalué par la Commission bancaire pour 1985 à 8,3 milliards de francs (1), pourrait dépasser, en 1986, les 11,5 milliards de francs. Une progression de près de 40 % !

Certes, les entreprises françaises dans leur ensemble ont enregistré, l'an dernier, une nette amélioration de leur rentabilité. Dans le cas des banques, ces performances exceptionnelles peuvent cependant surprendre. Tout au long de l'année dernière, les banquiers avaient, en effet, tenté d'expliquer à l'opinion publique qu'ils perdaient de l'argent sur les chèques. Aujourd'hui, on apprend qu'ils en ont perdu aussi sur les cartes bancaires ! Ils n'ont jamais manqué ensuite une occasion pour rappeler que la gestion des comptes titres leur coûte cher. La hausse des taux d'intérêt, le développement des produits de marché (les billets de trésorerie par exemple), l'amélioration de la trésorerie des entreprises et l'exacerbation de la concurrence bancaire : tout cela devait « limiter leurs marges ». Enfin, les difficultés des pays surendettés, auxquels ils avaient accordé des prêts importants, devaient définitivement les plonger dans le rouge.

Alors, que s'est-il passé ? La perspective de la privatisation — et la bataille pour être dans le lot des premières privatisables — n'est ni la seule, ni d'ailleurs la principale raison de ces beaux résultats. La baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (ramené de 50 % à 45 %) a contribué aux augmentations spectaculaires annoncées des bénéfices nets (c'est-à-dire après impôts). Près de 10 points de hausse sont à attribuer à cette mesure. En fait, plusieurs éléments de la conjoncture ont été favorables aux banques, notamment la bonne santé de la Bourse. Il n'est pas sûr qu'ils se renouvellent dans le futur. Plus fondamentalement, les banques françaises ont amorcé une adaptation à la nouvelle donne financière qui commence à porter ses fruits.

La progression de l'activité des banques et la diversification de leurs métiers sont les premières raisons de leurs profits de 1986. Le produit net bancaire — l'ensemble de leurs « recettes » — a augmenté d'environ 8 %, une augmentation qui a été surtout alimentée par les diverses commissions perçues sur les opérations financières.

Les activités traditionnelles des banques — de prêts et d'emprunts — ont certes mieux résisté que prévu. Mais leur contribution à la croissance du produit national brut (PNB) a été modeste. Trois éléments méritent d'être relevés ici. Tout d'abord, les banques ont à nouveau profité d'une augmentation sensible des dépôts à vue en 1986, pour la seconde année consécutive. Une bonne affaire pour elles, puisqu'il s'agit de ressources « gratuites ». Cela leur a permis d'alléger le coût de leurs ressources.

Face à la réduction de la demande de crédit de la part des entreprises, la plupart des banques ont ensuite opéré une rapide redistribution de leurs emplois. Elles ont massivement développé le crédit aux particuliers sous la forme de découverts, de prêts personnels ou de prêts immobiliers. Pour l'instant, sur ce marché, toutes les banques semblent gagnantes. Elles ont cependant sans doute mangé leur pain blanc.

Dans leurs prêts aux entreprises enfin, les banques n'ont pas vraiment profité de l'élargissement de l'écart enregistré en 1986 entre le taux du marché monétaire — qui a baissé en moyenne de 2 points — et celui du taux de base bancaire — qui a été réduit de 1,2 point. La faiblesse de la demande de crédit des entreprises et la concurrence accrue entre les banques auraient effectivement contribué à réduire leurs marges. Au total, les produits tirés de l'activité de prêts et d'emprunts, les marges sur taux d'intérêt, n'ont que faiblement progressé.

En revanche, les commissions ont connu une croissance considérable et représentaient, en 1986, près de 20 % du PNB pour l'ensemble

des banques. Elles correspondent au développement rapide des activités des banques sur les marchés financiers (opérations sur le MATIF, introduction sur le second marché...) et de la vente de services financiers (gestion de SICAV, audit des privatisables...). Certaines banques ont encaissé des commissions en progression de 40 %, voire 50 %, d'une année sur l'autre.

Enfin, et toujours en liaison avec la bonne santé des marchés financiers, les banques françaises ont, dans leur propre gestion financière, su réaliser de bonnes affaires. Certaines d'entre elles ont ainsi réalisé d'importantes plus-values en vendant des titres de participation à bon prix. D'autres, comme la Société générale, ont extériorisé, à l'occasion d'une restructuration financière, des plus-values exceptionnelles importantes.

#### Des frais généraux maîtrisés

Face à ces recettes en hausse, les banques ont réussi, en 1986, à maîtriser leurs dépenses, leurs frais généraux. A l'instar des autres professions, les banquiers ont maintenu une politique salariale stricte (le point bancaire n'a pas changé au cours de l'année). Les plus gros d'entre eux ont poursuivi leur politique de réduction « douce » de leur personnel (- 1,6 % à la BNP, - 1,4 % au Crédit lyonnais et - 1,2 % à la Société générale). Les autres frais généraux ont également vu leur progression se ralentir, grâce à la fermeture d'un certain nombre de guichets et au freinage des dépenses informatiques.

Avec des recettes qui augmentent deux ou trois fois plus vite que les dépenses, les banques ont donc bénéficié d'une « effet de ciseau » favorable. Leur résultat brut a bondi. Il a ensuite été rogné par des dotations aux provisions. A cet égard, les banques françaises ont encore « un peu » accru leur effort dans ce domaine. Mais, désormais, certaines

d'entre elles vont pouvoir souffler. C'est déjà le cas pour la BNP, qui, ayant provisionné 40 % de ses risques souverains (sur les pays en voie de développement), a, dès 1986, légèrement réduit ses dotations nettes aux provisions.

Résultat, donc, d'une activité soutenue et plus diversifiée et d'une maîtrise des frais généraux, cette amélioration des résultats nets s'est accompagnée, en 1986, d'un renforcement de la structure financière des banques françaises. Leurs fonds propres ont parfois augmenté dans des proportions importantes.

Les banques françaises affichent donc une bonne santé. Le diagnostic doit être relativisé. Elles avaient connu une détérioration sensible de leurs résultats entre 1980 et 1984. Ils se redressent aujourd'hui. Elles conservent, pour la plupart d'entre elles, une capacité bénéficiaire encore inférieure à celle de leurs sœurs étrangères, notamment suisses, anglaises, américaines et allemandes. Le groupe japonais Nomura a, par exemple, dégagé, en 1986, 4 milliards de dollars de profits, près de 24 milliards de francs, plus du double des bénéfices de l'ensemble des banques françaises ! En Allemagne fédérale, les trois grandes banques ont aussi annoncé, il y a quelques jours, des résultats records pour 1986. La Deutsche Bank a déclaré 1,1 milliard de deutschemarks (une progression de

22,5 % par rapport à 1985), la Dresdner Bank 304 millions de deutschemarks (+ 13,7 %) et la Commerzbank 288,2 millions de deutschemarks (+ 30 %).

Les bons résultats des banques françaises feront au moins un bonheur, l'Etat. Comme actionnaire, il ne s'attendait pas à de si belles performances. Dans la loi de finances initiale, le gouvernement avait prévu de percevoir au titre des dividendes versés par les banques 1,4 milliard de francs. Il pourrait en toucher en fait près de 2 milliards, 50 % de plus qu'en 1985 ! Ces bénéfices importants lui faciliteront également la privatisation des banques.

Les PME, qui souffrent d'un coût élevé du crédit bancaire, ne devraient pas manquer de reprendre leur combat pour une baisse des taux bancaires. Quant à Monsieur Tout-le-Monde, il sera sans doute ravi de savoir que l'argent qu'il place dans sa banque est bien géré. Mais, à n'en pas douter, il ne voudra plus entendre parler de sitôt de la tarification des chèques !

ERIK ISRAELWICZ.

(1) Il s'agit de la somme des bénéfices nets des seules sociétés mères des banques au sens de la loi bancaire de 1984. Le secteur mutualiste (Crédit agricole, Crédit mutuel, Banques populaires...) n'est pas inclus.

#### La Banque de France : l'exception

Si les banques françaises affichent des profits en forte hausse, la Banque de France, elle, n'a pas connu de tels succès. En 1986, elle a enregistré un bénéfice net de 2 610 millions de francs en 1985 à 2 610 millions de francs en 1986, une chute de 28,6 %. Son bénéfice à répartir s'est élevé à 1 781 millions de francs, en diminution de 19 %.

En fait, les résultats de la banque centrale sont presque totalement liés aux taux d'intérêt. L'insolite d'insolite a souffert de la baisse enregistrée l'an dernier. Comme sa sœur ouest-allemande, la Bundesbank,

elle a vu ses bénéfices nets diminuer de 28,6 % en 1986 par rapport à 1985, la Deutsche Bank 304 millions de deutschemarks (+ 13,7 %) et la Commerzbank 288,2 millions de deutschemarks (+ 30 %).

Les PME, qui souffrent d'un coût élevé du crédit bancaire, ne devraient pas manquer de reprendre leur combat pour une baisse des taux bancaires. Quant à Monsieur Tout-le-Monde, il sera sans doute ravi de savoir que l'argent qu'il place dans sa banque est bien géré. Mais, à n'en pas douter, il ne voudra plus entendre parler de sitôt de la tarification des chèques !

ERIK ISRAELWICZ.

(1) Il s'agit de la somme des bénéfices nets des seules sociétés mères des banques au sens de la loi bancaire de 1984. Le secteur mutualiste (Crédit agricole, Crédit mutuel, Banques populaires...) n'est pas inclus.

ERIK ISRAELWICZ.

(1) Il s'agit de la somme des bénéfices nets des seules sociétés mères des banques au sens de la loi bancaire de 1984. Le secteur mutualiste (Crédit agricole, Crédit mutuel, Banques populaires...) n'est pas inclus.

ERIK ISRAELWICZ.

(1) Il s'agit de la somme des bénéfices nets des seules sociétés mères des banques au sens de la loi bancaire de 1984. Le secteur mutualiste (Crédit agricole, Crédit mutuel, Banques populaires...) n'est pas inclus.

## NOUVELLES

La banque de M. Jean Saint-Germain  
**M. Paul Mentré est nommé président du Crédit national**

Le Crédit national a élu à sa présidence M. Paul Mentré, ancien directeur général de la Banque de France, ancien directeur de la Banque de l'Indochine, ancien directeur de la Banque de l'Inde et du Soudan. M. Mentré a été élu par le conseil d'administration réuni à Paris le 24 avril 1987.

## CONJONCTURE

La commission des finances de l'Assemblée nationale regrette la prudence du gouvernement

La commission des finances de l'Assemblée nationale a regretté la prudence du gouvernement dans sa politique économique. Elle a souligné que le gouvernement n'a pas suffisamment encouragé l'investissement et le développement.

# LA RETRAITE :

## 30 MINUTES POUR VOIR CLAIR.

2<sup>e</sup> souffle... 2<sup>e</sup> vie... 2<sup>e</sup> salaire...

30 minutes, le temps qu'il faudra à Philippe GILDAS et aux représentants de l'ARRCO, pour exposer simplement, objectivement, le principe, le système, l'environnement, les perspectives de la retraite en France.

30 minutes pour savoir.

**SUR FR3 SAMEDI 2 MAI À 11H30**



**ARRCO**  
Association des Régimes de Retraites Complémentaires  
44, bd de la Bastille 75012 PARIS

Le gouvernement a annoncé une série de mesures pour soutenir l'économie. Ces mesures comprennent une réduction des impôts sur les sociétés et une augmentation des dépenses d'investissement.

Le secteur privé a réagi favorablement à ces annonces, estimant qu'elles favorisent la croissance et la création d'emplois.

Le gouvernement a également annoncé une réforme de la retraite, visant à améliorer le système de retraite complémentaire.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 28 AVRIL Cours relevés à 17 h 32. Règlement mensuel. Tableaux listing various stock indices and company values.

Comptant (élection)

Table of stock prices for various companies and sectors including Obligations, Actions, and Hors-cote.

Second marché (élection)

Table of stock prices for companies listed on the second market.

SICAV (élection) 28/4

Table of prices for SICAV (mutual funds) and other financial instruments.

Droits et bons

Table listing prices for various rights and bonds.

Cote des changes

Table showing exchange rates for various currencies.

Marché libre de l'or

Table listing prices for gold and silver in the free market.

Vertical text on the left margin containing various market-related notes and advertisements.

Vertical text on the right margin containing market-related notes and advertisements.

